

Commune de

MAREST-SUR-MATZ

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

APPROBATION

Vu pour être annexé à la
délibération en date du :

24 JUIN 2013

2

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

1- DIAGNOSTIC	6
1.1 LES DONNEES DE BASE	7
1.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
1.1.2 EVOLUTION DE LA POPULATION (SOURCE INSEE)	8
1.1.3 POPULATION ACTIVE ET MIGRATIONS ALTERNANTES	11
1.1.4 LOGEMENT	11
1.1.5 ACTIVITES	13
1.1.6 LES EQUIPEMENTS PUBLICS	18
1.1.7 INTERCOMMUNALITE ET DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	25
1.2 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	30
1.2.1 RAPPEL	30
1.2.2 TOPOGRAPHIE	32
1.2.3 HYDROGRAPHIE	34
1.2.4 GEOLOGIE	34
1.2.5 ALEAS INDUITS PAR LA GEOGRAPHIE COMMUNALE	36
1.2.6 USAGES ET PAYSAGES	41
1.2.7 LE PATRIMOINE NATUREL	46
1.2.8 FORME URBAINE	50
1.2.9 LES ENTREES DU VILLAGE	52
1.2.10 RESEAU VIAIRE	54
1.2.11 POTENTIALITES D'ACCUEIL DU TISSU URBAIN	56
1.2.12 BATI EXISTANT	59
1.2.13 TRAME VEGETALE INTRA-URBAINE	69
1.2.14 DYNAMIQUE DU TERRITOIRE	70
1.2.15 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	73
1.2.16 INFORMATIONS JUGEES UTILES	74

1.3 BILAN DU DIAGNOSTIC	74
1.3.1 LE CONTEXTE TERRITORIAL	74
1.3.2 VOCATION DES ESPACES NATURELS	75
1.3.3 ESPACES URBANISES	76
1.3.4 RESEAUX	78
1.3.5 DEMOGRAPHIE	78
1.3.6 LOGEMENTS	78
1.3.7 ECONOMIE	79
 2- CHOIX ET JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS RETENUES	 80
 2.1 JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS RETENUES DANS LE PADD	 81
2.1.1 OBJECTIFS DE LA COMMUNE	81
2.1.2 LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	82
 2.2 JUSTIFICATIONS DES CHOIX DE DEVELOPPEMENT URBAIN	 88
 2.3 JUSTIFICATIONS DES REGLES ADOPTÉES AU PLU	 90
2.3.1 PRESENTATION	90
2.3.2 LES ZONES URBAINES	91
2.3.3 TABLEAU DES SUPERFICIES DES ZONES URBAINES	99
2.3.4 LES ZONES A URBANISER	99
2.3.5 TABLEAU DES SUPERFICIES DES ZONES A URBANISER	101
2.3.6 LA ZONE AGRICOLE	101
2.3.7 LA ZONE NATURELLE ET FORESTIERE	104
2.3.8 TABLEAU DES SUPERFICIES DES ZONES AGRICOLES, NATURELLES ET FORESTIERES	108
2.3.9 TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES	108
2.3.10 LA CONSOMMATION FONCIERE DU PROJET DE PLU	109
2.3.11 ÉVOLUTION DES REGLES ET DES SUPERFICIES DES ZONES	110
2.3.12 LES EMPLACEMENTS RESERVES	110

2.3.13 LES PLANS D'ALIGNEMENT	110
2.3.14 LES SERVITUDES	110
2.3.15 LES NUISANCES ACOUSTIQUES	111

3 - MISE EN OEUVRE DU PLAN **112**

3.1 PREAMBULE	113
3.2 LES IMPLICATIONS	113
3.3 LES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	113
3.3.1 L'ACTION FONCIERE	113
3.3.2 LA GESTION DE L'ESPACE	114
3.4 INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT : MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR	114
3.4.1 LA COMMUNE ET LE PAYSAGE	114
3.4.2 LA COMMUNE ET LES MILIEUX NATURELS	115
3.4.3 LE CADRE BATI	117
3.4.4 ECONOMIE, VIE LOCALE ET LOGEMENT	118
3.4.5 IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET PROTECTIONS	123
3.4.6 EVALUATION DES INCIDENCES DES DISPOSITIONS DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000 A PROXIMITE	121

PREAMBULE

A) Le PLU - Aspects généraux

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est l'un des instruments de l'urbanisme issu de la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 ; il fait suite au POS créé à l'occasion de la loi d'orientation foncière de 1967 :

- document juridique, il fixe, dans le cadre du Code de l'Urbanisme, notamment de l'article L. 121-1, les dispositions réglementaires relatives à l'occupation et à l'utilisation des sols.
- outil d'aménagement et de gestion de l'espace, il planifie, maîtrise et ordonne le développement de l'urbanisation sur le territoire communal. Il traduit l'organisation du territoire et exprime les objectifs de la politique urbaine de la commune.

Depuis la loi de "décentralisation" de 1983, le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune. Le Conseil Municipal prend les décisions les plus marquantes, le Maire organise le travail et conduit les études. L'élaboration du PLU peut être confiée à un bureau d'études privé.

L'Etat, la Région, le Département et divers partenaires sont associés à l'élaboration du document qui doit être compatible avec les Directives Territoriales d'Aménagement (DTA) et les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), du Schéma de Secteur, du Schéma de Mise en Valeur de la Mer, de la Charte du Parc Naturel Régional (PNR), du Plan de Déplacements Urbains (PDU), du Programme Local de l'Habitat (PLH), et du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Le PLU, document d'urbanisme opposable aux tiers, est établi pour une perspective de développement s'étendant sur environ une quinzaine années. Il est adaptable à l'évolution de la commune ; ses dispositions peuvent être modifiées ou révisées, afin de prendre en compte les nouveaux objectifs municipaux.

B) Le Plan Local d'Urbanisme de Marest-sur-Matz

Par délibération en date du 10 juillet 2008, le Conseil Municipal de Marest-sur-Matz a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme fut élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune conformément à l'article L.123-6° du Code de l'Urbanisme. Ont été associés à cette élaboration et à leur demande l'Etat, la Région, le Département et les Chambres Consulaires.

Monsieur le Préfet de l'Oise a porté à la connaissance de Monsieur le Maire l'ensemble des éléments avec lesquels le PLU devait être compatible ainsi que certaines informations utiles à son élaboration.

C) Contenu du document

Le présent rapport de présentation concerne le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marest-sur-Matz, lequel couvre entièrement le territoire communal.

Il constitue un élément du dossier de PLU qui comprend également :

- le projet d'aménagement et de développement durable (PADD),
- des orientations d'aménagement,
- le règlement composé d'un règlement écrit, d'un règlement graphique avec les plans de découpage en zones et les emplacements réservés,
- les documents techniques annexes concernant notamment les réseaux publics, les servitudes d'utilité publique.

Les objectifs de ce rapport sont d'apporter une information générale et les éléments susceptibles de faire ressortir les problèmes de la commune et les solutions qu'ils appellent, ainsi que d'expliquer et justifier les dispositions d'aménagement retenues dans le PLU.

À cet effet, il comprend 3 parties essentielles :

1 - LE DIAGNOSTIC

2 - CHOIX ET JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU PLU

3 - LA MISE EN OEUVRE DU PLAN

Ce rapport fait la synthèse des travaux menés lors de l'élaboration du document initial et des remaniements successifs qui lui ont été apportés ; il justifie les dispositions retenues et notamment la délimitation :

- des zones constructibles homogènes et leur vocation différenciée,
- des zones protégées en raison de leurs qualités particulières,
- les emplacements réservés aux équipements publics et aux installations d'intérêt général,
- les prescriptions réglementaires de l'utilisation et de l'occupation du sol dans chaque secteur spécifique,
- les servitudes d'utilité publique grevant le territoire communal.

NB : Certaines des informations figurant dans la première partie proviennent des sources suivantes: IGN, INSEE, DDT0, BRGM, INPN, Mairie de Marest-sur-Matz...

1 - DIAGNOSTIC

1.1 LES DONNEES DE BASE

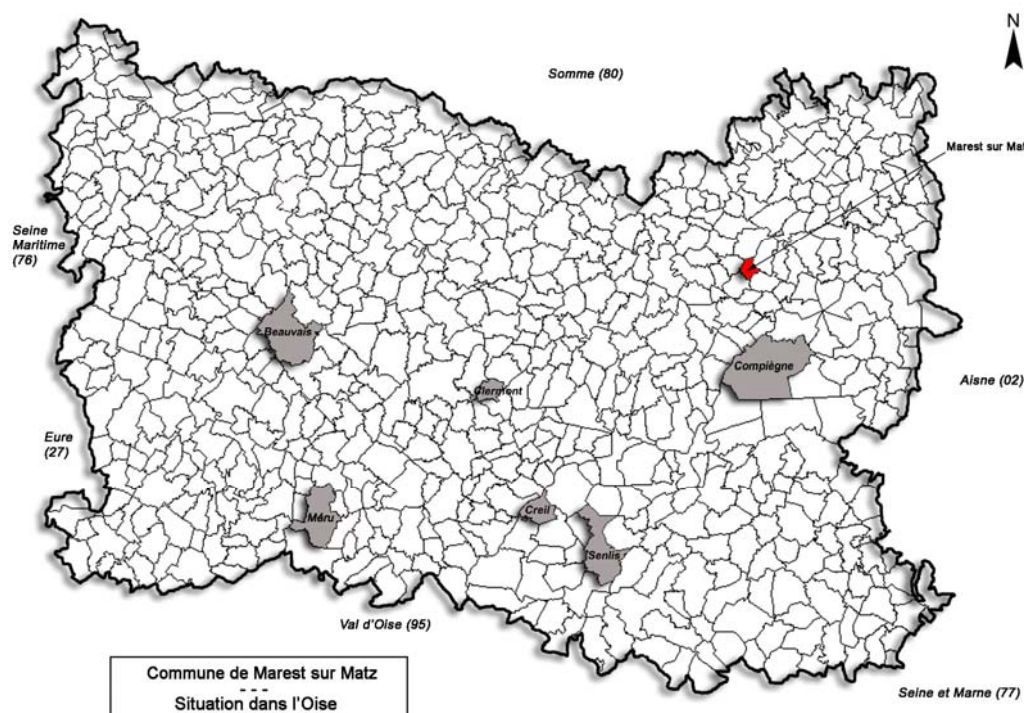
1.1.1 Situation géographique

Commune de 398 habitants (population totale en 2008), Marest-sur-Matz est située dans la partie *est* du département de l'Oise, à 14 km de Compiègne, Sous-préfecture d'arrondissement et à 70 km de Beauvais, ville Préfecture.

Le territoire communal a la particularité de s'inscrire à l'interface de deux régions naturelles, le Plateau Picard vaste plateau agricole à forte dimension rurale et le pays Noyonnais aux espaces variés (cultures, herbages, zones humides) surmontés de collines boisées.

La superficie du territoire communal est de 323 hectares ce qui est nettement inférieur à la moyenne départementale (840 hectares).

Le territoire de Marest-sur-Matz est bordé par 5 communes : Elincourt Sainte-Marguerite au nord, Chevincourt et Mélicocq à l'est, Villers-sur-Coudun au sud-ouest et Vandelicourt au nord-ouest.

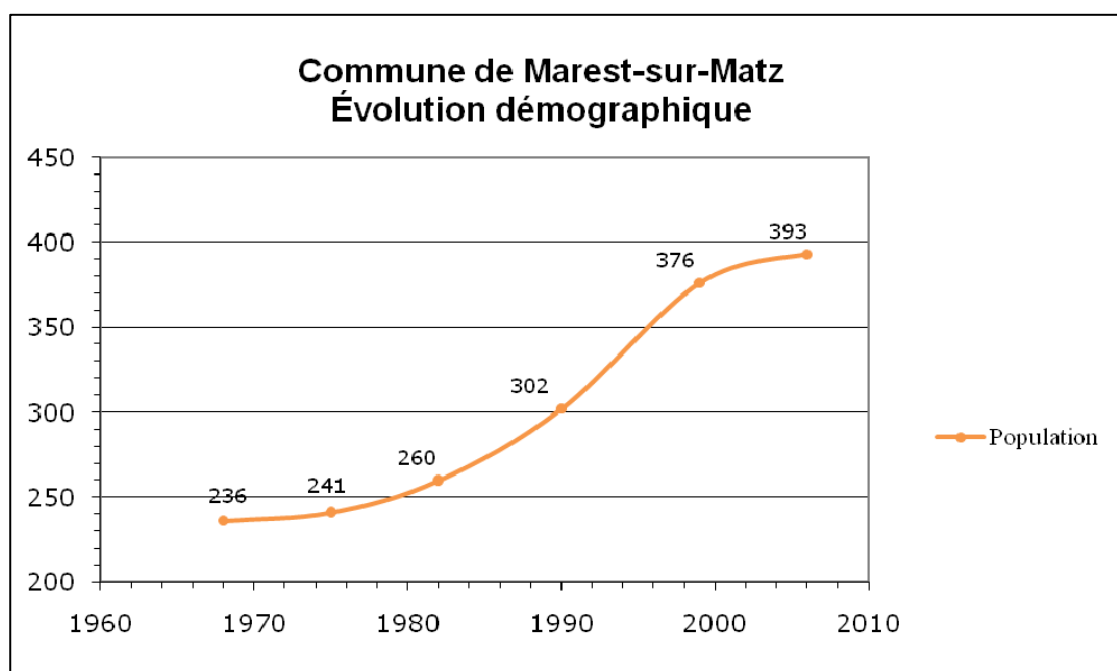


1.1.2 Evolution de la population (source INSEE)

1.1.2.1 Tendances d'évolution

Recensements Généraux de Population	Nombre d'habitants	Variation absolue par rapport au recensement précédent	Variation relative par rapport au recensement précédent
1968	236	-	-
1975	241	+ 05	+ 2,1 %
1982	260	+ 19	+ 7,9 %
1990	302	+ 42	+ 16,2 %
1999	376	+ 74	+ 24,5 %
2006	393	+ 17	+ 4,5 %

Source : Recensements Généraux de Population, INSEE



Les données statistiques font apparaître plusieurs cycles démographiques :

- une période de croissance démographique douce entre 1968 et 1982 (+ 24 habitants),
- une période de croissance démographique forte entre 1982 et 1999 (+ 116 habitants),
- une période nouvelle de croissance démographique douce entre 1999 et 2006 (+ 17 habitants).

En 2009, la population municipale représentait 408 habitants et une population totale de 421 habitants.

1.1.2.2 Les facteurs démographiques

L'évolution de la population résulte de deux facteurs démographiques principaux : le **solde naturel** qui représente la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au sein de la commune (renouvellement sur place de la population), et le **solde migratoire** qui représente la différence entre le nombre de personnes qui viennent s'installer sur le territoire communal et le nombre de personnes qui le quittent.

Les deux composantes de la croissance -mouvement naturel et solde migratoire- se sont articulées de la façon suivante entre 1962 et 2006 :

	Taux de variation annuel (%)		Dû au solde naturel (%)		Dû au solde migratoire (%)	
	Marest-sur-Matz	Canton de Ribécourt-Dreslincourt	Marest-sur-Matz	Canton de Ribécourt-Dreslincourt	Marest-sur-Matz	Canton de Ribécourt-Dreslincourt
1968 - 1975	+ 0,3	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,9	- 0,4	+ 1,4
1975 - 1982	+ 1,1	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,8
1982 - 1990	+ 1,9	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,1
1990 - 1999	+ 2,5	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,6	+ 1,6	- 0,3
1999 - 2006	+ 0,6	- 0,3	+ 0,7	+ 0,6	- 0,1	- 0,9

Source : Recensements Généraux de Population, INSEE.

Le taux de variation annuel de la population communale est positif depuis 1968. Le taux de variation annuel a été largement supérieur au cours de la période 1982-1999 avec des taux estimés à + 1,9 % entre 1982 et 1990 et + 2,5 % entre 1990 et 1999.

Les cycles de croissance démographique s'expliquent principalement par un solde migratoire dynamique, qu'il soit positif ou négatif.

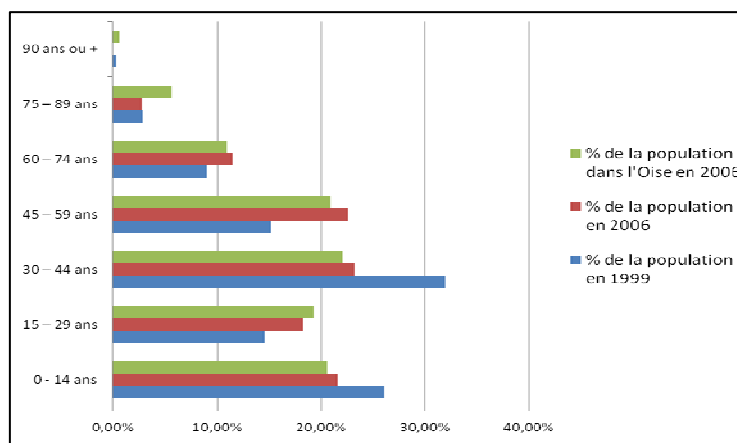
Une comparaison avec le taux de variation de la population du canton de Ribécourt-Dreslincourt (+ 1,8 % entre 1982 et 1990, + 0,3 % entre 1990 et 1999 et + 0,6 % entre 1999 et 2006) montre que la commune de Marest-sur-Matz a connu, depuis 1982, un taux de variation supérieur au taux moyen des communes environnantes. Il faut noter sur la période 1999-2006, que le taux de variation dû au solde migratoire est négatif à la fois sur la commune et le canton (- 0,1 % et - 0,9 %). Ceci peut s'expliquer par un manque d'attractivité du territoire et par l'augmentation du prix du foncier.

1.1.2.3 Structures de la population par âge (2006)

	Part absolue de la population en 1999	Part absolue de la population en 2006	% de la population en 1999	% de la population en 2006	% de la population dans l'Oise
0 - 14 ans	98	85	26,1 %	21,6 %	20,6 %
15 – 29 ans	55	72	14,6 %	18,3 %	19,3 %
30 – 44 ans	120	91	31,9 %	23,2 %	22,1 %
45 – 59 ans	57	89	15,2 %	22,6 %	20,9 %
60 – 74 ans	34	45	9,0 %	11,5 %	11,0 %
75 – 89 ans	11	11	2,9 %	2,8 %	5,6 %
90 ans ou +	1	0	0,3 %	0,0 %	0,6 %

Source : Recensements Généraux de Population, INSEE.

Les pyramides des âges de Marest-sur-Matz en 1999 et 2006 font apparaître un vieillissement de la population. Il s'agit d'une analyse qu'il convient de nuancer au regard de la hausse des personnes âgées de 15 à 29 ans. Il est intéressant de noter que hormis la tranche d'âge susvisée, les tranches inférieures à 45 ans ont reculé et celles supérieures à 45 ans augmentées. On note également une stabilité des tranches d'âge les plus élevées (75-89 ans et 90 ans ou plus).



Une comparaison avec la répartition par âge de la population de l'Oise montre que la commune de Marest-sur-Matz est globalement plus jeune que celle du département : le pourcentage des 0-29 ans est équivalent à celui du département (39,9 %), le pourcentage des 30-59 ans est supérieur (45,8 % pour Marest-sur-Matz contre 43 % pour le département), quant au pourcentage des 60-89 ans, il est inférieur (14,3 % pour Marest-sur-Matz contre 16,6 % pour le département).

Ces chiffres invitent à s'interroger sur les besoins en logements « ciblés » qui vont se faire ressentir très prochainement aussi bien pour une population jeune qui souhaitera décohabiter de leurs parents que pour les personnes âgées qui devront faire face à l'entretien de leurs maisons et de leurs terrains.

1.1.3 Population active et migrations alternantes

Le nombre d'actifs (actifs occupés + chômeurs) a légèrement augmenté entre 1999 et 2006 : 198 contre 181. Par ailleurs, en 2006, les actifs occupés représentent près de 69,2 % des actifs et les chômeurs près de 6,0 %.

Concernant la population active, le constat suivant est fait : une grande part des actifs travaille au sein du département :

- A l'échelle du département de l'Oise : 83,6 %,
- Hors département : 9,0 %.

Parmi les actifs résidant à Marest-sur-Matz et n'y travaillant pas, une très large majorité d'entre eux exerce une activité professionnelle dans le bassin d'emploi de Compiègne. Les communes de Thourotte, Ribécourt-Dreslincourt ou encore Noyon représentent elles aussi, mais dans une moindre mesure, des bassins d'emploi pour les actifs de Marest-sur-Matz.

Pour ce qui est du nombre d'emploi sur la commune, celui-ci s'élevait à 20 en 1999 et à 26 en 2006. Il est intéressant de voir que ce chiffre, rapporté au nombre d'actifs résidant à Marest-sur-Matz, nous indique que 53,8 % des emplois fournis par la commune sont pourvus par des actifs résidant à Marest-sur-Matz. Ce qui signifie en parallèle que 46,2% des emplois offerts sur la commune sont exercés par des actifs ne résidant pas sur la commune.

En 2008, la commune enregistrait :

- Un taux d'activité (nombre d'actifs / nombre d'habitants) de 73,6 % ;
- Un taux d'emploi (nombre d'actifs ayant un emploi / nombre d'habitants) de 69,2 % ;
- Un indicateur de concentration d'emploi (nombre d'emploi / nombre d'actifs) de 13,8 %, ce qui montre bien que la commune est dépendante des pôles alentours.

L'ensemble de ces éléments affirment le manque de dynamisme de la commune sur le plan économique et sa dépendance vis-à-vis des pôles urbains proches. En cela, elle fait figure de commune rurale.

1.1.4 Logement

1.1.4.1 Types de résidences et vacance

En 2006, la commune comptait 8 logements de plus qu'en 1999.

A partir du tableau page suivante, on note la diminution depuis 1999 de la part des résidences secondaires et des logements vacants. Ce qui nous conduit à constater qu'en 2006, il y a peu de logements disponibles et peu de possibilités de reconversion au sein du parc existant. Ce constat nous amène à avancer l'hypothèse que tout développement communal, devra se faire par la réalisation de « nouvelles » constructions et par une libération du foncier (nouveaux terrains à bâtir).

Ce tableau montre clairement la baisse progressive du nombre moyen d'occupants par résidence principale qui traduit un desserrement général. L'augmentation du nombre de

familles monoparentales, le veuvage ou encore la décohabitation des jeunes de la cellule familiale font partie des facteurs les plus souvent avancés pour expliquer ce phénomène.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Nombre total de logements	79	95	106	107	144	152
Part des résidences principales	84,8 %	77,9 %	75,5 %	86,9 %	85,4 %	91,5 %
	67	74	80	93	123	139
Part des résidences secondaires	8,9 %	11,6 %	17,0 %	8,4 %	7,6 %	7,2 %
	7	11	18	9	11	11
Part des logements vacants	6,3 %	10,5 %	7,5 %	4,7 %	7,0 %	1,3 %
	5	10	8	5	10	2
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	3,52	3,26	3,25	3,25	3,06	2,83

Source : Recensements Généraux de Population, INSEE.

1.1.4.2 Statut d'occupation des résidences principales

Sur les 139 résidences principales recensées en 2006 sur le territoire communal :

- 88,7 % sont occupées par des propriétaires,
- 9,9 % sont occupées par des locataires,
- 1,4 % sont occupées par des personnes logées à titre gratuit.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale	Depuis moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	10 ans ou plus
Nombre de ménages	14 9,9 %	16 11,3 %	22 15,6 %	88 63,1 %

Près de 63,1 % des habitants occupent leur résidence principale depuis 10 ans ou plus (15,6 % depuis 5 à 9 ans et 11,3 % depuis 2 à 4 ans).

1.1.4.3 Caractéristiques du parc en logements

- *Age du parc en logements*

Résidences principales construites avant 2004	Avant 1949	de 1949 à 1974	de 1975 à 1989	1990 à 2003
134	49 36,8 %	21 15,4 %	27 19,9 %	38 27,9 %

On constate que le parc de logements est assez jeune, plus d'un quart des logements ayant été construits dans les vingt dernières années. Les constructions réalisées avant 1949 représentent une part importante du parc (36,8 %).

- *Type de logements*

Sur les 152 résidences que comptait la commune en 2006, 98,1 % étaient des maisons. Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 4,9 en 2006.

- *Confort des résidences principales*

Sur les 139 résidences principales que comptait la commune en 2006, 97,9 % étaient pourvues de salles de bains avec baignoire ou douche. 77,3 % des résidences principales disposent d'un système de chauffage (53,9 % de chauffage central individuel ou collectif et 23,4 % de chauffage individuel « tout électrique »).

1.1.5 Activités

1.1.5.1 L'agriculture : principales caractéristiques et besoins répertoriés

Compte tenu de l'assise rurale du territoire, l'agriculture y est exercée de manière significative ; elle influence par ailleurs la nature des paysages.

Le territoire de Marest-sur-Matz appartient à la région agricole du Noyonnais. Le territoire a fait l'objet d'un remembrement qui a été clôturé le 08 juin 1984. Le remembrement concernait également Vandelicourt et Villers-sur-Coudun.

Principales caractéristiques agricoles	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations	5	3	2
Travail dans les exploitations (en unité de travail annuel)	11	5	4
Superficie agricole utilisée (ha)	308	260	255
Cheptel (UGB)	2010	51	20
Superficie en terres labourables (ha)	250	235	s*
Superficie toujours en herbe (ha)	58	25	s

Source : Agreste, recensements

agricoles * s : donnée soumise au secret statistique.

En 2010, la SAU des exploitations est estimée à 255 hectares contre 308 en 1988 et 260 en 2000 considérant par ailleurs que le nombre de sièges d'exploitation sur le territoire a baissé en passant de 5 sièges en 1988 à 2 sièges recensés en 2010.

Les cartes et tableaux ci-dessous, issues du module Cartélie (accessible sur internet) de la Direction Départementale des Territoires de l'Oise permettent d'avoir une vision générale de la thématique agricole sur la commune.

✓ *Evolution des espaces agricoles entre 2003 et 2010*

La carte et le tableau ci-après font état de l'évolution des espaces agricoles entre 2003 et 2010.

En 2003, les surfaces agricoles représentaient 63, 5 % du territoire communal tandis qu'en 2010, elles représentaient 62,5 % de la surface totale du territoire. Au cours de cette période, la surface agricole communale a diminué de 0,98 %, cette baisse intervenant récemment entre 2009 et 2010.

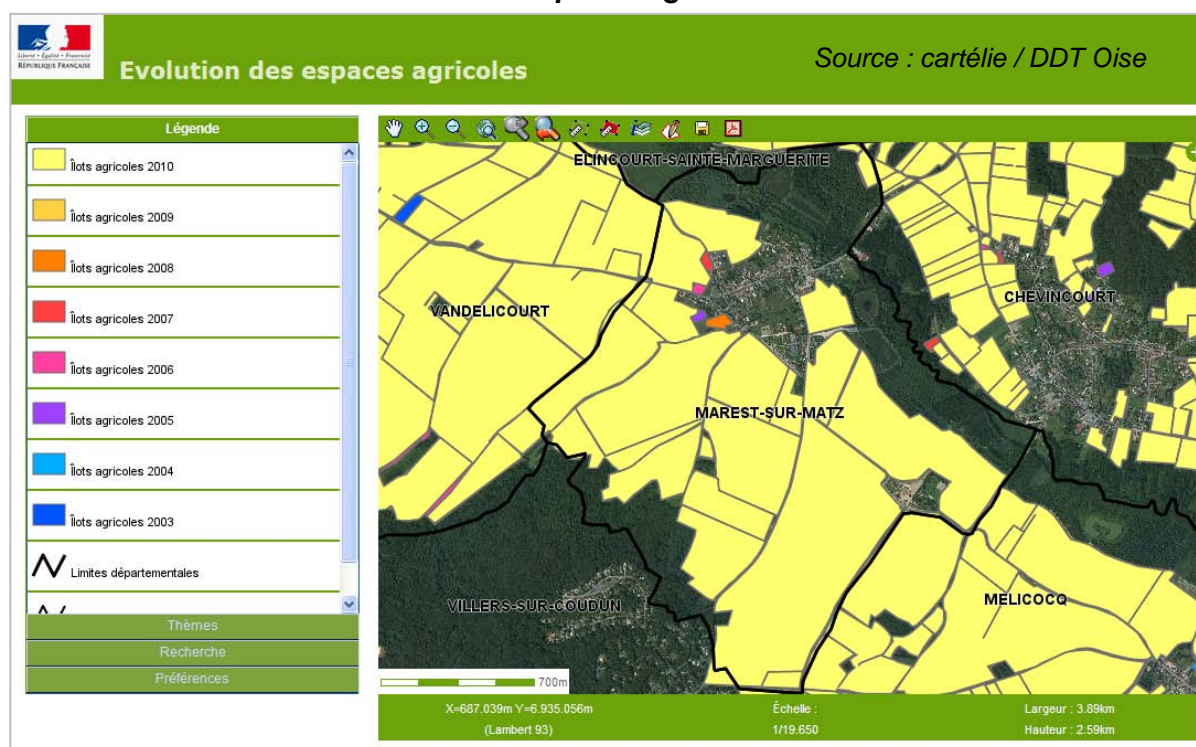
Tableau récapitulatif de l'évolution des surfaces agricoles en ha entre 2003 et 2010

Commune de Marest-sur-Matz	Surface commune	Surfaces (ha) des îlots entre 2003 et 2010								
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	% évolution
	323	205	206	206	206	206	208	207	203	- 0,98 %

Source : cartélie / DDT Oise.

La cartographie associée (cartélie) et visible ci-après permet de dire que l'évolution des surfaces agricoles résulte de l'urbanisation des terrains situés à l'ouest du village, rue de la Soucourelle et de la Place.

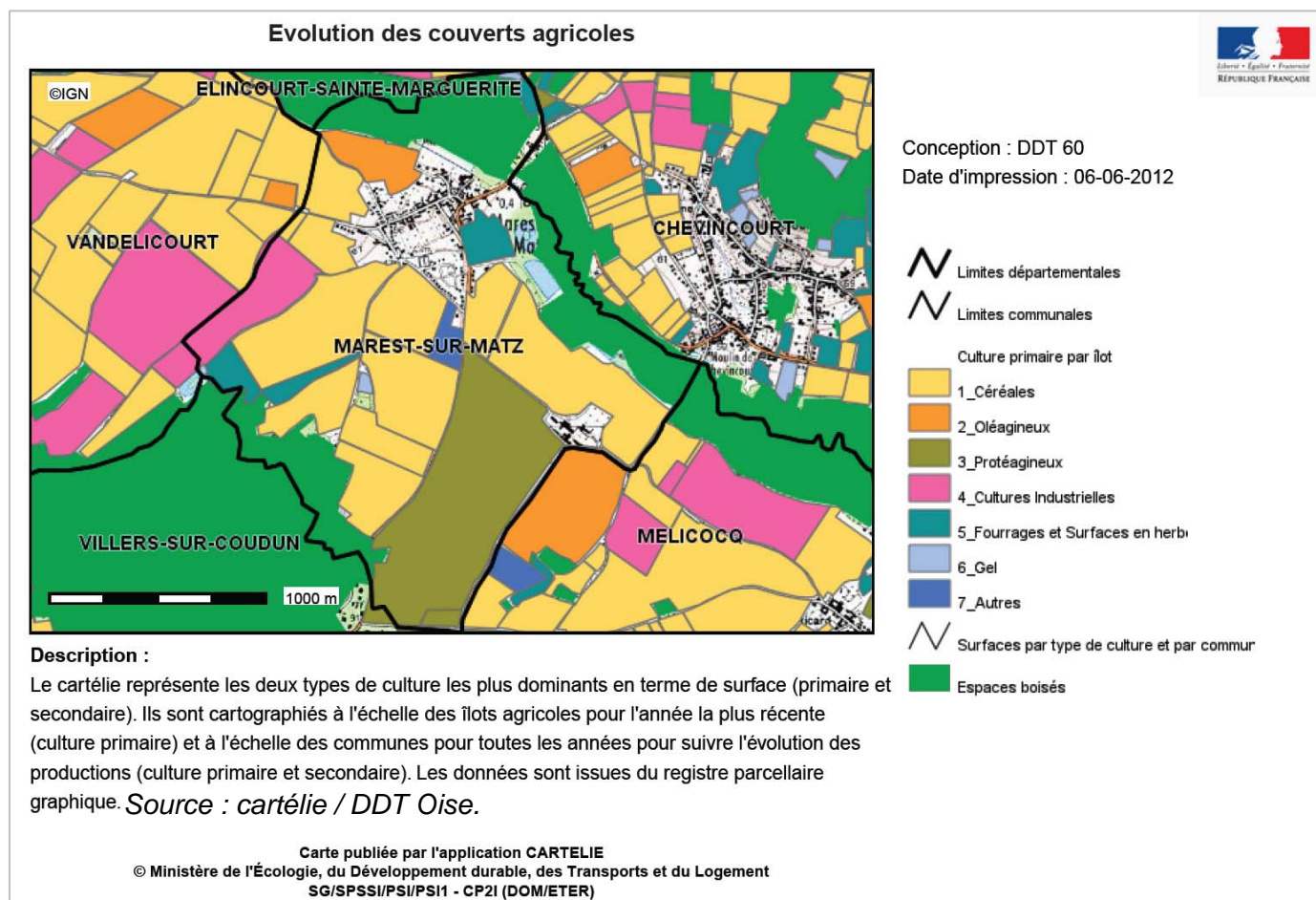
Carte de l'évolution des espaces agricoles entre 2003 et 2010



✓ Les surfaces agricoles par type de culture en 2009

Céréales	Oléagineux	Protéagineux	Cultures industrielles	Fourrage /surface en herbe	Gel	Autres	Total
118,24	7,00	30,78	15,30	12,15	8,68	4,99	197,14

Source : cartélie / DDT Oise.



Les données ci-dessus illustrent l'utilisation des terres agricoles en 2009 (cultures primaires) sur le territoire communal de Marest-sur-Matz. Elles montrent le caractère agricole cultivé largement prédominant au centre du territoire. Les cultures sont principalement axées sur les céréales pour 118 ha (60 % des surfaces agricoles) et les cultures de protéagineux pour 30 ha. Viennent ensuite les cultures industrielles (15 ha).

Les surfaces dédiées au fourrage et la surface en herbe sont timidement représentées, signe que l'élevage ne fait pas partie des moteurs économiques le plus représenté sur le territoire.


Enfin, le gel des terres représentait en 2009, un peu plus de 8 ha et 4 ha de terres étaient classés dans la section « autres ». On peut imaginer qu'il s'agit de la production maraîchère visible à la sortie sud-est du village.

ooo

À l'occasion de l'élaboration du PLU, une enquête agricole a été réalisée par la commune. Les différents agriculteurs intervenant sur le territoire ont été les destinataires d'un questionnaire dont le but est d'appréhender globalement les activités agricoles. Le recensement permet en outre de préciser les caractéristiques de chaque exploitation existante et les besoins répertoriés. Les informations ont été complétées, autant que possible, pendant les réunions de travail.

Le territoire de Marest-sur-Matz compte deux exploitations agricoles dont le siège est sur le territoire de Marest-sur-Matz et trois exploitations dont le siège est dans une commune voisine. Une carte de synthèse des terres exploitées est visible page suivante.

✓ *Exploitants dont le siège d'exploitation est situé hors commune*


↳ () Exploitation localisée 92, rue André Leboeuf à Mélicocq (questionnaire renseigné)

Le siège de cette exploitation se localise sur la commune voisine de Mélicocq. L'exploitant pratique la polyculture : 200 hectares de terres sont exploités dont seulement 15 ha 26 sur le territoire de Marest-sur-Matz. Ces terres sont localisées au sud de la partie agglomérée. En ce qui concerne l'avenir de l'exploitation, ce dernier est assuré. Aucun projet à court ou moyen terme n'est exprimé.

↳ Exploitation localisée 1, rue du Fresne à Vandélicourt (questionnaire non renseigné)

↳ Exploitation située 35, allée Chantoiseau à Elincourt-Sainte-Marguerite (questionnaire non renseigné)

✓ *Exploitants dont le siège d'exploitation est situé sur la commune*

↳ () Exploitation localisée Ferme de Vaugenlieu à Marest-sur-Matz (questionnaire renseigné)

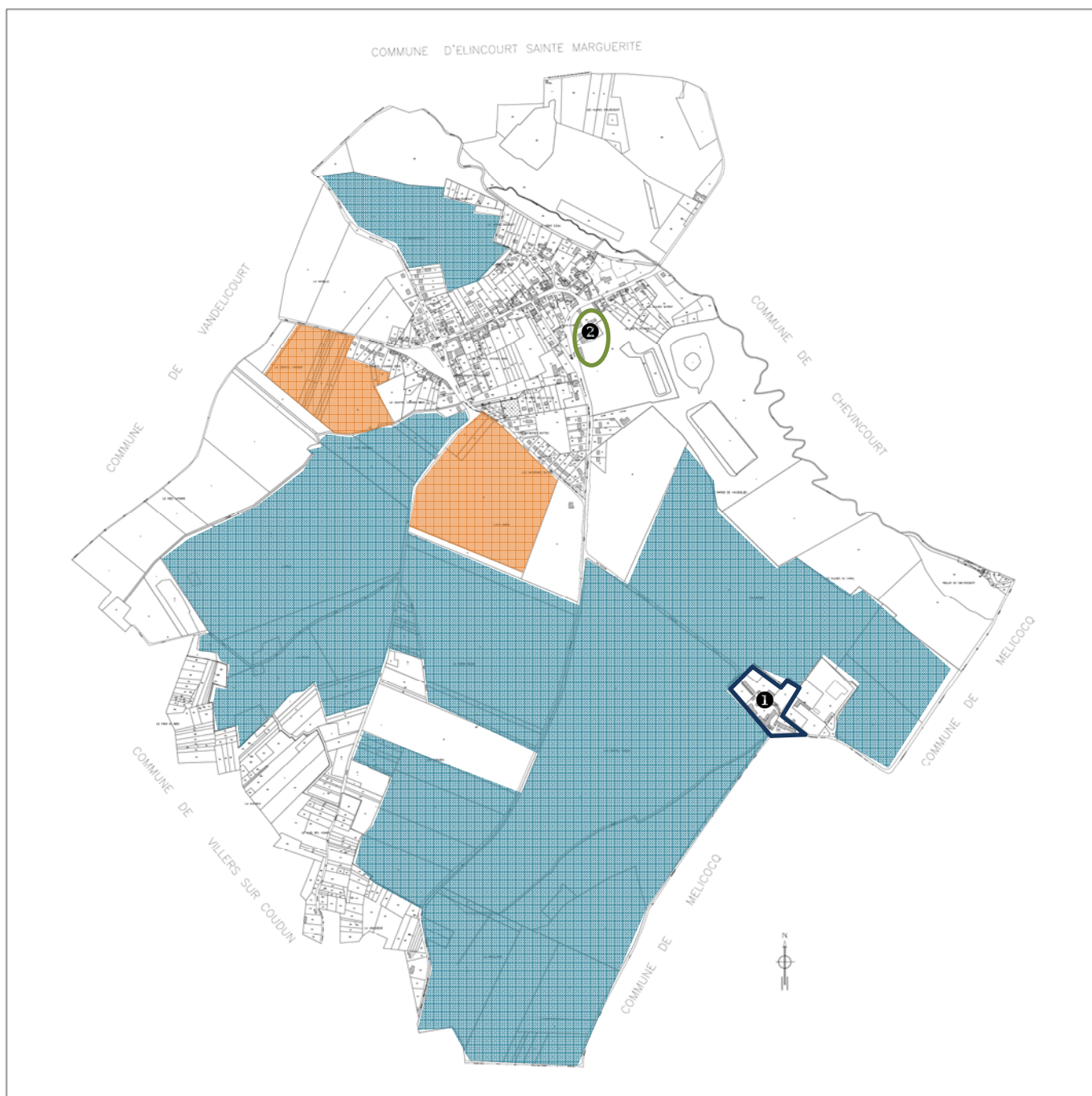
L'exploitation s'inscrit au sein d'un écart bâti, le hameau de Vaugenlieu. L'exploitant pratique la polyculture. La surface exploitée totale est de 180 ha dont 143 ha sur le territoire de Marest-sur-Matz. Les terres exploitées sont localisées entre le village et les boisements de la butte. Une parcelle située au nord-ouest du village est également exploitée. L'exploitant considère la pérennité de son exploitation comme assurée. Aucun projet à court ou moyen terme n'est exprimé.

↳ () Exploitation située route de Compiègne à Marest-sur-Matz (questionnaire non renseigné)

L'exploitant pratique le maraîchage et l'élevage. Son cheptel est évalué par les élus locaux à une dizaine de vaches.

Carte de synthèse des terres agricoles rattachées aux sièges d'exploitations

Carte réalisée d'après les informations recueillies au travers des questionnaires agricoles.



1.1.5.2 Les autres activités

- *Commerciales et de services*

En termes de commerces et de services, les habitants n'en disposent pas sur la commune. Néanmoins, certains agriculteurs qui font du maraîchage, vendent leurs produits à la ferme de manière occasionnelle. Des commerçants ambulants desservent la commune (un boulanger, un charcutier, une épicerie ou encore un marchand de pizza).

De plus, la Communauté de communes des Deux Vallées met à disposition de la population un service de transport à la demande vers les villages voisins (Thourotte, Longueil, Ribécourt). Les besoins manquants (agence postale, garage, restaurant, etc.) peuvent être satisfaits dans les bourgs relais proches ou encore au sein de l'agglomération Compiégnnoise (magasins d'habillement, équipement de la maison...).

En termes de services à la population, les services administratifs habituels sont bien entendu accessibles (mairie).

- *Industrielles et d'entrepôt*

La commune ne comprend pas d'activité industrielle ou d'entrepôt sur son territoire.

- *Artisanales ou autres*

Sur la commune, il existe plusieurs entreprises artisanales implantées notamment sur rue de la Soucourelle (Edition d'objets publicitaires). On trouve également une entreprise de rénovation de luminaire.

1.1.6 Les équipements publics

1.1.6.1 Les équipements d'infrastructure

- *Voirie routière*

Le territoire est concerné par les routes départementales n°15 et 142. Il s'agit d'axes de desserte permettant de mailler les communes de la vallée du Matz entres-elles et de regagner les bourgs de la vallée de l'Oise dont l'agglomération compiégnoise.



La route départementale n°15 tangente la partie nord du territoire tandis que la RD 142 traverse le territoire du nord au sud.

Les routes départementales n°15 et 142 sont classées en 2^e catégorie. Les comptages de trafic réalisés en 2007 relèvent une moyenne journalière de 2 837 véhicules dont 6 % de poids lourds pour la RD 15 et 3 903 véhicules par jour dont 3 % de poids lourds pour la RD 142.

Sur la période courant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2007, aucun accident n'a été recensé.

Autrement, le territoire de Marest-sur-Matz est parcouru par de multiples voies communales peu larges qui permettent de mailler les espaces agglomérés de la commune ou de regagner les axes majeurs de desserte cités ci-dessus.

Enfin, le territoire n'est pas concerné par une voie ferrée, ni par une autoroute, toutefois accessible depuis l'échangeur autoroutier de Ressons-sur-Matz (liaison Paris, Lille, Belgique) à environ 8 km.

- *Le réseau d'eau potable*

La commune de Marest-sur-Matz est alimentée en eau potable par un réseau dont la gestion est intercommunale : Syndicat des Eaux de Chevincourt ; cette structure regroupe également les communes de Chevincourt, Machemont et Mélicocq. L'exploitation et l'entretien du réseau sont confiés à la Lyonnaise des Eaux.

L'alimentation en eau potable du syndicat de Chevincourt est assurée en partie depuis la station de pompage et traitement située à l'Ouest de Chevincourt sise au lieu dit «Prés des Lognards» et d'autre part par un achat d'eau à Elincourt Sainte Marguerite.

La station de pompage et traitement comprend un forage. Le forage a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique le 14/11/1986 et d'une inscription aux hypothèques le 20/05/1990.

Ce site est donc exploité conformément à la réglementation. L'eau pompée est dans un premier temps défermée par un procédé biologique puis désinfectée au chlore gazeux avant d'être livrée au réseau. Le réservoir situé en haut de Chevincourt commande le démarrage du pompage et alimente ensuite gravitairement le réseau de distribution des communes du syndicat ainsi que le réservoir secondaire de Machemont. La capacité totale de stockage du syndicat est de 450 m³.

A Marest-sur-Matz, l'amenée d'eau s'effectue par une canalisation de 150 mm de diamètre en provenance d'Elincourt Sainte Marguerite.

↳ *Description du réseau d'eau potable*

L'amenée d'eau sur le territoire s'effectue par l'intermédiaire d'une canalisation de Ø 150 mm qui emprunte la voie communale n°1 (reliant Marest-sur-Matz à Elincourt-Sainte-Marguerite).

Cette canalisation arrive au nord-est du village de Marest-sur-Matz par la rue de la Soucourelle, son diamètre est alors de 100 mm.

Elle se divise ensuite en deux canalisations (Ø 100 mm) qui alimentent la Rue Principale :

- A l'ouest du village, une antenne de 100 mm dessert l'extrémité ouest de la rue Principale, une seconde de diamètre inférieur alimente le début de la rue de Thourotte,
- A l'est du village, la canalisation (100 mm) suit la rue Principale jusqu'à l'angle de la rue Maillard, où le diamètre de la canalisation diminue (80 mm). Plusieurs canalisations (150 mm pour la rue du Bouchoir ; 60 mm pour la rue du Moulin, les extrémités de la rue Principale et de la route de Compiègne) sont piquées en antennes sur la canalisation de la rue Principale.

On note la présence de deux bouclages, qui distribuent la zone résidentielle localisée au sud du village (canalisations de 150 mm à l'ouest et de 60 mm à l'est). La canalisation de 60 mm se prolonge le long de la route de Compiègne vers la ferme de Vaugenlieu, au niveau de laquelle elle se termine en impasse.

↳ Analyse du réseau de distribution en eau potable

Le réseau d'eau potable de Marest-sur-Matz se distingue par la présence de deux bouclages et de nombreuses canalisations en impasses. Aujourd'hui, les limites du réseau se superposent aux limites de l'espace aggloméré et vice-versa. C'est la traduction d'une urbanisation de réseau dite au coup par coup, suivant les opportunités. Ce constat doit donc conduire à une réflexion globale, à moyen et long terme, sur le type de développement urbain à envisager.

La seule insuffisance évoquée à l'échelle du village tient à la canalisation vieillissante qui dessert la rue Principale, au nord du village. Un projet de renouvellement de la conduite à l'identique au moins est à l'étude, voire un renforcement. Sinon, le réseau d'eau potable ne présente aucune insuffisance à l'heure actuelle (qualité et pression).

↳ Qualité de l'eau

L'eau du Syndicat de Chevincourt, réseau de Marest sur Matz, distribuée au cours de l'année 2008, a présenté une contamination bactériologique en production de courte durée ; elle est restée conforme aux normes réglementaires fixées pour les substances indésirables (nitrates, fluor, ...) et, non-conforme pour les substances toxiques, présence de pesticides.

Les dernières analyses effectuées en avril 2012 concluent à une alimentation en eau conforme aux exigences de qualité en vigueur sur l'ensemble des paramètres mesurés (conformité bactériologique et physico-chimique).

• *La défense incendie*

L'examen du réseau d'adduction en eau potable conduit à poser le problème de la défense incendie. Il est rappelé à cette occasion que les interventions des services de lutte contre l'incendie nécessitent, pour qu'elles soient efficaces et que la responsabilité du Maire ne soit pas engagée :

- le raccordement de poteaux incendie sur des conduites de diamètre 100 mm au minimum ;
- que les poteaux puissent débiter 60 m³ par heure pendant 2 heures et cela à 1 bar de pression minimum.

De plus, le champ d'action pour l'intervention des services de secours incendie ne doit pas dépasser 200 mètres linéaires sur voie carrossable. Cette distance peut être étendue à 400 mètres en milieu rural, sous réserve de présence de prises accessoires ou de points

d'eau équipés d'une plate-forme permettant l'accès des véhicules de secours. Elle s'apprécie notamment selon les situations.

Ces normes sont fixées par une circulaire interministérielle de 1951.

Le relevé des hydrants indique la présence de six poteaux incendie sur le territoire communal.

Quatre des hydrants sont conformes. Il s'agit de deux hydrants situés à l'extrémité ouest de la rue Principale et des deux hydrants implantés le long de la sente piétonne qui relie la rue de Thourotte à la rue de Compiègne (\varnothing 100mm, débit de 66m³/heure à 1 bar de pression). Les deux hydrants restants sont non conformes. En effet les différents poteaux ne délivrent pas un débit suffisant :

- 17 m³ pour le poteau 9, rue du Bouchoir,
- 31 m³ pour le poteau à l'angle de la rue Principale et de la rue Maillard.

La pression est quant à elle suffisante puisqu'elle est de 1 bar sur l'ensemble des poteaux incendie, le diamètre d'alimentation l'est également, les poteaux étant raccordés à des canalisations de 150 mm de diamètre. Le centre de secours a validé l'analyse qui révèle que le nord du village, le hameau de la Grenouille et la ferme de Vaugenlieu ne bénéficient actuellement d'aucune défense incendie.

- *Le réseau d'assainissement*

La commune de Marest-sur-Matz possède un assainissement individuel. Le zonage d'assainissement a été soumis à enquête publique en 2006 mais n'a pas été approuvé suite à un transfert de compétence à un syndicat.

Par arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2003, la commune de Marest-sur-Matz a été intégrée au SIVOM de Chevincourt, Machemont et Mélicoq qui dispose de la compétence assainissement.

La mise en œuvre d'un assainissement collectif est projetée sur l'ensemble du village ainsi que sur l'écart bâti de la Grenouillère (nord du village). L'habitation située en limite de commune avec le territoire de Villers sur Coudun, sera raccordée sur le réseau de la commune voisine.

Le hameau de Vaugenlieu conservera un assainissement autonome.

Les travaux sont programmés pour la fin de l'année 2012.

- *Le réseau d'eaux pluviales*

La commune dispose d'un réseau d'eaux pluviales qui s'étend sur l'ensemble de la rue Principale et la rue de Thourotte. Ce réseau se rejette dans un fossé situé rue de Thourotte. Il est constitué d'un collecteur et de grilles et avaloir.

La commune est également desservie par de nombreux fossés, notamment au début de la rue Principale, qui se jettent dans le Matz.

Des problèmes d'inondations peuvent survenir par débordement des fossés ou du Matz et des inondations par les eaux pluviales de la route. La sensibilité du milieu récepteur (le Matz) aux apports pluviaux tant du point de vue quantitatif que qualitatif et l'importance des projets d'urbanisation font qu'une imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique. Celle-ci permettra de

définir les aménagements pour la maîtrise et le traitement en tant que besoin des eaux pluviales et de ruissellements.

- *Le réseau électrique*

Le gestionnaire du réseau électrique est la SICAE Oise.

Globalement, l'analyse de l'alimentation en électricité des constructions sur la commune est mitigée.

➤ Rue de Compiègne : la rue de Compiègne est alimentée par trois départs Basse Tension issue de deux postes de transformation électrique différents. Deux départs Basse Tension issu du poste de transformation nommé ETANG alimente les bâtis du n°30 au n°18 et un départ Basse Tension issu du poste EGLISE alimente les bâtis du croisement de la Rue de Compiègne et de la Rue Maillard jusqu'à l'Eglise. La desserte sur la rue est plutôt bonne et le poste pourra supporter le raccordement de nouvelles constructions dans des conditions de densité normale (une dizaine de constructions avec une puissance de raccordement standard de 12kVA).

➤ Rue Maillard : le réseau de la rue est issu du poste EGLISE. Il n'y a pas de contrainte détectée.

➤ Rue Bouchoir : le réseau électrique ne présente pas de contrainte dans le cadre du comblement des parcelles existantes non bâties.

➤ Rue Principale : cette rue est alimentée en grande partie par un départ Basse Tension issu du poste CHATEAU D'EAU. Le réseau est à saturation. Une petite marge de manœuvre est encore possible sur celui-ci via un bouclage existant avec le départ du poste EGLISE qui permet de reprendre une partie de la charge de la rue Principale mais il est important de prévoir des travaux de renforcement si la commune est appelée à se développer dans cette zone.

➤ Rue de la Soucourelle : le départ issu du poste CHATEAU D'EAU qui alimente cette rue arrive à saturation (une étude théorique présente 7% de chute de tension) ce qui laisse une marge peu conséquente sur le réseau pour le raccordement de quelques projets. La rive non bâtie située à l'ouest de la rue de la Place pourra être alimentée via une extension depuis le poste de transformation existant à proximité. Cependant, suivant le besoin en puissance du projet retenu, une mutation du transformateur devra être effectuée.

➤ Rue de la Place : le départ électrique alimentant le sud de la rue de la Place n'est pas en contrainte. Il alimente également le haut de la rue de Thourotte (du n°1 au n°187). Il est possible d'alimenter de nouveaux projets sur le réseau actuel.

➤ Rue de Thourotte : la rue de Thourotte est alimentée via un départ unique issu du poste ETANG situé rue de Compiègne. Dans son état actuel, il n'y a pas de contrainte détectée sur le réseau.

Une urbanisation éventuelle de la rive agricole opposée ne peut pas, techniquement, être directement raccordée sur ce dernier. La solution technique optimale et pérenne est la mise en place d'un poste de transformation permettant la viabilisation des différents lots potentiels et éventuellement la reprise d'une partie du réseau actuel. L'alimentation électrique Haute Tension de ce poste de transformation sera à la charge de l'aménageur (via le réseau Haute Tension existant passant rue de Compiègne) ainsi que la viabilisation Basse Tension des lots empruntant le domaine public.

➤ Hameau de Vaugenlieu : le hameau est alimenté par son propre poste de transformation nommé VAUGENLIEU. Il n'y a pas de contrainte détectée dans cette zone.

La puissance des transformateurs des postes de distribution publique en service sur le territoire de Marest Sur Matz est adaptée pour supporter un développement de l'urbanisation.

- *Communications électroniques*

Le territoire de Marest-sur-Matz dispose d'un réseau ADSL haut débit qui provient du Nœud de Raccordement d'Abonnés (NRA) implanté à Thourotte. Ce NRA dessert également les communes de Braisnes, Cambronnes les Ribecourt, Chevincourt, Clairoux, Janville, Longueil Annel, Machemont, Melicocq, Montmacq, Plessis Brion (Le), Thourotte et Villers Sur Coudun.

Le Conseil général de l'Oise a adopté son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) le 21 mai 2012. Ce document vise à construire un projet d'aménagement numérique cohérent, lisible, partagé par tous les acteurs, et à déterminer les modalités de sa mise en œuvre. Il vise l'introduction du très haut débit (fibre optique) sur l'ensemble du département suivant deux phases successives (1^{re} phase = 2013-2017 et 2^e phase = 2018-2022).

Sur la commune, le déploiement du très haut débit est prévu pour l'année 2016.

- *Réseau de Gaz*

La commune n'est pas desservie par le réseau de gaz.

- *Collecte des ordures ménagères*

La commune de Marest-sur-Matz compte environ 400 habitants, ce qui représente plus de 500 kg de déchets par jour.

La gestion des ordures ménagères et du tri sélectif est assurée par la Communauté de communes des Deux Vallées. Les habitants disposent au total de 5 bacs qui sont collectés de la manière suivante :

Verre	1 fois par mois
Papier	1 fois par mois
Ordures ménagères + emballages	Hebdomadaire
Déchets verts	1 fois par semaine de mars à octobre, 2 fois par mois en novembre, 1 fois par mois de décembre à février.
Encombrants	1 fois par trimestre

Les 16 communes du groupement ont accès aux déchetteries de Thourotte et de Ribécourt.

Les ordures ménagères sont acheminées au centre de transfert de Moulin-sous-Touvent.

Les filières de recyclage sont multiples.

- VERALLIA pour le verre,
- DS Smith Packaging pour les cartons et cartonnettes,
- UMP pour les journaux et magazines,
- VALORPLAST pour les plastiques,
- REVIPAC pour les briques alimentaires,
- Arcelor Mital France pour l'acier,
- Regeal Affimet pour l'aluminium.

Ils reversent à la CC2V des recettes proportionnelles à la quantité et à la qualité des matériaux triés et livrés.

1.1.6.2 Les équipements de superstructure

- *Équipements scolaires*

Du point de vue scolaire, la commune appartient à un regroupement pédagogique intercommunal avec la commune d'Elincourt-Sainte-Marguerite. La commune accueille 2 classes soit une trentaine d'élèves. Chaque jour, un car scolaire effectue les trajets pour acheminer les enfants dans les différents établissements. Les cars permettent également aux enfants de rejoindre la cantine située à la salle polyvalente de Marest-sur-Matz et l'accueil périscolaire installé à Elincourt-Sainte-Marguerite. Le syndicat a pour projet la construction d'un Regroupement Pédagogique Concentré sur la commune d'Elincourt-Sainte-Marguerite afin de regrouper l'ensemble des classes, la cantine et l'accueil périscolaire.

Le périmètre de rattachement des collégiens qui résident à Marest-sur-Matz est celui du collège de Thourotte. Le périmètre de rattachement des lycéens correspond aux différents bourg-relais situés à proximité de la commune de Marest-sur-Matz (Thourotte, Noyon, Compiègne).

- *Les équipements culturels, sportifs ou de loisirs*

Sur le plan des loisirs, la commune met à disposition un terrain de tennis (géré par une association) et un terrain de football au sein de l'aire de jeu situé au sud du village.



Un cours de gymnastique est dispensé tous les mercredis dans la salle polyvalente de Marest-sur-Matz.

En matière de loisirs culturels, la mairie met à disposition de l'ensemble de la population une médiathèque. Les autres besoins en la matière peuvent être satisfaits dans les bourgs relais proches (Ressons-sur-Matz, Lassigny, Thourotte).

- *Equipements et services sociaux*

Les habitants de la commune bénéficient de services à la personne organisés à l'échelon intercommunal tels que des services pour les personnes âgées (aides ménagères, portage de repas) et des services d'aides sociales (aides ménagères, soins à domicile).

- *Equipements touristiques*

La commune est dépourvue d'équipement touristique. Cependant, la commune bénéficie d'un cadre agréable et d'un réseau de chemins ruraux propice aux randonnées.

1.1.7 Intercommunalité et documents supra-communaux

1.1.7.1 Intercommunalité

La commune de Marest-sur-Matz adhère à la Communauté de commune des Deux Vallées.

Créé le 1^{er} janvier 1996, elle regroupe actuellement 16 communes : Bailly, Cambronne-lès-Ribécourt, Chevincourt, Chiry-Ourscamp, Le Plessis-Brion, Longueil-Annel, Machemont, Marest-sur-Matz, Mélicocq, Montmacq, Pimprez, Ribécourt-Dreslincourt, Saint-Léger-aux-Bois, Thourotte, Tracy-le-Val, Vandélicourt.

Près de 24 000 personnes vivent sur le territoire et bénéficient des différents services que la Communauté de Communes met à leur disposition.

Les actions engagées par la collectivité interviennent dans plusieurs domaines.

- Protection et mise en valeur de l'environnement,
- Habitat, cadre de vie et politiques contractuelles,
- Tourisme,
- Développement social,
- Affaires culturelles, associatives et sportives,
- Voirie,
- Développement économique et aménagement de l'espace,
- Service incendie collègues / administration.

Périmètre de la CC2V



Source : site internet de la CC2V

1.1.7.2 Le Schéma de Cohérence Territoriale de la CC2V

Le territoire de la CC2V est couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), approuvé en décembre 2007 et exécutoire depuis le 14 mai 2008.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est l'instrument de la cohérence du territoire. C'est un document d'urbanisme réglementaire qui exprime et oriente le projet d'aménagement du territoire pour 15-20 prochaines années, de sorte que tous les aspects de la politique d'aménagement du territoire soient complémentaires : environnement, développement économique, habitat, équipement, déplacements, tourisme, etc. Il définit ainsi l'évolution du territoire dans la perspective du développement durable.

La stratégie de développement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) porté par le SCOT consiste en :

✓ *un développement à stimuler*

- en impulsant le développement économique (objectif de création de 1500 emplois d'ici 2017),
- en résolvant les problèmes de logements et en préparant l'accueil de populations nouvelles (augmentation du rythme de construction, amélioration de l'offre locative et sociale, diversification de l'offre, etc.),
- en donnant aux 2 vallées une nouvelle image et une nouvelle attractivité.

✓ *un développement à maîtriser*

- en maîtrisant l'urbanisation résidentielle (objectif modéré de 1800 nouveaux logements d'ici 2017),
- en économisant l'espace pour préserver l'avenir (moyenne de 25 logements à l'hectare, besoin d'environ 150 hectares pour les développements économique et résidentiel),

- en contribuant au développement durable (protection des espaces naturels, des paysages urbains et ruraux, utilisation de techniques écologiques, protection des ressources en eau, gestion des risques, etc.)
- ✓ *un développement à organiser*
- en tenant compte des infrastructures majeures : la RD 1032 et le canal Seine-Nord-Europe
- en renforçant les centralités : Thourotte et Ribécourt,
- en équilibrant le développement résidentiel entre la Vallée de l'Oise, la vallée du Matz et le secteur de la Forêt.

1.1.7.3 Le Programme Local de l'Habitat de la CC2V

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document d'orientation et de programmation qui a pour vocation la définition et la conduite d'une politique communautaire en matière d'habitat, coordonnée avec la planification urbaine et les politiques foncières.

« Le programme local de l'habitat définit, pour une durée au moins égale à six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements. » art. L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La communauté de communes des Deux Vallées a approuvé son Programme Local de l'Habitat (PLH) le 23 juin 2011.

Le programme d'action a été défini autour de 3 axes :

- ✓ *Accompagner la relance de la construction et maîtriser le développement de l'urbanisation*
- en assurant la réalisation des objectifs de construction,
- en assurant un développement équilibré de l'offre de logements à l'échelle de la CC2V,
- en garantissant la qualité des opérations neuves.
- ✓ *Adapter l'offre de logement et assurer le droit au logement pour tous*
- en développant et diversifiant l'offre locative HLM et en assurant une répartition équilibrée sur le territoire de la CC2V,
- en préservant ou développant dans le parc privé une offre locative de qualité au loyer abordable,
- en mettant en place une politique concertée de suivi du peuplement dans le parc locatif social,
- en développant l'offre spécifique,
- en développant une offre en accession sociale.
- ✓ *Promouvoir un habitat de qualité*
- en poursuivant l'amélioration du niveau de confort du parc privé,
- en résorbant l'habitat indigne et en favorisant les opérations de renouvellement urbain en tissu privé,

- en promouvant la qualité de l'habitat dans le parc existant et dans les opérations neuves.

Le tableau ci-dessous reprend les objectifs du PLH et les objectifs affichés dans le programme territorialisé pour la période 2010-2015. Si le programme territorialisé est suivi, les objectifs du PLH seront alors remplis.

	Logements neufs total		Logements locatifs sociaux		
	Objectifs du PLH	Objectifs du programme territorialisé	Objectifs du PLH	Objectifs du programme territorialisé	% moyen de logements sociaux dans les opérations de plus de 20 logements
Vallée de l'Oise	1030	1180	280	310	26%
Vallée du Matz	155	174	50	50	29%
La Forêt	65	179	30	30	18%
Total	1250	1533	360	390	25%

Source : Programme d'actions du PLH – p 23

Sur la période 2010-2016, le PLH prévoit la création de 155 logements à l'échelle des communes de la vallée du Matz (Machemont – Chevincourt – Mélicocq – Vandélicourt et Marest-sur-Matz).

Concernant Marest-sur-Matz, le PLH fixe un objectif de création de 8 logements sur la commune. Cela reviendrait à créer environ 25 logements à l'échéance du PLU (15 ans) soit un rythme d'évolution annuelle de l'ordre de 1 % par an.

ooo

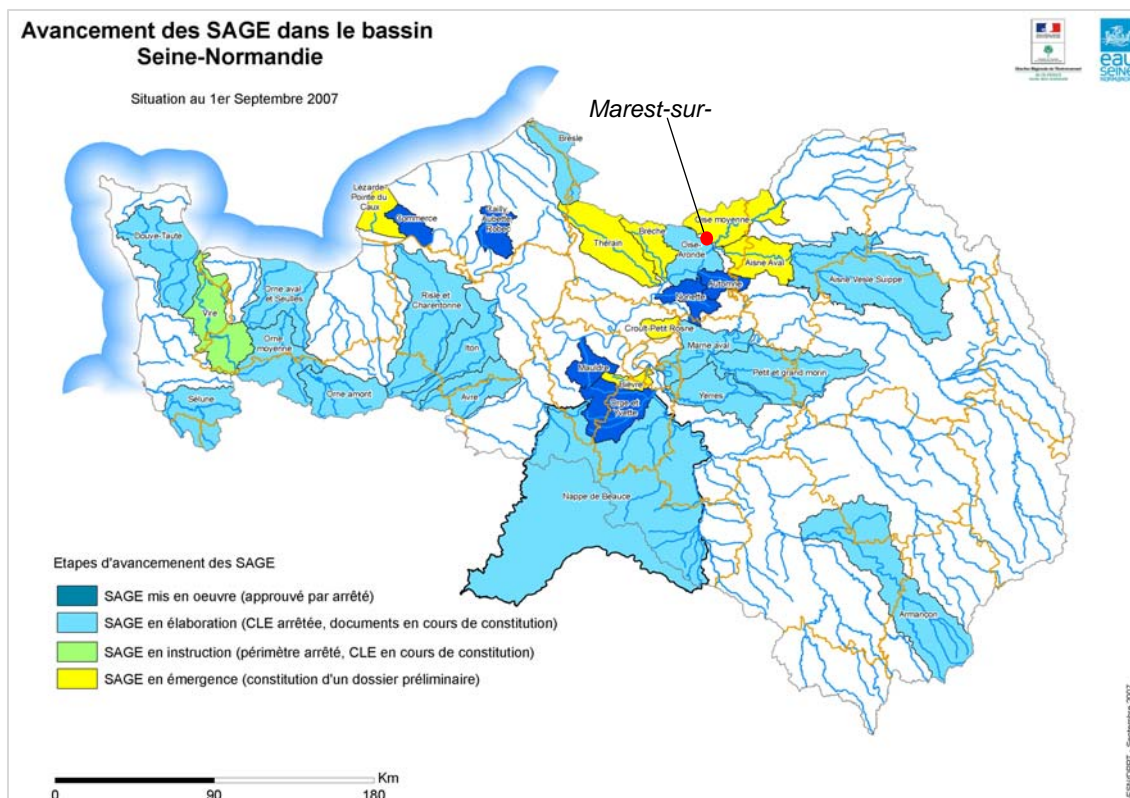
A noter qu'un Plan Climat Energie Territorial a été entamé à l'échelle du Pays (Pays des Sources et Vallées). Celui-ci fait partie de la réponse des pouvoirs publics face au réchauffement climatique. Ce projet vise un double objectif. Il s'agit d'une part de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de diminuer les impacts négatifs sur le climat : c'est la politique d'atténuation. Il s'agit d'autre part de rendre le territoire moins vulnérable aux conséquences prévisibles du changement climatique : c'est la politique d'adaptation.

1.1.7.4 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L.212-1 du code de l'environnement) à atteindre. Aussi, chaque Schéma identifie et poursuit des objectifs précis en rapport avec ses caractéristiques.

Le territoire de Marest-sur-Matz appartient au bassin versant du Matz qui dépend d'un bassin versant beaucoup plus vaste : celui de l'Oise puis de la Seine.

A ce titre, l'ensemble du territoire est rattaché au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Seine-Normandie qui détermine une planification et une politique cohérente de l'eau à l'échelle du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.



Les objectifs du SDAGE Seine-Normandie sont résumés ci-après :

- diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ;
- diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
- réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses ;
- réduire les pollutions microbiologiques des milieux ;
- protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
- protéger et restaurer les milieux aquatiques humides ;
- gérer la rareté de la ressource en eau ;
- limiter et prévenir le risque d'inondation ;
- acquérir et partager les connaissances ;
- développer la gouvernance et l'analyse économique.

Il convient de souligner que le territoire n'est pas couvert par un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) qui porte une politique de l'eau à l'échelon local.

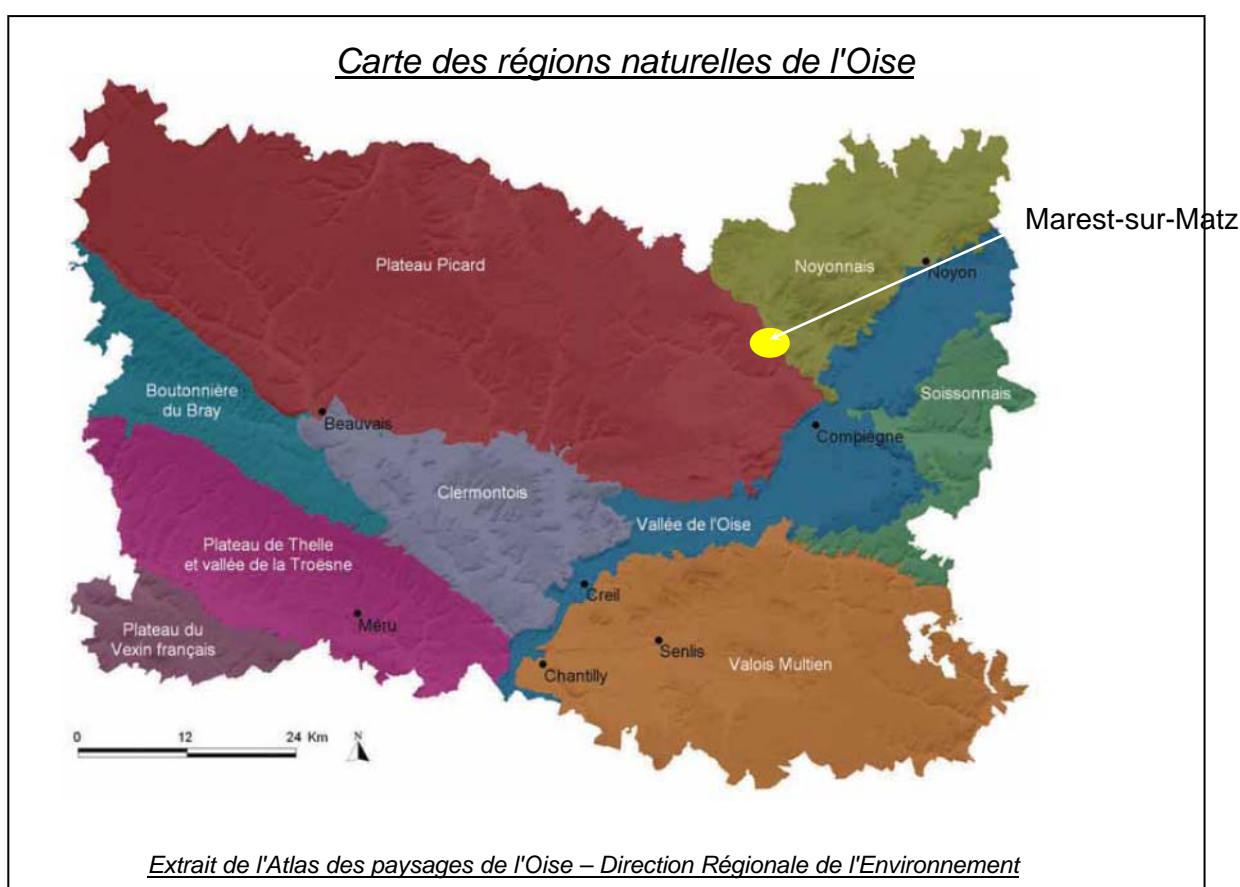
1.1.7.5 Document d'urbanisme antérieur

La commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme. L'urbanisme est régi par le Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.)

1.2 Analyse de l'état initial de l'environnement

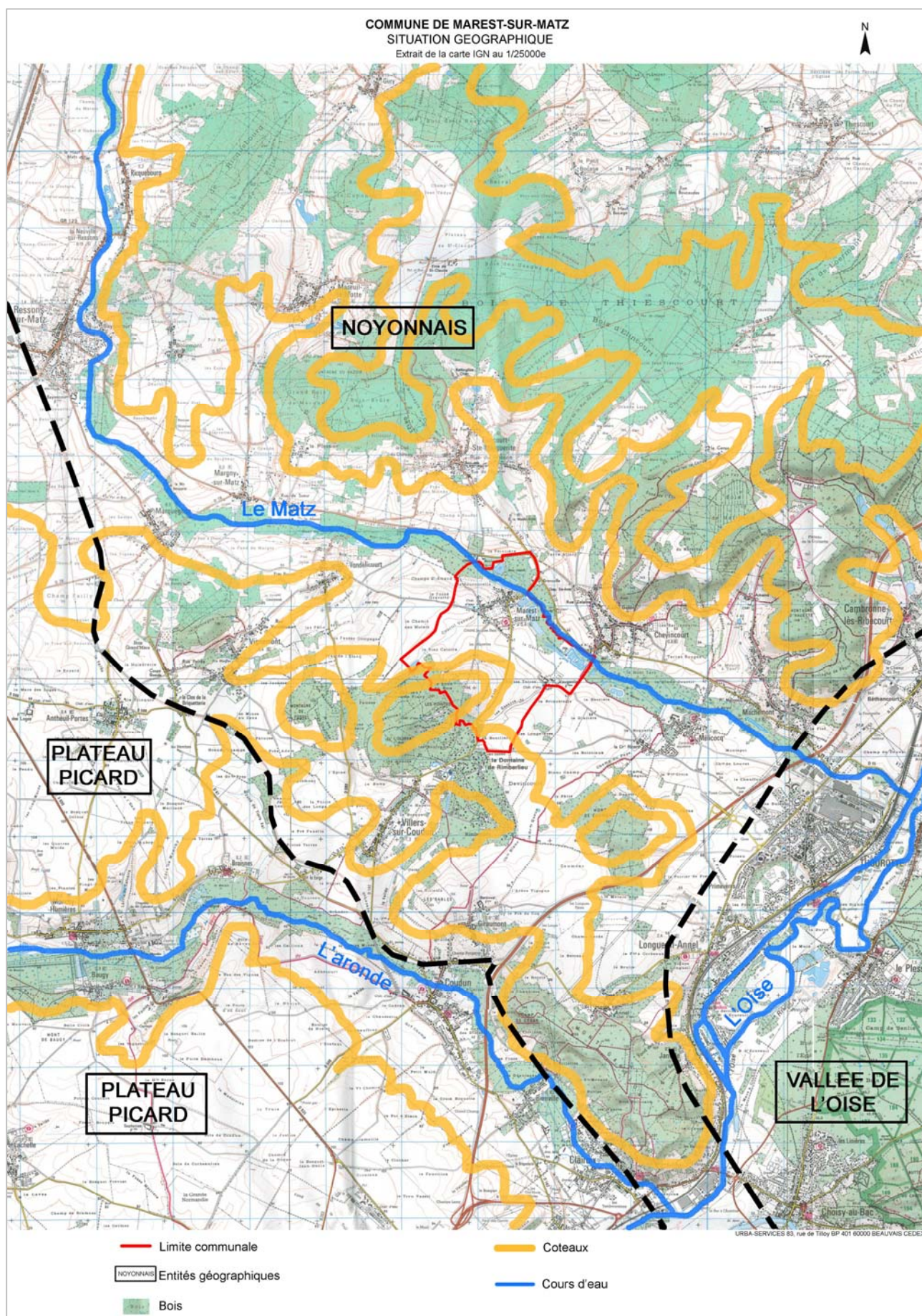
1.2.1 Rappel

Le département de l'Oise, grande entité administrative, se partage entre plusieurs régions naturelles : le Plateau Picard, le Clermontois, le Pays de Thelle, le Pays de Bray, la Vallée de l'Oise et le plateau du Valois. Ces multiples dénominations correspondent à des réalités géographiques différentes, définies à partir des caractéristiques géologiques, topographiques ou naturelles propres à chacune de ces entités.



L'analyse de l'extrait IGN, page suivante, fait clairement apparaître :

- A l'ouest, *le Plateau Picard*, marqué par un paysage de grandes cultures ponctués de boisements et de bombements du relief dus à des vallons secs. Cette entité est délimitée au sud par la vallée de l'Aronde.
- Au centre, *le Noyonnais* qui propose, sur un relief mouvementé lié à la présence de vallonements et de collines, des paysages variés de boisements, d'herbages et de cultures.
- Au sud-est, *la Vallée de l'Oise*, au sein de laquelle l'agglomération compiégnoise se distingue particulièrement.



Le territoire communal se situe sur le bombement entre deux cours d'eau, le Matz au nord, l'Aronde au sud, ces deux cours d'eau étant des affluents de l'Oise. Le Matz se jette dans l'Oise à Thourotte, l'Aronde à Clairoix. Marest-sur-Matz occupe une position d'interface entre le Plateau Picard, dont on trouve sur le territoire communal la terminaison orientale (espaces cultivés au centre du territoire communal), et le Noyonnais, annoncé par la butte boisée. Cette position de carrefour entre grandes entités naturelles se manifeste par la vallée du Matz, donc la rivière creuse et découpe le territoire d'ouest en est. Tous les ensembles se traduisent par une grande diversité paysagère et géographique.

Il va résulter de cette spécificité un relief, une géologie, une végétation, une agriculture, des paysages, qui composeront un terroir riche d'ambiances, de lumières, de couleurs.

1.2.2 Topographie

1.2.2.1 Les cotes d'altitude

Le point le plus haut du territoire communal (106 m) est situé au sud, il correspond au sommet de la « montagne ». Le point le plus bas (40 mètres) est localisé au nord-est du territoire communal. L'amplitude topographique est donc de 66 mètres.

L'examen précis du relief sur l'ensemble du territoire communal fait ressortir différentes unités géographiques :

- La partie nord et la partie est du territoire communal : ce sont les parties les plus basses du territoire parcourues par le Matz ; les cotes d'altitude oscillent peu (entre 40 mètres et 46 mètres).
- La partie centrale du territoire communal selon un axe nord-ouest/sud-est : Cette partie est occupée par le plateau incliné qui présente des altitudes homogènes, avec un rythme régulier, croissant du nord au sud de 45 à 67 mètres environ.
- La partie sud-ouest du territoire communal : c'est la partie dans laquelle on retrouve la butte boisée caractéristique du Noyonnais. Les cotes d'altitude varient plus fortement et sur des distances rapprochées, de 67 mètres à 106 mètres.

1.2.2.2 Lignes de crêtes et talwegs

La mise en évidence des lignes de crêtes (lignes de points hauts) et des talwegs (lignes de points bas) va préciser l'analyse du relief effectuée précédemment.

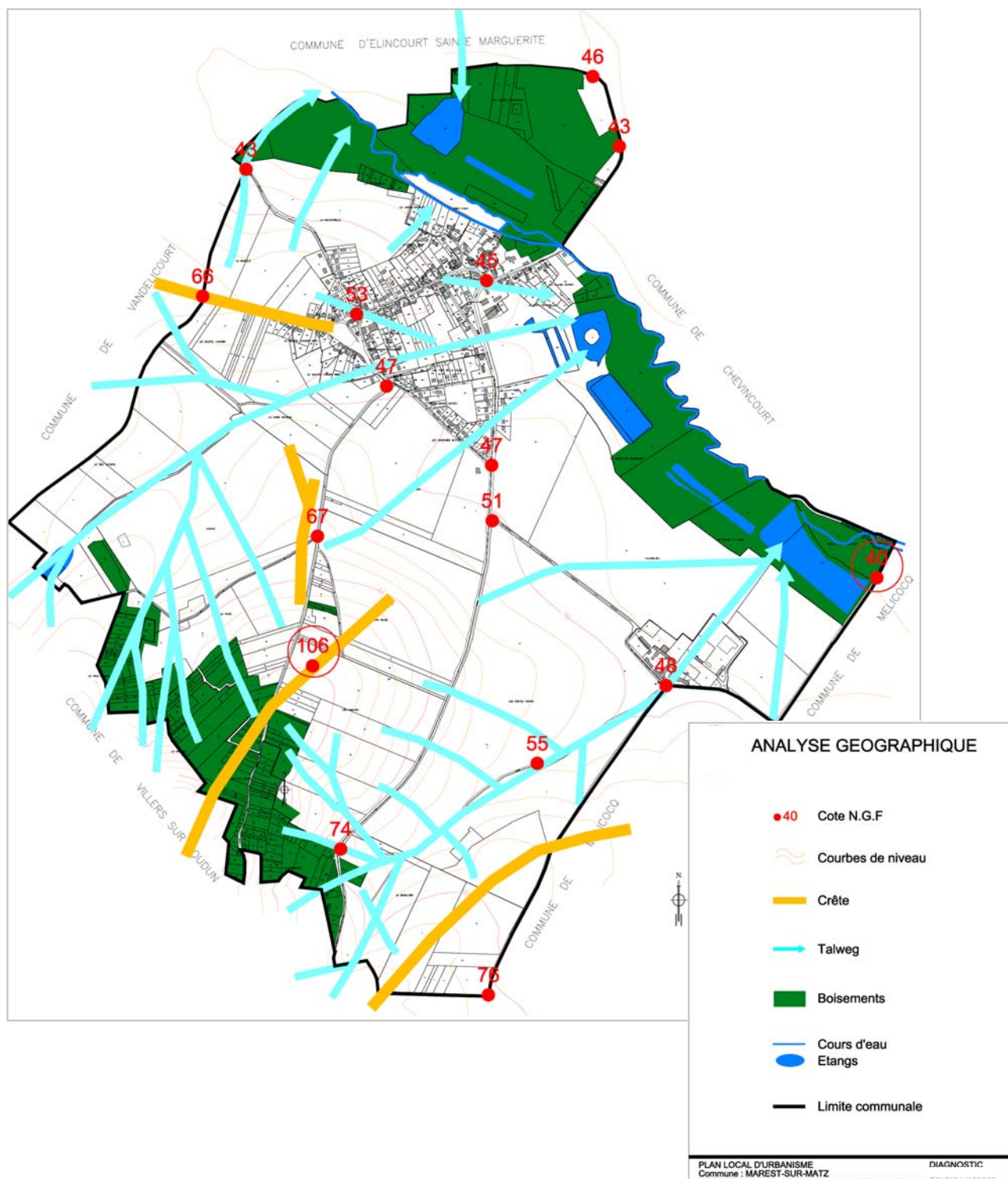
Ces éléments qui organisent le relief doivent être pris en compte dans la mesure où ils définissent des bassins versants et par conséquent la répartition des eaux de ruissellement.

Les lignes de crêtes déterminent des zones où l'impact visuel d'éventuelles constructions est important. A l'inverse, les talwegs correspondent à des zones pouvant présenter des risques d'accumulation d'eau. La situation des entités bâties mérite d'être étudiée de manière à évaluer les risques.

Plusieurs lignes de crêtes principales sont relevées. Les deux premières proviennent du territoire de la commune voisine de Villers-sur-Coudun. Elles viennent souligner la présence d'une butte boisée en limite du territoire communal. La dernière vient de l'ouest du

territoire, de la commune de Vandelicourt. Elles convergent toutes vers le sud-ouest du territoire de Marest-sur-Matz.

Les deux principaux talwegs répertoriés au fond des vallons sont alimentés par un faisceau de talwegs secondaires qui descendent des points hauts vers les points bas par l'intermédiaire des versants de la butte boisée. Les points bas du territoire se situant au nord de la partie agglomérée, plusieurs talwegs convergent vers le village pour se jeter ensuite dans le Matz. Il est utile de préciser qu'il existe plusieurs fossés sur le territoire communal, qui permettent une meilleure gestion des eaux de ruissellement.



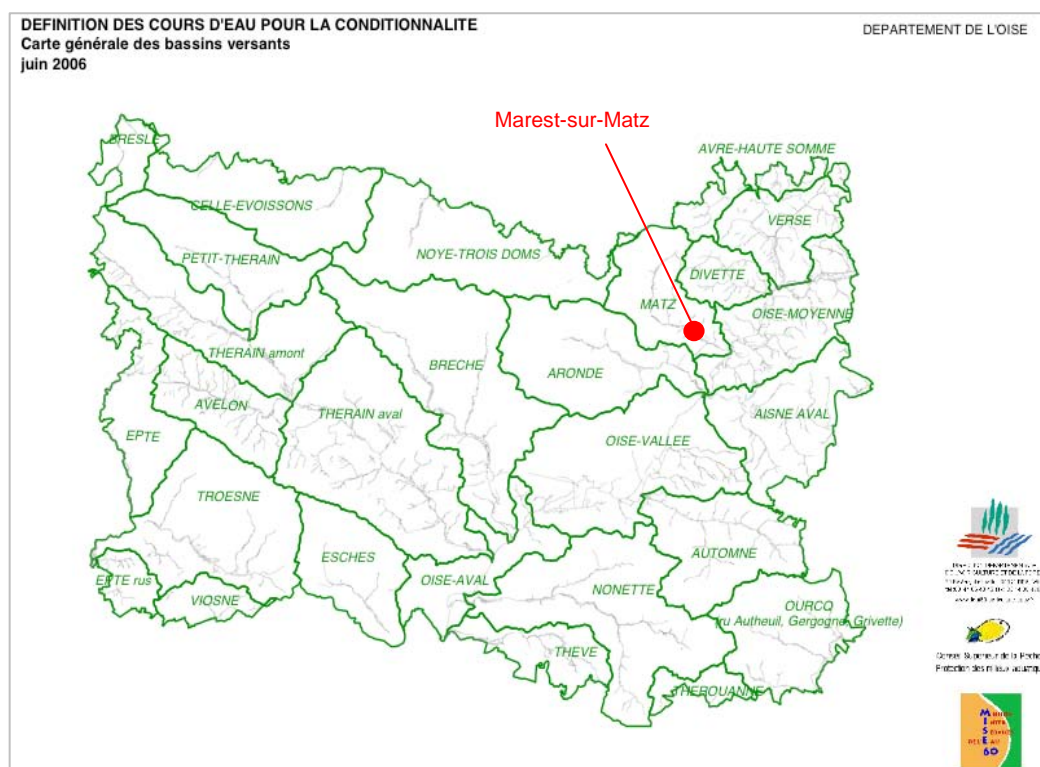
1.2.3 Hydrographie

Le territoire de Marest-sur-Matz recèle plusieurs éléments hydrographiques permanents ou temporaires.

Le territoire est traversé d'ouest en est par la rivière du Matz qui se jette dans l'Oise à Thourotte. L'ensemble des eaux de ruissellements sont dirigés vers cet exécutoire naturel directement ou indirectement. Le Matz est localement alimenté au nord par un bras du Rhône, dévié suite à des aménagements du fond de vallée.

Un ru temporaire situé à l'ouest du territoire présentant l'aspect d'un fossé permet de canaliser les eaux de surface de l'ouest de la butte et du plateau agricole et de les diriger dans la vallée du Matz par l'intermédiaire du village. Ce fossé est déterminant dans la gestion des eaux de pluies sur la commune et permet de réduire les risques d'écoulements en direction des parties agglomérées.

Autrement, l'évacuation des eaux de ruissellement s'effectue par un chevelu de talwegs et par un réseau de fossés qui assurent l'acheminement des eaux vers le Matz situé sur le nord du territoire communal.



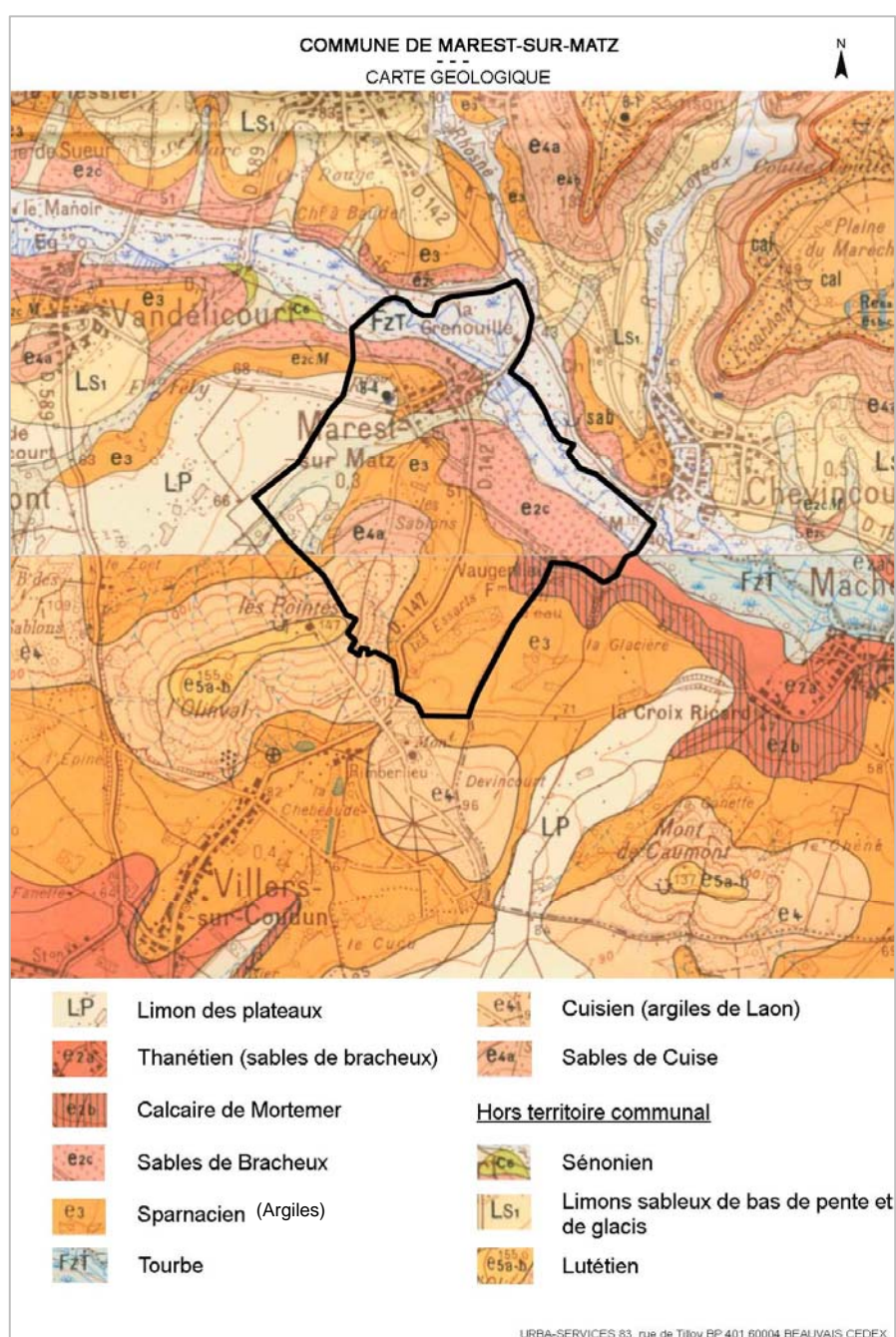
1.2.4 Géologie

La géologie est très largement liée aux régions naturelles qui composent le territoire. Les ensembles géomorphologiques existants sur la commune correspondent à des structures géologiques différentes. La géologie a un rôle important dans l'aspect du territoire

dans la mesure où elle détermine des ambiances paysagères. On peut en effet mettre en relation les particularités du relief et les caractères géologiques, et ainsi interpréter les paysages.

A l'ouest du territoire communal (Vandélicourt), on retrouve les caractéristiques géologiques typiques du Plateau Picard, avec un épais manteau limoneux posé sur un entablement crayeux. Sur la commune, ces caractéristiques diffèrent. Le territoire est occupé dans sa partie ouest par une fine langue de limon des plateaux. Mais il est surtout marqué par la présence d'une couche argileuse sur laquelle reposent la butte sableuse (sables de Cuise, sables de Bracheux).

L'analyse géologique illustre la situation du territoire à l'interface de deux grandes régions naturelles (Plateau Picard, Noyonnais). Sur le plan de la géologie, le territoire relève bien du Noyonnais.



1.2.5 Aléas induits par la géographie communale

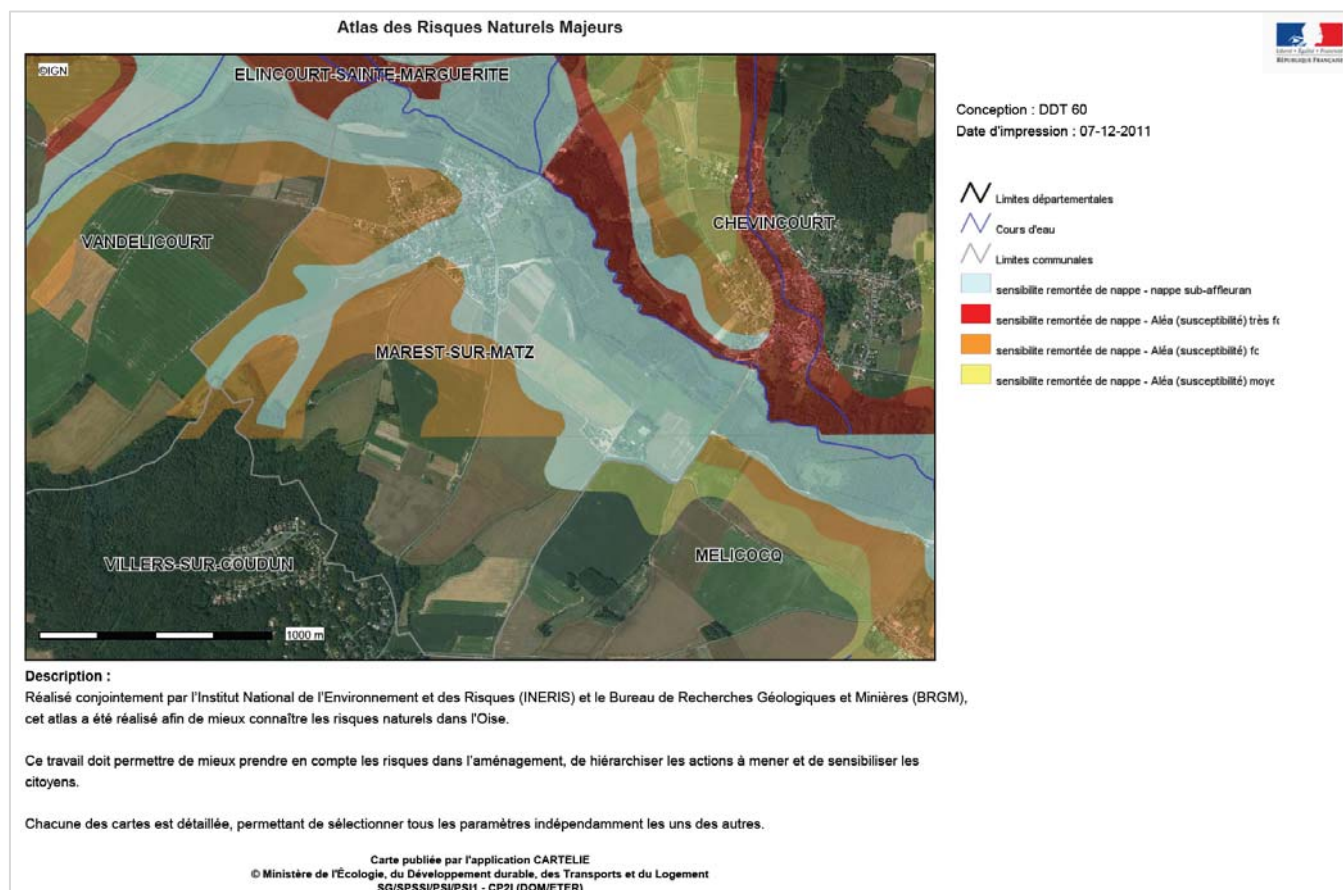
Les analyses précédentes sont complétées par des éléments issus de l'Atlas des Risques Naturels Majeurs établi par la Direction Départementale des Territoires de l'Oise (module cartographique Cartélie disponible sur internet). Il convient d'insister sur la portée non normative de ces informations qui doivent être regardées comme des outils de sensibilisation sur la thématique des risques à destination des acteurs locaux. Les données présentées dans ce module ne résultent pas d'études de terrains mais de la combinaison « théorique » de plusieurs facteurs identifiés à l'échelle du département de l'Oise. Le module Cartélie doit donc être interprété à petite échelle (le territoire communal par exemple) et non à la parcelle.

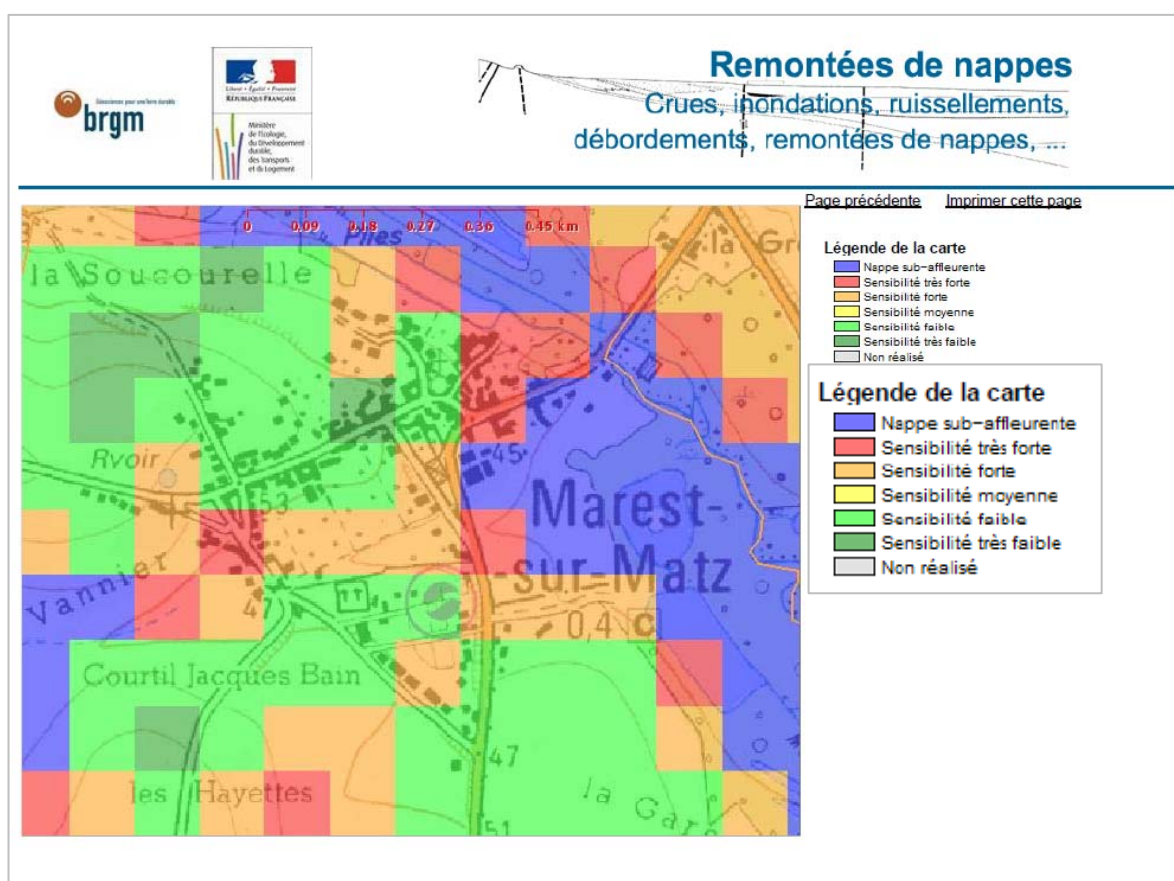
Comme pour l'ensemble des communes de France, Marest-sur-Matz est concernée par l'arrêté du 29/12/1999 publié au journal officiel du 30/12/1999 portant sur les inondations, coulées de boues et mouvements de terrain. La commune compte un autre arrêté du 02/10/1985 publié au journal officiel du 18/10/1985 portant sur les inondations et coulées de boues.

Le territoire communal est influencé par plusieurs aléas naturels.

- Aléa « remontées de nappe »

Marest-sur-Matz est ainsi concerné par les remontées de nappe, les aléas allant de faible, à nappe sub-affleurante. Les aléas les plus élevés se concentrent autour de la vallée du Matz. Le village de Marest-sur-Matz est concerné par la nappe sub-affleurante et un aléa moyen.





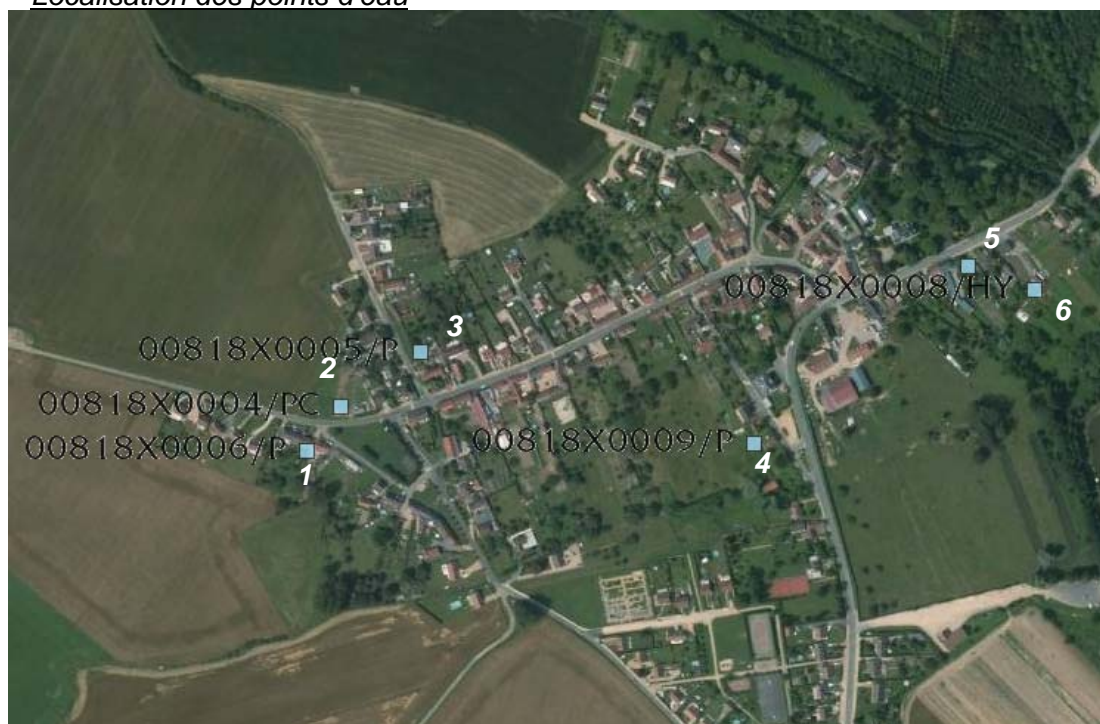
A ce sujet, des données plus précises issues du site internet du BRGM (module Infoterre) confirment, à partir du relevé de plusieurs points d'eau, que la nappe est peu profonde. Il n'est pas rare en effet que des sous-sols soient inondés et le fond de vallée gorgé d'eau.

Le hameau de Vaugenlieu semble épargné par cet aléa. Aucun événement n'a jamais été signalé.

Tableau de synthèse de points d'eau et relevés effectués sur le village

Point d'eau	Profondeur du plan d'eau mesurée	Cote d'altitude absolue
1 - Puits	Sept. 1968 - 3,45 m	+ 53,90 m
2 – Puits communal A.E.P (hors service)	Nov. 1934 – 15,70 m	+ 42,31 m
	Sept. 1968 – 15,64 m	+ 42,37 m
	Janv. 1970 – 15,72 m	+ 42,29 m
3 - Puits	Sept. 1968 – 3,08 m	+ 52,67 m
	Déc. 1970 – 4,55 m	+ 51,75 m
4 – Puits	Sept. 1968 – 4,26 m	+ 42,24 m
	Déc. 1970 – 4,34 m	+ 42,16 m
5 – Puits	1968 – 1,52 m	+ 40,99 m
	1970 – 1,59 m	+ 40,91 m
6 - Source	--	--

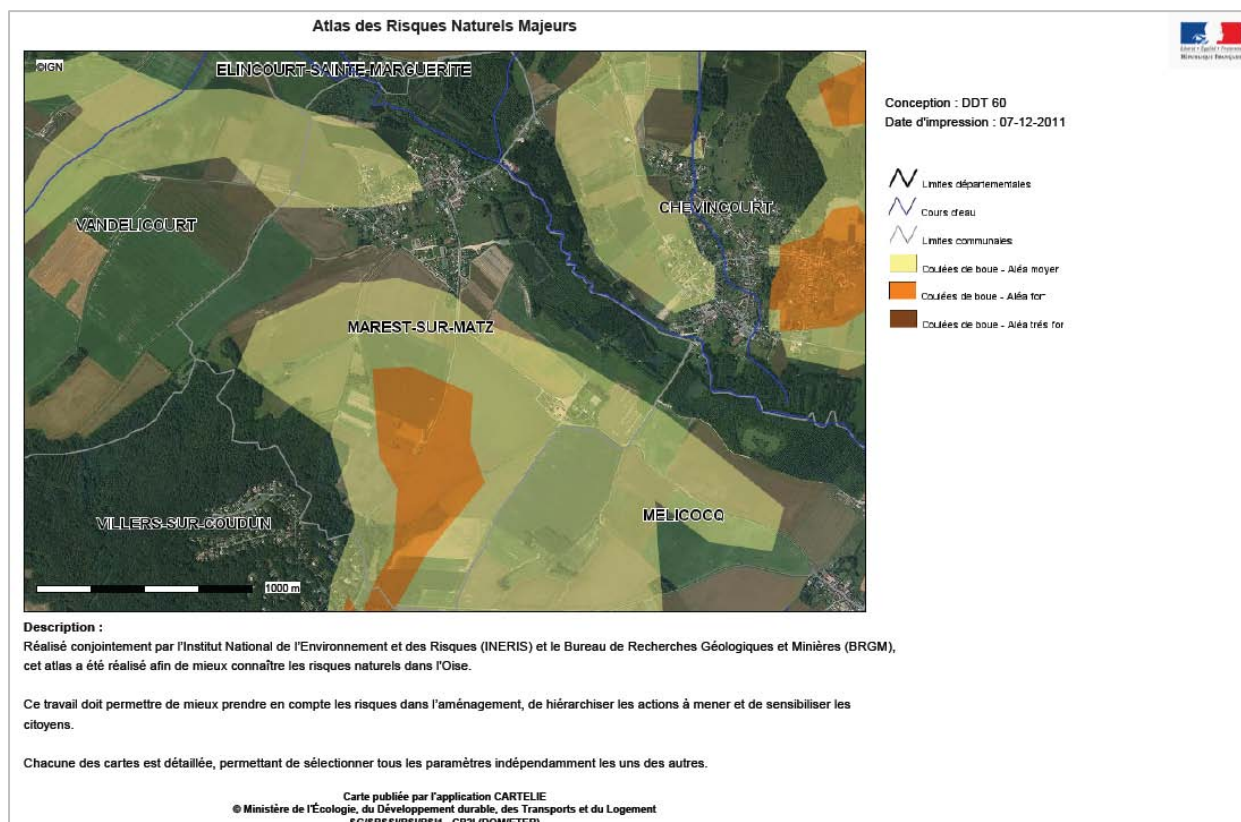
Source : BRGM, module « infoterre »

Localisation des points d'eau

Source : BRGM, module « infoterre »

- Aléa « coulées de boue »

En ce qui concerne les coulées de boue, la cartographie ci-dessous suppose la présence d'un aléa moyen au nord-ouest et au sud de la partie agglomérée de Marest-sur-Matz.



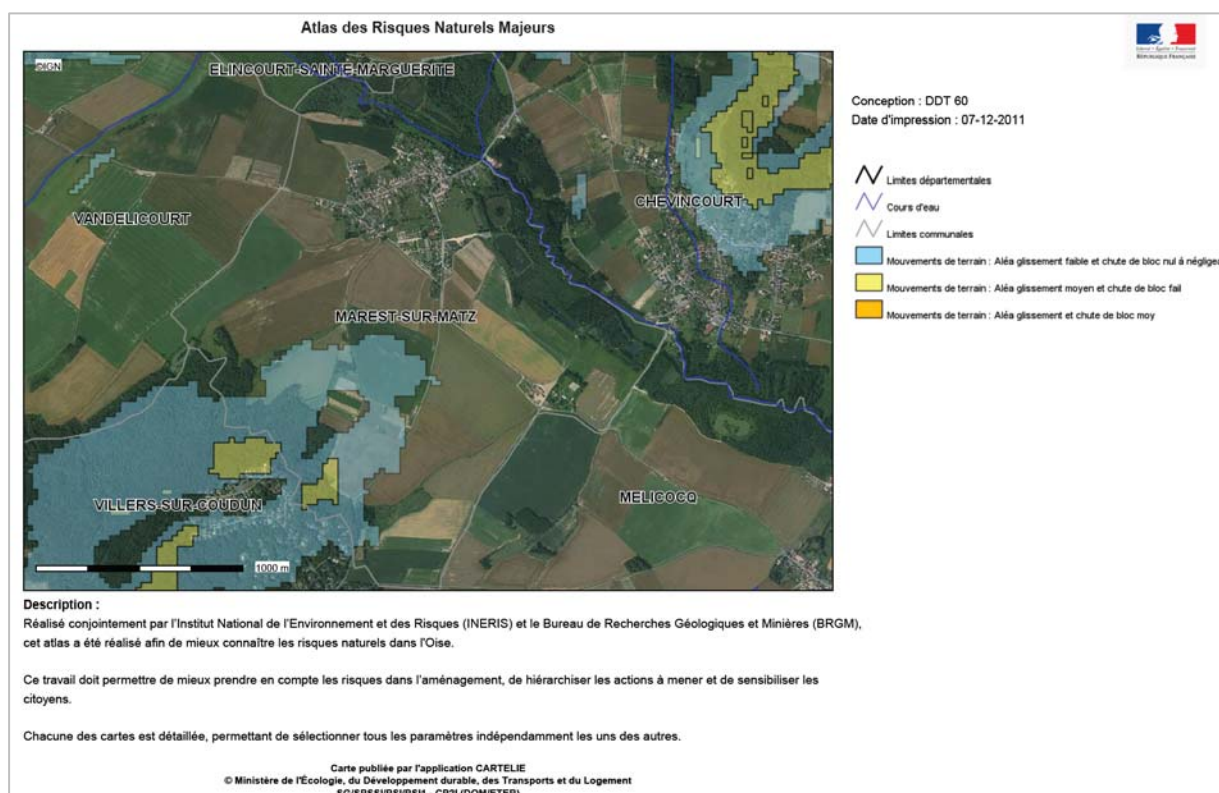
Cette information est confirmée au sud du village dans la mesure où la topographie pentue et l'absence de couverture végétale est propice à la survenue de l'aléa. Les boisements qui couvrent la butte jouent un rôle majeur dans la gestion de cet aléa qui est essentiellement apparu suite au remembrement communal, et à la mise en culture des terres sur le versant.

La commune n'est pas sans connaître les incidences de cet aléa puisque des coulées de boue surviennent dans la rue de Thourotte occasionnellement, en lien avec d'exceptionnelles pluies d'orages. La nudité des terres à cet endroit explique grandement ces événements. Il s'agit d'un aléa manifestement gérable par le biais de la mise en œuvre d'aménagements adaptés.

- *Aléa « mouvements de terrain »*

L'aléa « mouvement de terrain » est suspecté sur les rebords de la butte boisée. Sur le territoire de Marest-sur-Matz cet aléa est faible à moyen. La commune n'a pas souvenirs avoir connu la survenue de ce type de phénomène.

Les mouvements de terrains peuvent également survenir sur des espaces concernés par des cavités, d'anciennes carrières, des caves... Le module cartélie mentionne l'absence de ce type de phénomène sur le territoire communal.



- *Aléa « ruissellements »*

L'aléa ruissellement s'appréhende au travers du réseau théorique d'écoulement des eaux correspondant aux lignes de points bas (talwegs). Comme évoqué précédemment, la cartographie confirme le rôle majeur du fossé localisé à l'ouest du territoire qui constitue un réceptacle des eaux de ruissellements de l'ouest du territoire. Sinon, plusieurs zones d'accumulation d'eau sont répertoriées. Comme attendu, elles sont toutes situées le long du Matz. En matière de ruissellement, il convient de rappeler que cet aléa peut être corrélé à

celui des coulées de boue. Une sensibilité au niveau de la rive gauche de la rue de Thourotte est à signaler en aval des terrains cultivés.

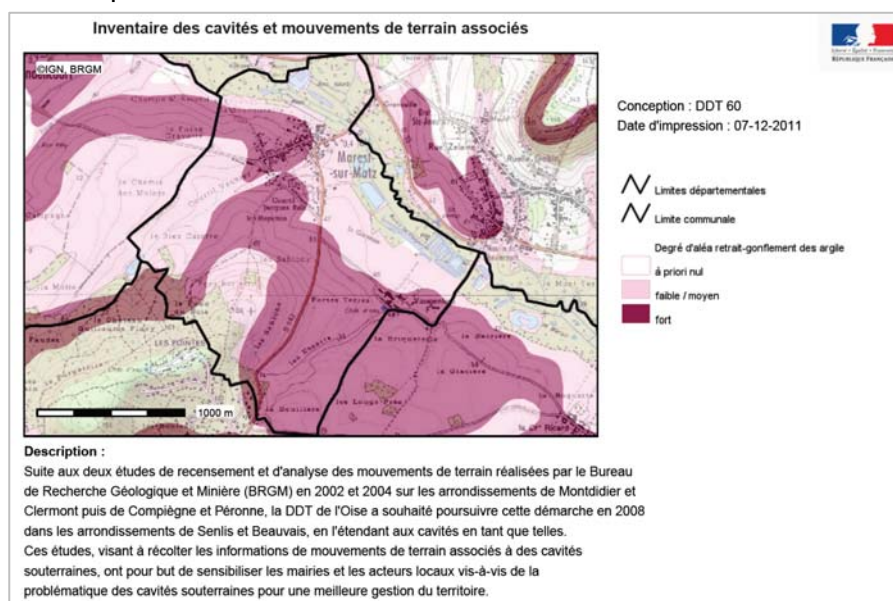


✓ *Aléa inondation par débordement des cours d'eau*

Le fond de la vallée est particulièrement sensible à l'aléa « inondation par débordement de cours d'eau » compte tenu de l'existence de la rivière du Matz en partie nord du territoire. Ce phénomène est déjà intervenu à plusieurs reprises n'occasionnant pas d'impact direct sur les tissus bâtis existants en raison d'aménagements réalisés en cœur de vallée.

✓ *Aléa retrait-gonflement des argiles*

L'aléa retrait gonflement des argiles est considéré d'intensité faible à moyenne sur les extrémités ouest, est et sud-ouest du territoire. Sur le reste du territoire, l'intensité est déclarée forte. En la matière, aucun document officiel ne relate la survenue d'un incident majeur et de problèmes récurrents (affaissements, fissures...) liés à la nature des sols. La commune ne compte aucun mouvement de terrain localisé.



1.2.6 Usages et paysages

Le Plan Local d'Urbanisme, document de planification urbaine, réclame qu'une approche environnementale du territoire concerné soit établie (article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme).

Le concept de Développement Durable, prenant toute son importance avec la loi SRU, introduit la nécessité de procéder à une analyse paysagère approfondie du territoire à l'étude, afin d'identifier les éléments remarquables du paysage.

La détermination de chaque entité paysagère se définit selon des critères croisés décomposés en trois catégories :

- critères géographiques : typologie du relief (ondulations, pentes abruptes,...), forme.
- critères visuels : prédominance ou absence totale de percées visuelles et de points de vue, nature et qualité de ces derniers, présence ou non d'une ligne d'horizon, lignes directrices du regard.
- critères naturels : qualité spécifique des éléments végétaux, sensibilité environnementale.

Les particularités géographiques et géologiques décrites précédemment composent différentes ambiances paysagères qui structurent le territoire communal de Marest-sur-Matz.

1.2.6.1 La butte boisée et cultivée

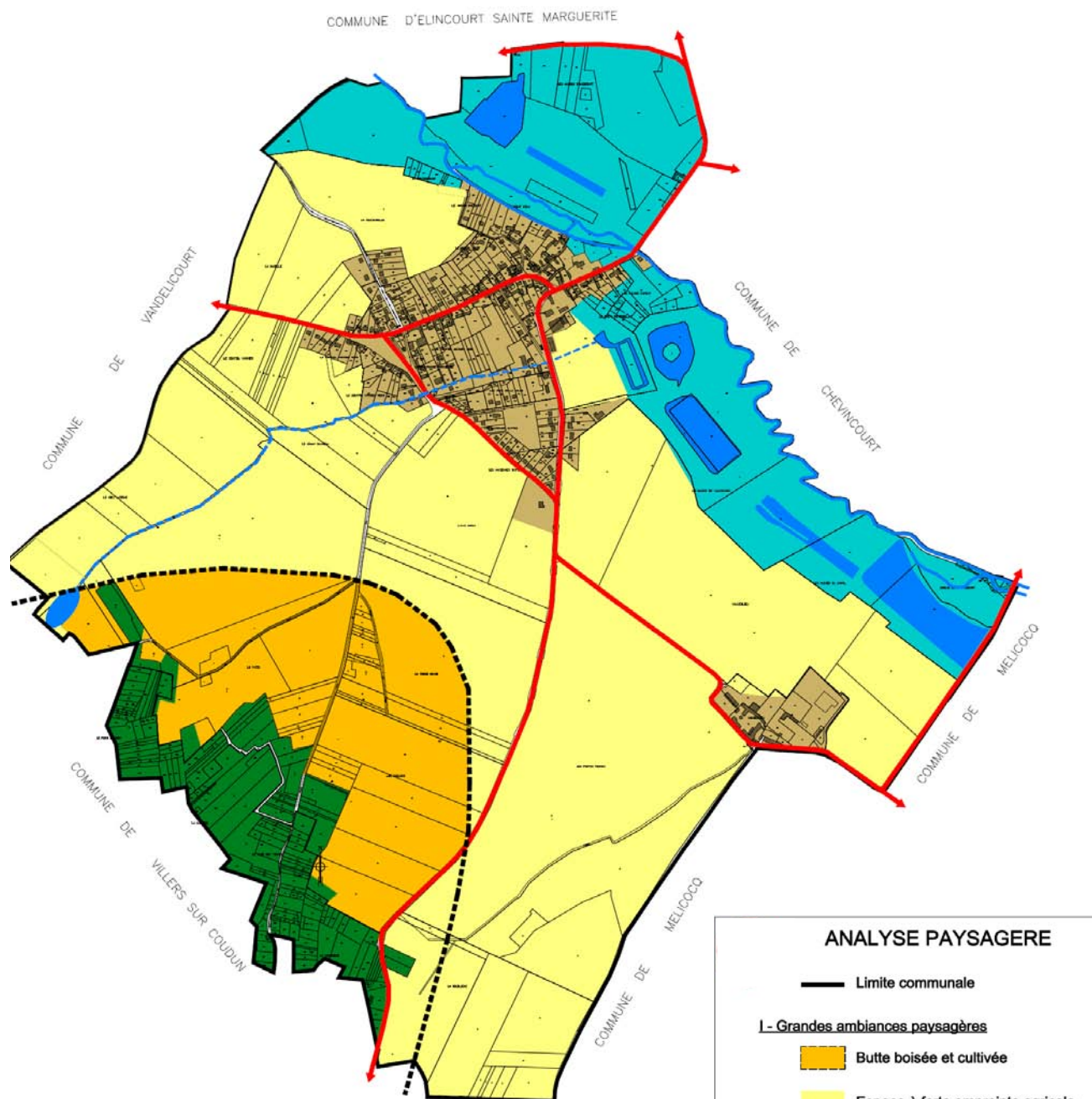
Sous l'influence directe du Noyonnais, le territoire communal présente une butte sableuse qui constitue un élément identitaire du paysage de Marest-sur-Matz. On y retrouve une mosaïque paysagère caractéristique du Noyonnais, avec le haut de la butte occupé par des boisements. Au fur et à mesure que la butte décline vers le fond de la vallée, ces boisements laissent place à un espace agricole varié : grandes cultures, cultures maraichères. Cette mosaïque paysagère apparaît surtout sur la façade ouest de la butte ; les boisements couvrent une grande partie de sa façade est.

Sud du territoire (vue depuis l'est du territoire)



Sud du territoire (vue depuis l'ouest du territoire)





ANALYSE PAYSAGERE

— Limite communale

I - Grandes ambiances paysagères

- Butte boisée et cultivée
- Espace à forte empreinte agricole
- Fond de vallée humide boisée
- Urbanisation

II - Principales occupations du sol

- Boisement
- Etangs
- Cours d'eau (Matz)
- ru intermittent
- Axes de communication structurants
- Vocation agricole
- Espace bâti

PLAN LOCAL D'URBANISME
Commune : MAREST SUR MATZ
URBA-SERVICES 85, rue de Tilly - BP 401 - 55004 Beaucourt Cedex Tél : 03 44 45 17 87 - Fax : 03 44 45 04 28 - urba-services@marest.fr

1.2.6.2 Les espaces agricoles

Les espaces cultivés symbolisent la grande majorité du territoire. Ils sont omniprésents dans sa partie sud où ils structurent un paysage agricole d'openfield. Les perspectives sont très lointaines et le vallonement du sol offre de nombreux points de vue sur ces paysages ouverts. On observe localement la présence d'aménagements (fossés) visant une gestion des ruissellements.

Est du territoire



Fossé traversant l'espace agricole



1.2.6.3 Le fond de vallée humide boisée

La présence de la rivière du Matz sur la commune joue un rôle important sur le paysage. En effet, le lit du Matz se trouve dans le fond de vallée qui occupe le nord-est du territoire communal. La végétation accompagnant le ruisseau est très dense et les accès aux berges peu nombreux. Ainsi, le cours d'eau reste discret dans le paysage. Les conifères plantés sur les berges des étangs se différencient nettement des essences locales, ce qui produit un impact visuel fort dans le paysage de Marest-sur-Matz.

Vue du nord-est du territoire



Fond de vallée humide boisée**1.2.6.4 Les boisements**

Plusieurs types de boisements sont relevés ; les boisements denses et les remises boisées.

Les boisements denses sont répartis au nord et au sud du territoire.

Au sud, on remarque un boisement qui tapisse la butte boisée ; il s'agit du « Bois des Pointes » qui s'étend sur le territoire de Villers-sur-Coudun avec le « Bois de l'Olinval ». Parmi les boisements denses, on distingue également les boisements qui couvrent le fond de la vallée du Matz, notamment :

- « Les Aulnes d'Audicourt » au nord de la vallée,
- « Les Aulnes du Canal » à l'est de la vallée.

Butte boisée au sud du territoire**« Les Aulnes d'Audicourt »**

Quelques rares remises boisées, ainsi que quelques arbres isolés sont également relevés. Ils sont disséminés sur l'ensemble du territoire communal, notamment sur le plateau. Ces éléments ponctuels animent le paysage local.

Alignements d'arbres



Remise boisée



1.2.6.5 Les espaces bâtis ou aménagés

Marest-sur-Matz est constitué de plusieurs espaces agglomérés :

- Le bourg principal situé dans la partie nord du territoire,
- La ferme de Vaugenlieu située à l'extrémité est du territoire communal,
- quelques constructions isolées au cœur de la vallée ou en continuité des agglomérations voisines (Villers-sur-Coudun).

Le village s'affiche devant le fond de vallée humide boisée qui habille le nord du territoire communal. La couverture végétale autour du village est quasi-inexistante, l'espace aggloméré produit un impact certain au contact direct des terres cultivées.

Vue depuis le sud du territoire



1.2.7 Le patrimoine naturel

Le PLU se doit de tenir compte de la qualité environnementale du territoire communal dans une optique de préservation et de mise en valeur des richesses naturelles.

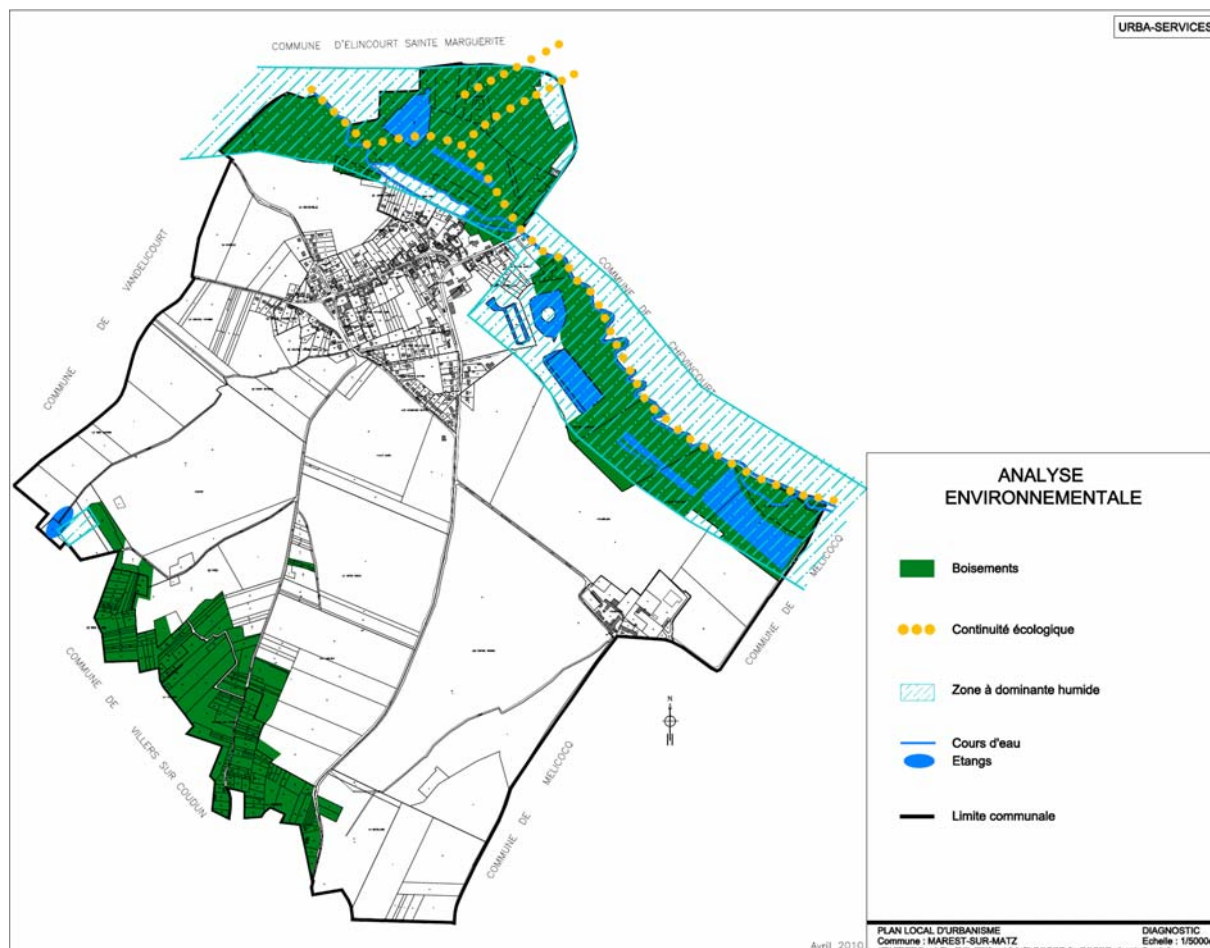
Toutefois, les boisements représentent un patrimoine commun à prendre en compte, pour leur rôle de support et de niches écologiques.

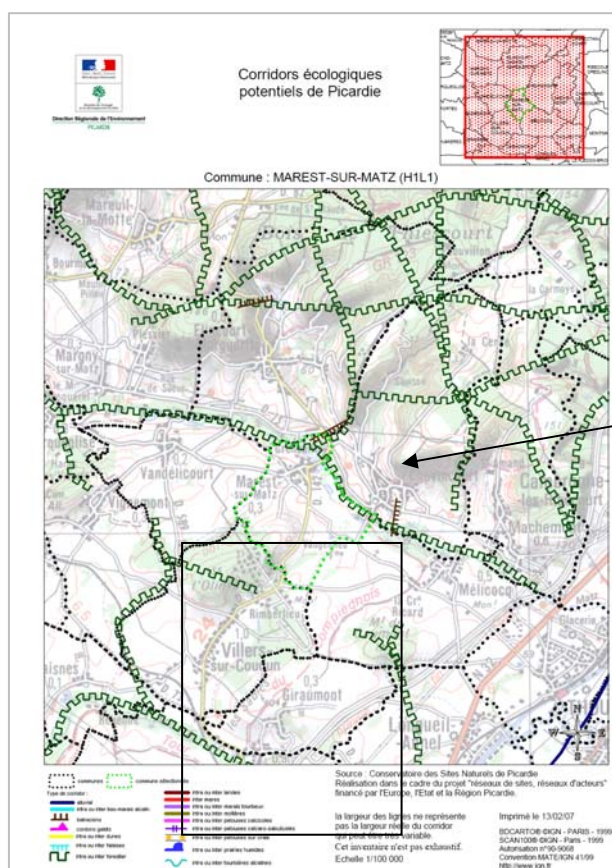
Par ailleurs, il convient de présenter l'ensemble des zonages du patrimoine naturel et paysager auxquels appartient le territoire de Marest-sur-Matz.

La synthèse de ces différents zonages, telle que répertoriée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Picardie fait mention de l'existence d'une zone à dominante humide et d'un corridor écologique potentiel.

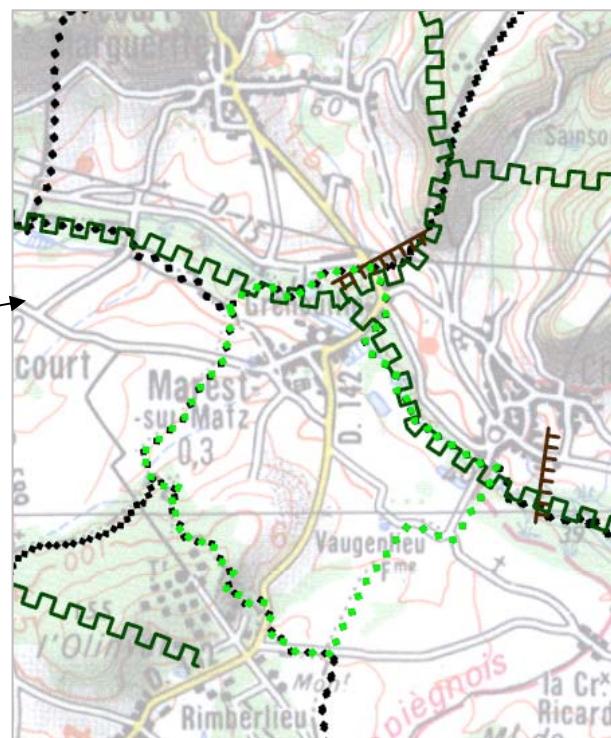
Sur le nord du territoire communal, une **zone à dominante humide** peut être identifiée. Les limites de cette zone couvrent le fond de la vallée humide réputé par ses caractéristiques humides et boisées propices au développement d'habitats spécifiques qui abritent une faune adaptée aux conditions du site. Les limites de cette zone humide sont données à titre indicatif dans l'attente de la publication d'un atlas des zones humides au niveau départemental. Il importe de souligner que ce périmètre intègre des espaces déjà bâtis ou aménagés situés au nord de la rue de Compiègne (artificialisation de l'espace).

On relève également dans cette zone la présence d'une continuité écologique, sous forme de **corridor écologique potentiel**, dont le tracé suit le fond de la vallée humide et est interconnecté avec le massif de Thiescourt, situé sur la commune voisine au nord du territoire communal.





Corridor écologique potentiel



Parmi les autres zonages possibles, Marest-sur-Matz n'est directement concernée :

- ni par un site Natura 2000, classement qui reconnaît la qualité environnementale d'habitats naturels (dans le cadre d'un Programme d'Initiative Communautaire),
- ni par une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique),
- ni par une ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux), milieux de vie correspondant à des aires de reproduction ou d'hivernage, ou à des zones de relais de migration pour les oiseaux,
- ni par un passage grande faune,
- ni par un site classé ou un site inscrit.

En outre, parmi les différentes reconnaissances environnementales existantes aux environs proches de la commune, dans un rayon de 1 km, **la ZNIEFF de type 1 « Massifs boisés de Thiescourt/attiche et Bois de Ricquebourg »** est répertoriée ainsi que plusieurs corridors écologiques en lien avec celui de Marest. D'une superficie de 5 339 ha, cette ZNIEFF couvre 21 communes et s'apprécie pour ses milieux variés dont l'intérêt réside principalement dans les forêts thermophiles, les bois de pente nord et les pelouses calcicoles qui sont des milieux menacés en Europe, et relèvent, à ce titre, de la directive "Habitats" de l'Union Européenne.

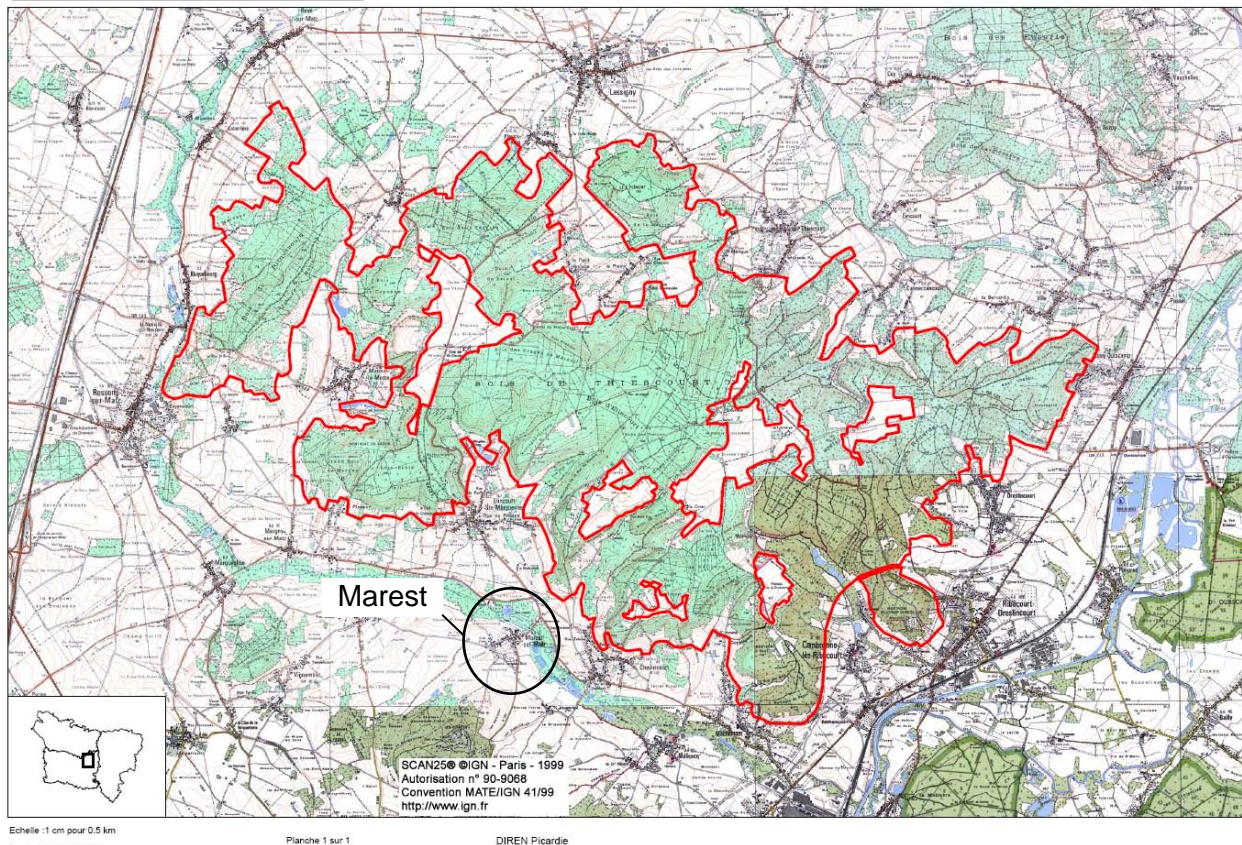
Ils abritent de nombreuses espèces végétales et animales rares et menacées. Cependant, ces milieux sont de plus en plus dégradés dans les plaines du nord-ouest de l'Europe.

Les coteaux exposés au sud connaissent des influences méridionales qui favorisent la présence de nombreuses espèces végétales thermophiles rares et/ou menacées. Les

pelouses et lisières thermocalcicoles accueillent une diversité à la fois entomologique et herpétologique élevée.

FICHE ZNIEFF N° 60NOY106

MASSIF DE THIESCOURT/ATTICHE ET BOIS DE RICQUEBOURG



Les anciennes carrières souterraines creusées dans le lutétien, assez nombreuses dans le massif et souvent réutilisées lors de la Grande Guerre, sont favorables à la présence d'importantes populations hivernantes de chauves-souris, rares et menacées sur le continent européen.

Les vastes surfaces boisées permettent également la présence de mammifères et d'oiseaux à grand territoire.

Globalement, cet ensemble de milieux sylvestres, comportant toutes les expositions (contraste entre les pentes nord et les pentes sud par exemple), des pelouses et des ourlets calcicoles relictuels, ainsi que d'anciennes carrières et de petites prairies de lisières, est favorable à l'expression d'une biodiversité élevée pour la Picardie.

ooo

S'agissant des sites Natura 2000 les plus proches, ils sont répertoriés à l'est du territoire à sensiblement 5 km de la limite territoriale de Marest-sur-Matz. Le site se localise ainsi à 6 km du village de Marest-sur-Matz. Il s'agit d'une part du site Natura 2000 de la « Moyenne vallée de l'Oise » et d'autre part du site Natura 2000 « Forêts picardes, Compiègne, Laigue Ourscamp ».

Le **site Natura 2000 de la Moyenne Vallée de l'Oise** est un système alluvial hébergeant de grandes étendues de prés de fauche ponctuées de nombreuses dépressions, mares et fragments de bois alluviaux. Les habitats essentiels sont les prés de fauche peu fertilisés et inondables (*Bromion racemosi*) et les prés de fauche plus rarement inondés et

très faiblement fertilisés (*Arrhenatherion elatioris*). Les végétations aquatiques et amphibiennes satellites (dépressions humides, mares,...) comprennent plusieurs habitats d'intérêt patrimonial pour la Picardie (*Potamion pectinati*, *Nymphaeion albae*, *Isoeto-Nato-Junceta bufonii*). Plus ponctuellement, les bois alluviaux à Orme lisse, les prés tourbeux relictuels à Molinies (prés à Selin à feuilles de Carvin et Jonc à tépales obtus) confèrent un grand intérêt à certaines entités de la vallée. Au total, près de 200 espèces d'oiseaux ont été recensées en Moyenne vallée de l'Oise. Parmi les espèces de la directive "Oiseaux", douze y sont nicheuses dont le Râle des genêts, menacé au niveau mondial.

Le **site Natura 2000 « Forêts picardes, Compiègne, Laigue, Ourscamp »** se caractérise un massif forestier très étendu (25 000 ha) et forme un ensemble écologique exceptionnel de la diversité de son avifaune nicheuse.

L'histoire de l'utilisation et de la protection des forêts royales de chasse explique la conservation d'un tel ensemble forestier non morcelé. Une des marques historiques les plus évidentes est le réseau rayonnant de chemins. Les clairières et les étangs sont issus notamment des implantations médiévales d'abbayes. Seule la vallée de l'Aisne et, plus au nord, les villages et cultures entre Bailly et Tracy-le-Mont interrompent l'unité du massif.

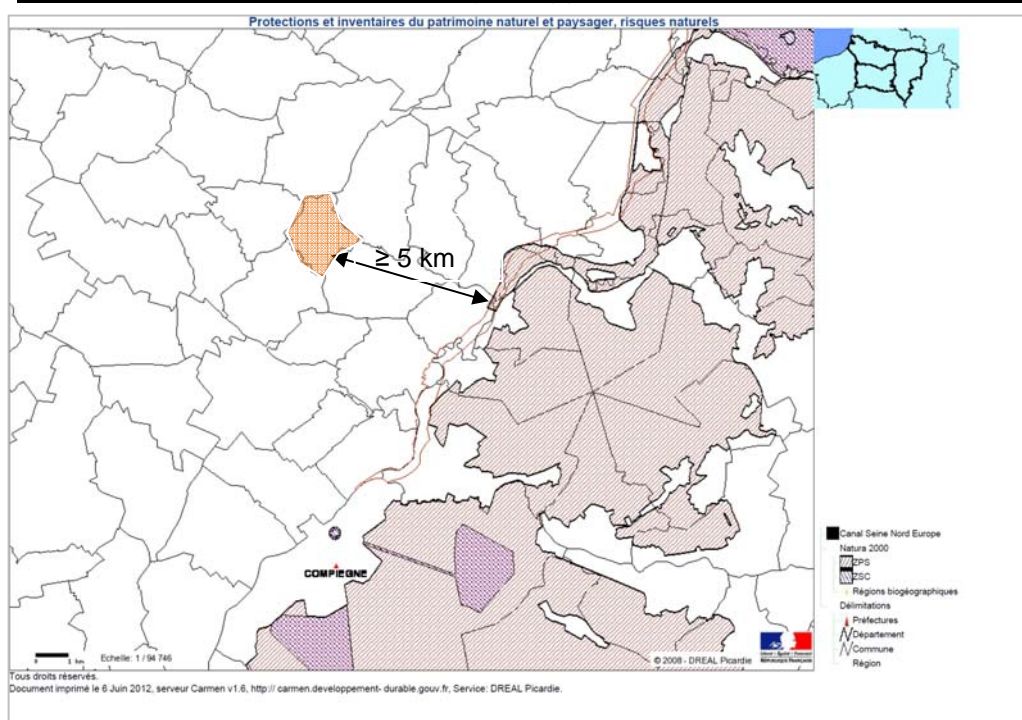
Le massif intègre l'essentiel des potentialités forestières, intraforestières et de lisières du nord du Tertiaire parisien. La variété des substrats associée à la morphologie tortueuse de la cuesta de l'Île de France avec des buttes témoin isolées, la confluence des cortèges biogéographiques subatlantiques, précontinentaux et méridionaux induisent une quasi exhaustivité dans la représentation des types forestiers du Tertiaire parisien septentrional. La palette des habitats forestiers est rehaussée par une sylviculture de qualité et de tradition historique qui a maintenu le massif dans un état d'exemplarité et de représentativité à la fois écologique, biologique, sylvicole et cynégétique.

L'état de conservation global du massif peut être qualifié de bon au regard des espaces forestiers semi-naturels ayant conservé une bonne structuration écologique et sylvicole.

Ce massif fait l'objet de protection s'agissant d'une forêt domaniale et d'une réserve biologique dirigée.

Pour ces deux sites, un nombre important d'espèces d'oiseaux sont visés à l'annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil parmi lesquels des oiseaux migrateurs.

Localisation des sites Natura 2000 par rapport au territoire de Marest-sur-Matz



1.2.7.1 Espaces naturels sensibles

Marest-sur-Matz est pas directement concernée un espace naturel sensible. Un ENS couvre la ZNIEFF décrite ci-avant.

1.2.8 Forme urbaine

Il s'agit de décrire et de qualifier la forme urbaine à partir de plusieurs questions :

- Quelle forme urbaine (constat objectif de la forme)? Est-ce un tissu aggloméré uniforme, homogène, hétérogène, structuré ? Existe-t-il plusieurs hameaux ?
- Quelle image urbaine (impressions subjectives produites par la vue de la forme)? Quelle intégration dans le paysage, quel sens donne-t-il à l'espace ?
- Quelles incidences sur le paysage ?

La relation agglomération-paysage est un équilibre complexe, fruit de nombreux facteurs. Cet équilibre subtil s'inscrit dans la notion de paysage, notion fondamentale que la commune doit avoir le souci de protéger au travers des dispositions du Plan Local d'Urbanisme. Cette obligation faite aux collectivités est d'ailleurs rappelée dans un article du Code de l'Urbanisme qui stipule : « *Le territoire français est le patrimoine commun de la Nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences* » (article L.110 du Code de l'Urbanisme).

1.2.8.1 Silhouette de l'agglomération

La détermination de la forme urbaine permet d'établir une première réflexion sur sa configuration actuelle et doit surtout permettre de mieux appréhender son évolution attendue ou projetée.

La commune compte deux entités urbanisées : le village de Marest-sur-Matz et la ferme de Vaugenlieu. La situation de ces deux entités au contact du fond de la vallée, ainsi que la sensibilité des toitures et des pignons rend les espaces urbanisés perceptibles depuis l'ensemble des points hauts du territoire communal.

Le bourg présente une forme triangulaire car il s'organise autour de trois axes de communication. Cette forme s'épaissit légèrement dans sa partie nord du fait de plusieurs voies en impasse. La ferme présente quant à elle une forme plus rectangulaire.

1.2.8.2 Lisières urbaines

Les lisières urbaines correspondent aux limites entre l'espace bâti et l'espace naturel.

Les vues générales prises des lisières urbaines du village montrent une forme urbaine étirée.

Il faut noter que le relief joue un rôle de première importance dans la perception des lisières urbaines. L'agglomération est localisée dans un fond de vallon, les lisières urbaines sont exposées différemment dans le paysage (boisements de la vallée). Ainsi, la lisière nord est peu exposée dans le paysage, alors que les lisières est, sud et ouest se montrent particulièrement sensibles.

Les lisières du bourg présentent généralement un traitement végétal peu opaque.

La lisière sud du bourg laisse apparaître une forme urbaine élargie, la ceinture verte y est quasi-inexistante. La présence de la butte boisée empêche d'appréhender directement l'espace aggloméré, lorsque l'on vient du sud-ouest. Cependant le village reste perceptible depuis l'ensemble du sud du territoire communal. La présence de nombreuses constructions avec des pignons clairs fragilise l'intégration paysagère de l'espace aggloméré.

Lisière sud



La lisière est du bourg est identique à la lisière sud sur le plan de la forme. La forme urbaine est étirée, et relativement perceptible du fait des nombreuses constructions aux pignons clairs. La ceinture verte y est également très peu fournie. Par contre, cette dernière est de constitution plus étoffée autour de la ferme de Vaugenlieu.

Lisière est



La lisière ouest est sensiblement identique aux deux précédentes. Elle présente une forme étirée, avec une ceinture verte peu fournie. Les constructions réalisées sur la lisière présentent généralement des pignons clairs qui rendent l'espace aggloméré visible depuis l'ensemble du territoire communal.

Lisière ouest



La lisière nord présente une ceinture verte très riche, qui participe à l'insertion paysagère de l'agglomération. Les constructions sont peu visibles, seules quelques constructions situées sur les parties hautes du village restent visibles de l'extérieur de l'agglomération. Les éléments hauts du village telle que l'église apparaissent également à travers le fond de vallée boisé. La forme urbaine est difficilement discernable.

Lisière nord



1.2.9 Les entrées du village

L'étude des entrées de village a pour objet d'appréhender les vues de l'agglomération obtenues depuis les axes de communication et d'analyser l'effet d'annonce ou de « porte » des diverses entrées de village.

La commune de Marest-sur-Matz s'inscrit dans un contexte rural. L'aménagement des entrées de ville reflète cette caractéristique. Les aménagements sont simples et sommaires.

L'analyse de chacune des entrées de ville permet de montrer que :

- l'entrée nord de Marest-sur-Matz est marquée par une présence forte des éléments végétaux, sur chaque rive de la chaussée. Ces derniers viennent encadrer et guider le regard vers l'entrée de ville. L'entrée dans l'espace aggloméré est difficilement perceptible ; le panneau d'entrée de ville, ainsi que l'ensemble de l'agglomération n'étant visible qu'une fois le pont franchi.



- l'entrée ouest de Marest-sur-Matz est marquée par l'occupation agricole de l'espace. L'entrée de ville n'est pas clairement définie lorsque l'on est éloignée de cette dernière. Elle se dessine au fur et à mesure que l'on s'en approche par le biais d'une haie, d'un mur privatif, et par le panneau d'entrée de ville. Ces éléments permettent de marquer l'arrivée dans l'agglomération, le manque de visibilité a pour effet de faire ralentir les automobilistes. L'ensemble de ces éléments permettent de resserrer le champ de vision sur l'agglomération.



- l'entrée sud de Marest-sur-Matz se caractérise par un espace agricole ouvert. Les pignons clairs des pavillons et les parcelles arborées viennent matérialiser l'agglomération. L'entrée de ville est identifiée par un simple panneau, ce qui limite l'effet d'annonce. La chaussée rectiligne, ainsi que la largeur de la rue, ne permettent pas de resserrer le champ de vision sur l'agglomération en elle-même ; ce qui donne à cette entrée de ville une impression de « boulevard ».



1.2.10 Réseau viaire

La trame viaire constitue le squelette d'une agglomération : c'est l'ensemble des voies, petites ou grandes, utilisées par la population dans ses déplacements. C'est donc un élément fondamental de communication mais aussi un repère dans l'espace.

On distingue une hiérarchie dans les voies :

- les voies primaires (voies principales de desserte de l'agglomération),
- les voies secondaires (voies de desserte entre quartiers),
- les voies tertiaires (voies en impasses).

✓ Voie primaire

La voie structurante ou voie primaire est la voie principale qui constitue la colonne vertébrale de l'agglomération autour de laquelle s'est organisé et articulé le tissu urbain et qui lui donne sa forme actuelle.

La structure du réseau de voies primaires est principalement caractérisée par la configuration en « triangle ». La colonne vertébrale du village est constituée de trois axes :

- La rue Principale,
- La rue de Thourotte,
- La rue de Compiègne, qui constitue également un axe de transit important.

La quasi-totalité des constructions est située de part et d'autre de ces voies principales. Le comblement progressif des dents creuses est venu conforter le rôle structurant de ces axes de développement.

A la différence des autres voies de communication existantes (voies secondaires et chemin ruraux), la voie primaire présente une qualification qui la démarque. En effet, dès lors qu'elle dessert des constructions, la voie présente un aspect plus structuré (élargissement de la voirie, aménagement des accotements, parfois réalisation de trottoirs, plantations, etc.).

✓ Voie secondaire

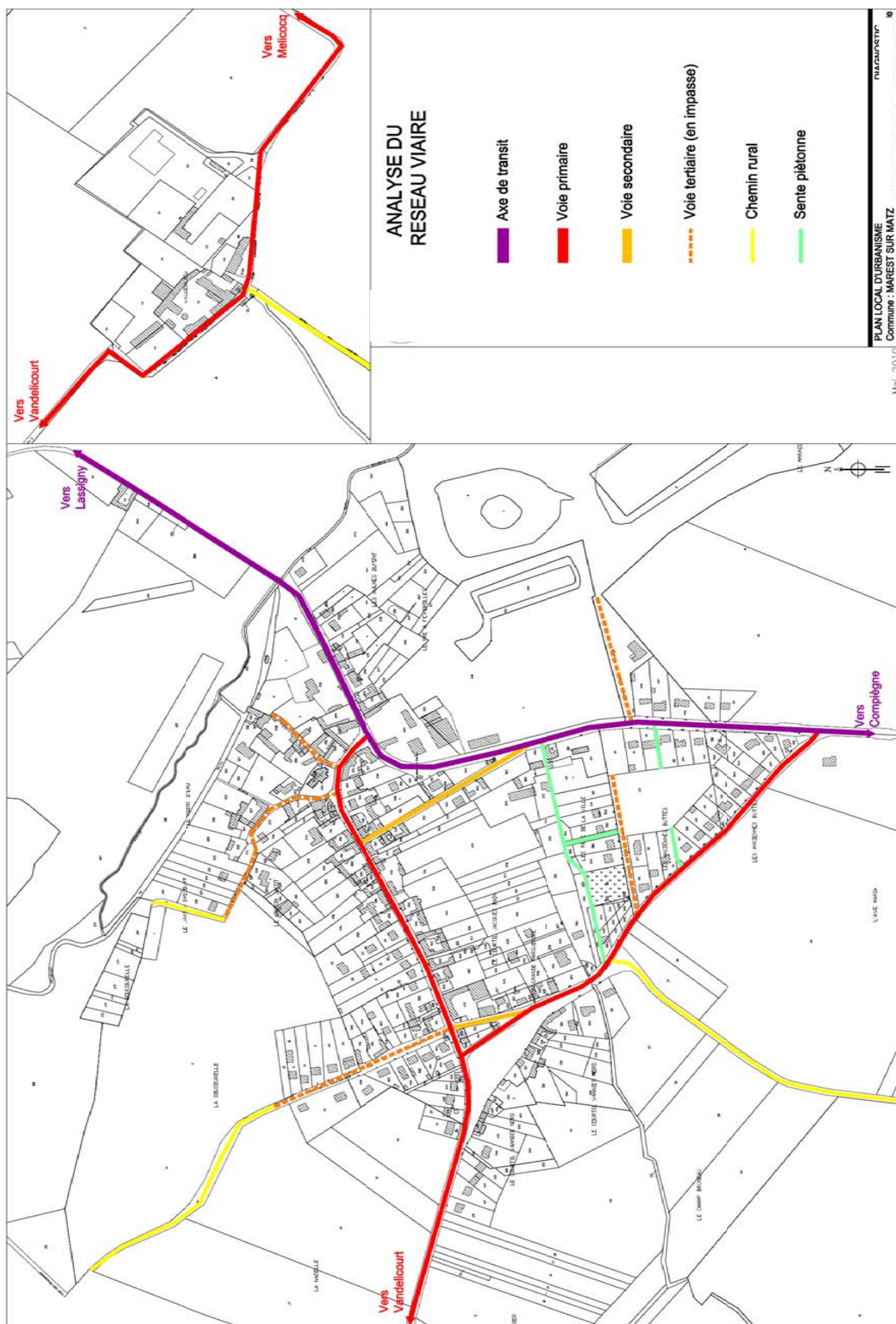
Les voies secondaires ne jouent pas de rôle particulier dans la structure urbaine des entités bâties. Elles servent de liens internes, voies interquartier ou encore entre communes. Il s'agit de voies communales carrossables mais qui ne font pas l'objet de traitement qualitatif en particulier.

✓ Voie en impasse

Les voies tertiaires ne jouent pas de rôle particulier dans la structure urbaine des entités bâties. Il s'agit de voies communales carrossables en impasse qui permettent de desservir quelques constructions.

On observe cinq voies tertiaires :

- La rue de la Soucourelle,
- La rue du Bouchoir,
- La rue du Moulin,
- L'impasse des Prés de la Ville,
- Le chemin des Etangs.



✓ Chemins ruraux et sentes piétonnes

Il est à noter la présence de chemins ruraux ou sentes piétonnes situés en périphérie immédiate du bourg. Outre leur rôle de desserte agricole, ils témoignent du caractère rural de la commune. Ils sont utilisés par la population pour leurs activités ludiques (promenade, sport...). Ils constituent également un repère et permettent aux habitants de s'approprier le territoire.

Le village compte plusieurs chemins ruraux, qui permettent d'assurer la continuité de certains cheminements. On observe une disposition en étoile (absence de bouclages) de ces chemins ruraux.

En revanche, au centre de l'espace aggloméré, les sentes piétonnes permettent des bouclages, notamment dans la partie sud du village où elles desservent l'aire de jeu.

1.2.11 Potentialités d'accueil du tissu urbain

L'estimation des terrains susceptibles d'être bâtis a été réalisée à l'intérieur d'un périmètre aggloméré tel que le définissent les tribunaux administratifs dans leur jurisprudence. Le plan ci-ci-après illustre le périmètre aggloméré de Marest-sur-Matz ainsi que les terrains nus (ne supportant pas une construction principale) intégrés à ce dernier.



Périmètre actuellement urbanisé

Compte tenu de la couverture spatiale des réseaux (eau potable, défense incendie, voies de communication), quelques terrains apparaissent susceptibles d'être construits au sens de la juridiction. Il s'agit de terrains directement bordés par une voie, et qui constituent un potentiel direct de constructibilité. Plusieurs espaces libres, appelés « dents creuses », ont été répertoriés.

A cette réceptivité, il convient d'ajouter des bandes de terrain non bâties sur un linéaire plus ou moins important ou encore une enveloppe de terrains homogène au cœur du village. Ils sont représentés en qualité « d'îlots fonciers » sur le plan ci-avant.

Une distinction doit être faite entre :

- les îlots fonciers équipés entièrement en façade et dont le réseau pourra supporter de nouvelles constructions. Ils se situent le long de la rue de Compiègne.

- les îlots fonciers non entièrement équipés en façade ou situés à proximité d'un réseau qui ne pourrait supporter un développement urbain en l'état. Il apparaît néanmoins qu'au regard de leur situation et du caractère bâti environnant que leur urbanisation profiterait à conforter la forme urbaine générale du village et à la densification urbaine à l'intérieur du périmètre actuellement urbanisé. L'urbanisation future de ces îlots respecterait l'équilibre de l'agglomération en évitant « l'étalement » du village en dehors de ses limites actuelles.

Les potentialités constructibles repérées dans les secteurs équipés peuvent apparaître importantes sur la seule logique des réseaux, cependant cette potentialité doit également être évaluée en fonction des facteurs qui peuvent être sources de rétention foncière à court, moyen ou long terme. De plus, la volonté des propriétaires de construire ou de vendre leur(s) terrain(s) reste un facteur déterminant dans la mise à disposition et l'usage à bâtir des parcelles. Malgré le fait que la commune dispose d'outils incitatifs (taxes...) pour encourager à la mise sur le marché des terrains, il n'en demeure pas moins que dans la majorité des cas l'urbanisation du terrain est à l'initiative du propriétaire.

Le schéma page suivante illustre les caractéristiques des terrains nus intégrés à la partie actuellement urbanisée du village.

On voit très clairement la vocation agricole prédominante des îlots répertoriés sur la commune ce qui explique le maintien de longues bandes linéaires non bâties le long des voies de communication. Le parcellaire agricole est en très grande majorité situé en marge de l'espace aggloméré et rattaché à un parcellaire plus vaste qui se prolonge dans la plaine agricole. Au regard de la nudité des terres, en cas d'urbanisation future de ces espaces, elle devra être pensée de manière à ce qu'elle ne vienne pas fragiliser la lisière urbaine ou hypothéquer à très long terme le développement urbain par la fermeture complète de l'enveloppe bâtie sur des linéaires importants.

Des terrains situés le long de la rue de Compiègne sont concernés par un aléa remontée de nappe et des affleurements de l'eau apparaissent occasionnellement sur la parcelle n°218, jusqu'en bordure de la rue (présence d'un fossé à proximité immédiate). Ce risque potentiel peut représenter un frein psychologique à la construction. La présence d'une exploitation agricole qui pratique l'élevage au nord de cette parcelle implique le respect des distances d'éloignement définies soit par le règlement sanitaire départemental (50 m).



Ilots agricoles déclarés en 2010



Source : cartélie / DDT Oise

® : terrain soumis aux remontées de nappe

--- Fossé d'écoulement des eaux superficielles



Exploitation qui pratique l'élevage



Ilot non équipé inséré dans la partie actuellement urbanisée

**Schéma d'analyse de la
réceptivité du tissu urbain**

Le nord-est du village abrite une grande propriété bâtie composée de l'habitation principale, de quelques dépendances et d'un parc arboré. Ce parc est potentiellement accessible à partir de la rue de Compiègne. Toutefois, la création de nouveaux accès serait accidentogène à l'entrée du village (virage). Prévoir une desserte future par la rue du Moulin est par ailleurs peu envisageable s'agissant d'une voie très étroite.

L'extrémité nord de la rue du Bouchoir compte des terrains nus sans usage particulier. Seulement, l'absence de couverture incendie pour le moment et l'emprise peu large de la rue peuvent être un frein à la délivrance de nouveaux permis de construire à court terme.

Le cœur du village compte un îlot « vert » composé de plusieurs parcelles privées utilisées principalement en jardins. Cette partie du village est accessible uniquement par une voie large non carrossable (sente piétonne mais dont l'emprise peut évoluer) qui dessert seulement la partie sud de l'îlot. Cet îlot n'est desservi par aucun réseau.

Les parcelles agricoles visibles le long de la rue de Thourotte et au nord-ouest du village ne peuvent supporter en l'état un développement urbain s'agissant de parcelles non ou insuffisamment équipées.

Au regard de l'ensemble des éléments qui viennent d'être évoqués, il apparaît que 5 terrains nus équipés seront certainement bâtis à court terme. L'usage actuel des autres terrains (terres agricoles) ou les contraintes naturelles qui pèsent sur elles (remontée de nappe) portent le doute sur leur mise à disposition éventuelle. Ces espaces représentent néanmoins une capacité d'accueil non négligeable pouvant atteindre 15 constructions nouvelles. De manière globale sur l'ensemble des terrains répertoriés, on peut estimer que la densification pourra intervenir à hauteur de 60 % soit la création potentielle d'une douzaine de constructions réalisées au sein des terrains nus équipés sur la commune. La viabilisation ou le renforcement des réseaux sur les îlots non équipés situés à l'intérieur du périmètre aggloméré augmenterait nettement la capacité d'accueil du village.

1.2.12 Bâti existant

1.2.12.1 Analyse de la trame bâtie

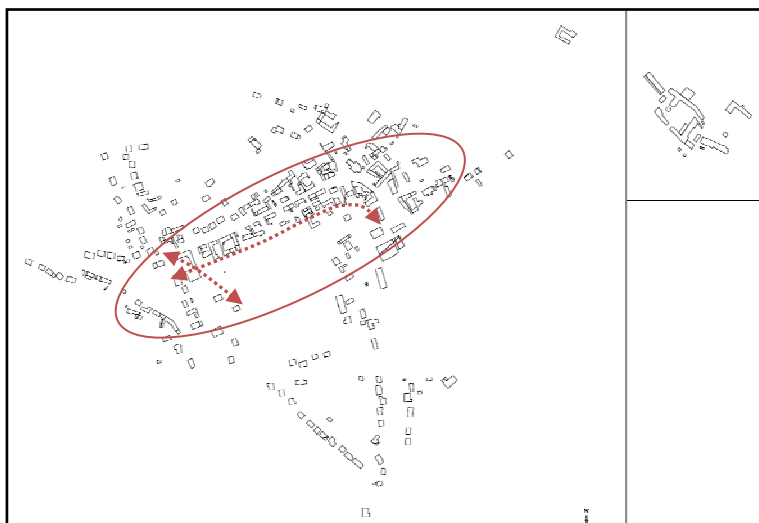
En faisant abstraction des limites parcellaires et des voies de communication, la trame bâtie permet de faire ressortir les différences de densités engendrées par la disposition des constructions dans l'espace. En d'autres termes, la trame bâtie d'une commune est une succession de vides et de pleins qui, par leur agencement, créent des zones de forte ou de faible densité faisant d'ores et déjà apparaître certains secteurs caractéristiques.

L'analyse de la trame bâtie fait apparaître plusieurs secteurs :

- 1- Un secteur dense homogène au nord,
- 2- Plusieurs secteurs qui présentent des densités plus lâches.

Dans le premier secteur, l'organisation du bâti est simple. Elle permet de faire ressortir l'emprise publique en raison de l'alignement des constructions et de leur imbrication qui forment un front bâti continu.

Outre la densité observée, il est important de relever la forme originale de certaines constructions : très souvent allongées, elles s'apparentent à des L (structure des longères) ou des U (structure des anciens corps de ferme). L'architecture "agricole" originelle influence le noyau ancien de la commune.



L'étrange impression que les constructions s'imbriquent les unes avec les autres est à mettre en évidence : à l'échelle du terrain, on recense de façon systématique la présence de plusieurs bâtiments (habitations, dépendances, granges...). Cette configuration est une organisation du bâti héritée du passé.

On note également de manière ponctuelle la présence de constructions aux emprises moins affirmées ; ce qui atténue l'impression de densité au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur du village.



Le plan de la trame bâtie met en évidence une densité plus marquée au niveau de la rue Principale du village qui se détache du reste de l'espace bâti.

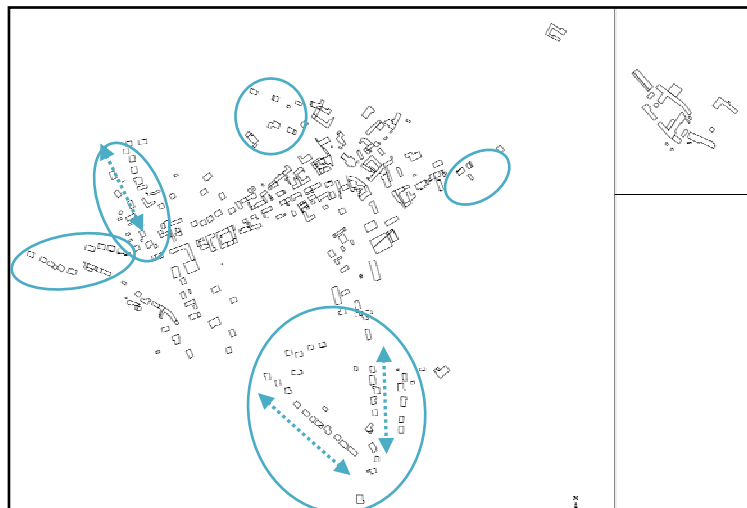


Dans cette partie du village, certains bâtiments présentent des formes plus régulières s'apparentant à des rectangles, ainsi que des emprises au sol plus importantes.

Sur cette portion, le sentiment de densité bâtie est plus important. L'impression d'étroitesse des voies est accentuée par une implantation à l'alignement du bâti. Les usagers de la voie sont véritablement encadrés par les constructions.



Dans les autres secteurs (plus ou moins détachés du noyau ancien), la trame bâtie s'appréhende différemment : elle est nettement plus lâche. Les constructions sont le plus souvent indépendantes les unes des autres et disposées selon un canevas plus régulier (succession de vides et de pleins). On observe des constructions ayant des emprises au sol plus régulières, généralement de forme rectangulaire. Malgré cette trame plus lâche, la régularité et l'alignement des constructions permet à plusieurs reprises de deviner l'emprise de la voie publique qui les dessert.



Conclusion : la configuration en « triangle » de Marest-sur-Matz est un caractère fort de l'identité du village. Un autre caractère identitaire apparaît : la mixité entre le bâti ancien et le bâti récent. Aujourd'hui, la question du développement du village ne peut être posée sans une réflexion sur cette identité et sa préservation.

1.2.12.2 Typologie du bâti

- *Le bâti ancien à l'alignement et en retrait*

Le bâti ancien n'est pas prédominant sur le territoire de Marest-sur-Matz. Il est essentiellement présent le long de la rue Principale et la rue de la Place. L'organisation générale du bâti sous la forme caractéristique du corps de ferme (disposition du bâti autour d'une cour centrale) révèle le caractère rural originel du village.

D'une façon générale, le noyau ancien se caractérise par un bâti implanté à l'alignement de la voie soit par la façade, soit par le pignon. Le bâti ancien édifié avec un retrait par rapport à la rue reste plus discret. Dans ce dernier cas, la continuité visuelle est souvent assurée par l'existence de murs de clôture dont la valeur esthétique et patrimoniale de certains est importante. Le caractère de fronts bâtis est ainsi préservé sur l'ensemble du noyau ancien. Il résulte de ces alignements bâtis des ambiances urbaines qui peuvent s'avérer différentes en fonction de leur rapport à l'espace public en général et à la voirie en particulier.



Rue Principale



Rue de la Place



Si la rue Principale, dans son ensemble, offre une ambiance urbaine plutôt feutrée et resserrée en raison de l'alignement des constructions, la présence de perspectives ouvertes, la largeur des trottoirs et les pavillons construits au sein de ce noyau ancien dégagent une toute autre impression. En effet, les pavillons au sein du noyau ancien du village viennent contraster avec la continuité minérale du bâti ancien, et apportent une impression d'espace.



Rue Principale

Concernant les volumétries, le bâti ancien à l'alignement se traduit souvent par des constructions basses de type R + Combles. Le bâti ancien en retrait est sensiblement identique puisque l'on observe des constructions de type R + Combles aménagés ou aménageables de type longère. On trouve cependant sur la commune plusieurs exemples de bâti ancien en retrait ou à l'alignement qui présentent des constructions élevées sur plusieurs niveaux (type R+1+Combles).



Bâti ancien en retrait : Maison de maître

Matériaux

Le bâti ancien de Marest-sur-Matz témoigne de sa localisation dans le Noyonnais. De fait, on retrouve les matériaux traditionnels tels que la brique et la pierre. La brique rouge en terre cuite est très souvent utilisée pour le bâti ancien implanté à l'alignement mais aussi pour marquer le soubassement de la construction.

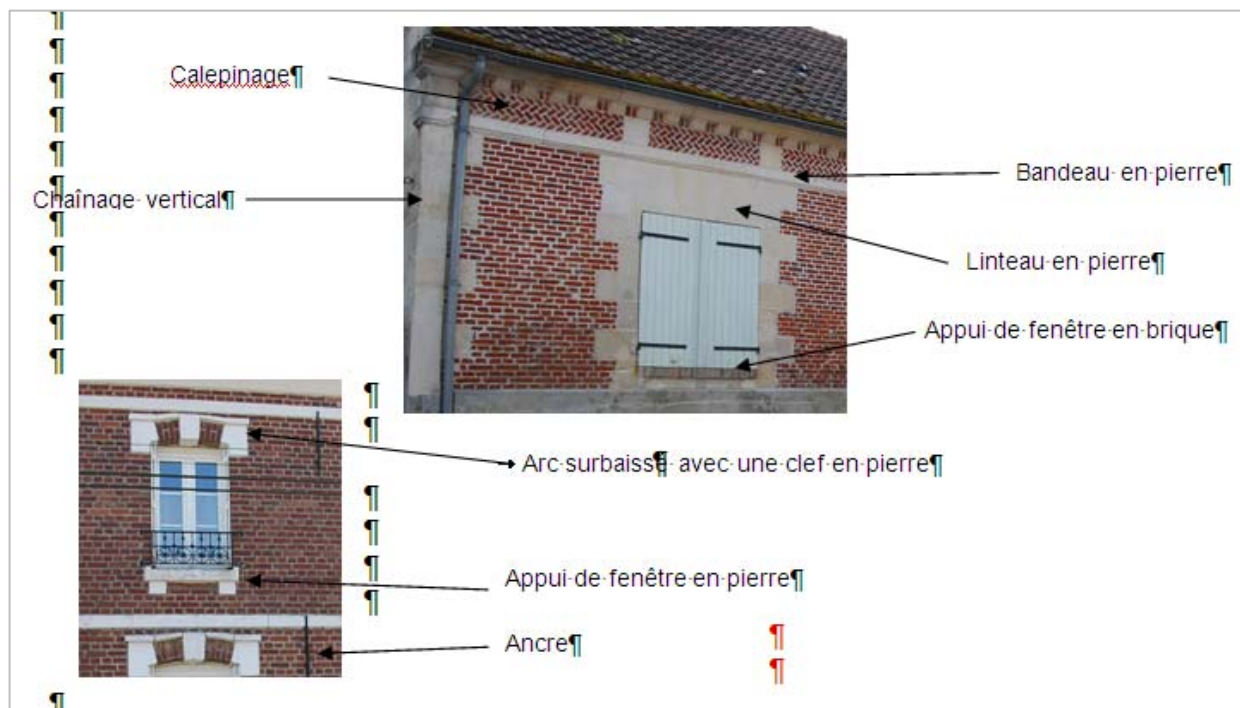


Ancienne dépendance aménagée



Longère

La brique est généralement mise en scène avec la pierre calcaire, style architectural qui met en valeur la richesse et l'originalité de certaines constructions. On trouve plusieurs éléments architecturaux sur les façades du bâti ancien : bandeau, linteaux en pierre, chaînages des fenêtres en arc surbaissé avec clef en pierre en sont quelques exemples.



D'une façon générale, il semble important de mettre en évidence une certaine richesse du patrimoine bâti ancien.

Couvertures

L'hétérogénéité du bâti ancien se retrouve dans l'analyse des matériaux de couverture : les toitures des constructions anciennes se partagent entre l'ardoise, la petite tuile plate et la tuile mécanique. On relève également la présence d'autres matériaux tels que la tôle ondulée sur les dépendances, ou encore le panneau photovoltaïque. Il existe des pignons découverts sur de nombreuses constructions (caractéristique architecturale locale) ; ils jouent un rôle de coupe-feu.



Ouvertures

Les ouvertures en façades sont traditionnellement plus hautes que larges ; on compte généralement 3 carreaux par vantail. D'une façon générale, les fenêtres sont accompagnées d'un linteau ou d'un appui en brique ou en pierre. On observe la disparition des croisillons sur certaines ouvertures.

Ce bâti se caractérise aussi par la symétrie des ouvertures (équilibre général de la façade) : très souvent les fenêtres et les autres percements sont axés les uns par rapport aux autres.



Les ouvertures en toiture sont plus rares. On recense des tabatières, des lucarnes à deux pentes (dites jacobines), des lucarnes pendantes (dites meunières), des lucarnes à trois pentes (dites capucines). Parfois, le bâti ancien a fait l'objet d'aménagements de combles, donnant lieu à la mise en place de châssis de toit basculants ou de lucarnes rampantes.

On note sur le territoire de Marest-sur-Matz, la présence de lucarnes-frontons qui agrémentent souvent les toitures des maisons de maître (exemple le château de Vaugenlieu).



Le bâti ancien, outre le matériau noble qu'il utilise, se distingue par ses clôtures. Quand la construction est édifiée en retrait de l'alignement, les murs de clôture ou les annexes (type granges) prennent alors le relais pour la continuité bâtie. La qualité de certaines portes charretières véhicule l'empreinte agricole de la commune se retrouvant ainsi dans ces éléments du patrimoine architectural. Les portails du bâti ancien sont régulièrement hauts, en bois ou en métal. On note que sur la commune, les couleurs des portails du bâti ancien sont en accord avec ce que l'on trouve dans le Noyonnais (couleurs bois, rouge ou bleu soutenus).



- *Bâti pavillonnaire*

Les pavillons sont venus combler les vides du tissu ancien, ils se sont également installés dans le prolongement du tissu existant (rue Principale, rue de la Soucourelle, rue de Compiègne, rue du Bouchoir) contribuant à ainsi densifier ou étendre l'espace aggloméré.

La volumétrie du bâti pavillonnaire est simple, de type R + C. De forme rectangulaire, les constructions sont généralement implantées au centre de leur parcelle (vaste parcellaire), en retrait de plusieurs mètres de l'alignement et des limites séparatives.



Cette implantation engendre un tissu urbain plus lâche et accentue de ce fait l'impression de diffusion des volumes dans l'espace. Le bâti pavillonnaire se dévoile donc par son terrain. De la rue, les clôtures se voient avant la construction.



Ces constructions présentent presque systématiquement un aspect contemporain : les matériaux traditionnels disparaissent au profit d'enduits lisses aux tonalités plus claires. Les toitures sont le plus souvent composées de tuiles plates ou de tuiles mécaniques de teintes allant du brun à l'orangé ; on trouve également des tuiles couleur ardoise.

Différents types de lucarnes caractérisent les toitures des constructions. La diversité des ouvertures en toitures participe à la multiplicité des types de constructions existantes. On trouve des lucarnes à deux pentes (dites jacobines), des lucarnes à trois pentes (dites capucines), des lucarnes pendantes, des outeaux (petites ouvertures triangulaires), des châssis de toit basculants, ou encore des lucarnes rampantes.



Les ouvertures en façade sont plus diversifiées que celles que l'on trouve sur le bâti ancien ; on note par exemple l'apparition des portes-fenêtres.



Les clôtures sur rue jouent quant à elles un rôle fondamental dans la mesure où elles contribuent à l'aspect donné à la rue et constituent par conséquent une composante du

paysage urbanisé. Les clôtures et portails individuels sont diversifiés (variété de matériaux, de teintes, de hauteur). On y trouve les matériaux bois, PVC, fer, aluminium...



- *Le bâti à usage d'activité agricole*

A l'échelle du village, on repère difficilement le bâti à usage d'activité agricole ; les bâtiments situés à l'intérieur de l'espace aggloméré restent très discrets. Ce bâti est composé de hangars à la volumétrie importante et d'anciennes dépendances/annexes en briques disposées autour d'une cour carrée centrale.



- *Les équipements publics*

Marest-sur-Matz dispose de plusieurs équipements : une mairie, une église, des arrêts de bus, une salle polyvalente, une aire de jeu. La mairie est installée dans un bâti ancien dont l'aspect est identitaire du Noyonnais, elle constitue un exemple pour les habitants. La salle polyvalente, plus récente, présente un aspect architectural plus contemporain (larges ouvertures, enduits clairs, châssis de toit basculants).



1.2.13 Trame végétale intra-urbaine

Au même titre que les éléments bâtis, les éléments naturels structurent la commune et modèlent le paysage. Constituants principaux de l'environnement immédiat, ils déterminent pour une large part la qualité du cadre de vie des habitants. C'est à partir d'une photographie aérienne que la trame verte a été appréhendée.

La trame verte est plus ou moins prégnante en fonction des espaces bâtis. A l'intérieur des noyaux urbains, la trame verte apparaît avec des nuances suivant les secteurs dans lesquels elle peut prendre différentes formes.

Sur les parcelles privatives, la trame végétale est représentée par du gazon entretenu accompagné de plantations d'arbustes et/ou de haies. Il est rappelé que la nature des végétaux utilisés (essences locales de préférence) est importante pour une bonne gestion de ces derniers.

Dans les sections bâties concernées par l'alignement des constructions en limite de la voie, la trame verte se retrouve principalement en fonds de parcelles. Le front bâti dense qui s'étend de part et d'autre de la rue empêche toute visibilité au-delà. C'est l'élément minéral qui domine largement.

Au contraire, dans les sections bâties de type pavillonnaire, l'impression que renvoie la trame verte est très différente. On retrouve une répartition plus homogène de la végétation, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière des parcelles.

La trame verte ne s'apprécie pas uniquement par le biais des espaces privatifs mais aussi au travers de la qualité des espaces publics qui participent au cadre de vie. A ce titre, il est souligné la particularité de Marest-sur-Matz qui compte de nombreux espaces publics et sentes piétonnes. De plus, Marest-sur-Matz dispose d'un espace central au caractère végétal affirmé par la présence d'îlots enherbés et d'une aire de jeux.

Pour terminer, la trame verte est également alimentée par la présence du Matz sur la lisière nord. La vallée boisée qui encadre le Matz vient appuyer les éléments privatifs qui constituent la trame verte.



1.2.14 Dynamique du territoire

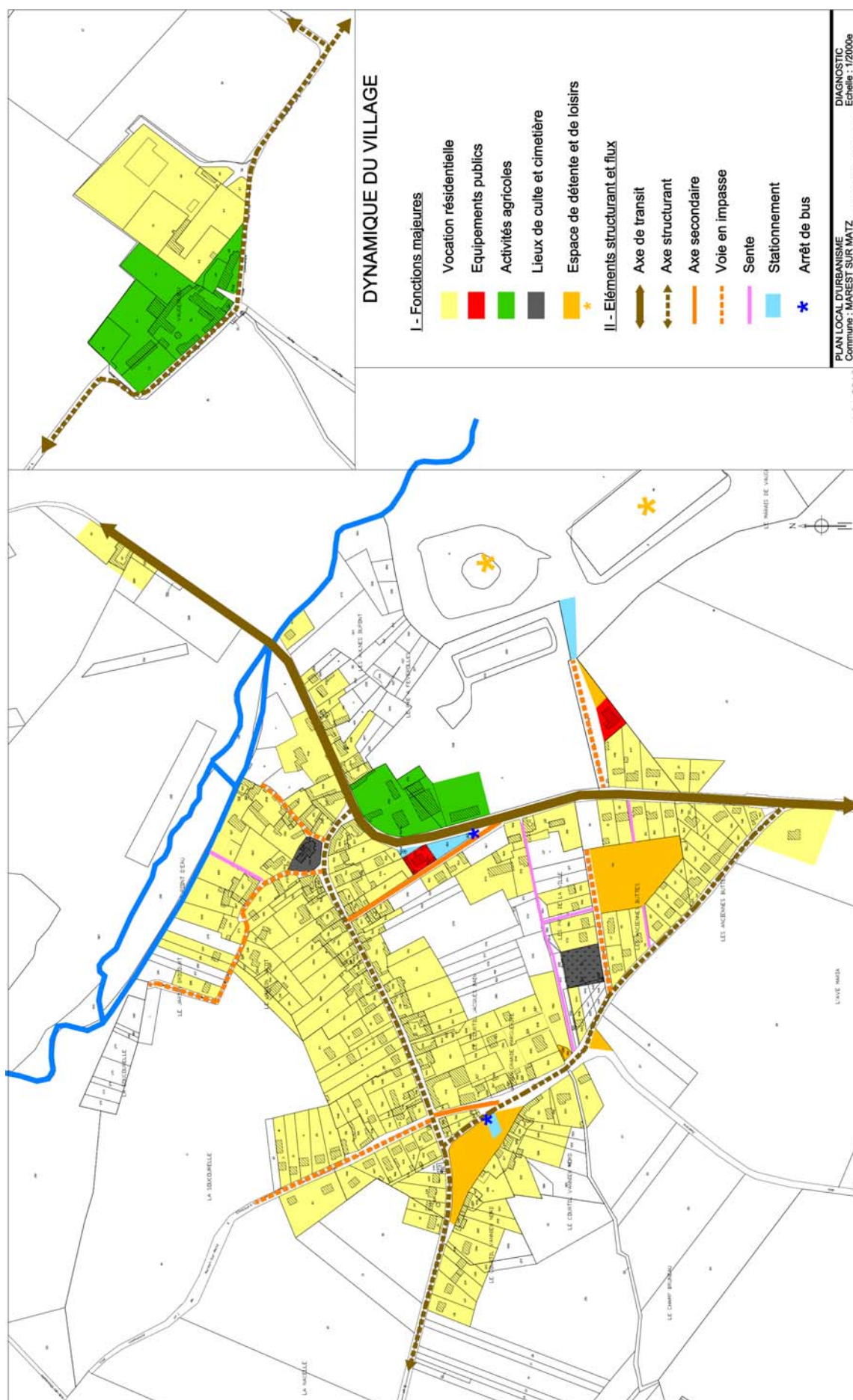
Le village n'est pas un espace figé composé uniquement d'espaces bâtis et d'espaces verts. Il est également un lieu de vie et d'échanges, composé de pôles d'attraction, et parcouru de flux.

Les fonctions majeures de chaque type d'espace, ainsi que les principaux éléments structurants, ont été mis en évidence sur la carte de la dynamique urbaine.

La dynamique urbaine s'appréhende également par le degré d'équipement de la commune.

A l'échelle du village, on note une concentration spatiale des principaux équipements publics : la mairie, l'église, la place publique, l'école, l'arrêt de car s'inscrivent dans un périmètre restreint, au nord-ouest de l'espace aggloméré. Pour autant, le reste du village n'est pas dénué d'espaces de vie : deuxième arrêt de car, place publique, aire de jeu, cimetière, salle polyvalente par leur répartition spatiale régulière viennent atténuer l'impression de centralité unique.

Le stationnement est matérialisé par plusieurs espaces aménagés : à proximité des arrêts de car, de la mairie et de la salle polyvalente.



La dynamique urbaine entraîne nécessairement des flux de circulation qui permettent de regagner les pôles majeurs de la commune, ainsi que les communes voisines. La route de Compiègne joue un rôle important dans les flux communaux puisqu'elle en absorbe la quasi-totalité, une partie des flux de circulation étant sur la rue de Thourotte et la rue Principale.

Un maillage développé de sentes piétonnes permet aux personnes vivant à l'ouest du village de rejoindre les différents quartiers ou encore les différents équipements publics (plutôt implantés à l'est) sans avoir à border des voies routières circulées. Il s'agit de voies raccourcis qui limitent le temps des trajets pour les piétons/cycles.

Deux lignes de bus desservent la commune et permettent de regagner Compiègne, Lassigny ou encore Noyon.

Il s'agit des lignes interurbaines du Conseil Général n°51 « Compiègne-Lassigny » et 51b « Noyon-Vandélicourt ».

S'agissant de la ligne n°51, les passages sont fréquents sur la commune et les temps de trajets sont constants. On recense 3 passages le matin à 6h53, 8h23 et 9h23 et 2 arrêts le midi à 13h59 et 14h18 pour atteindre la gare SNCF de Compiègne en 35 mn environ. Le bus vient de Lassigny en environ 25 mn.

Dans le sens inverse, les cars proviennent de la Gare de Compiègne en 35 mn et depuis Marest-sur-Matz, mettent 25 mn pour rejoindre Lassigny. Les arrêts sur la commune sont recensés à 12h46, 13h31, 13h56, 18h01 et 18h51. Les passages de 11h31, 16h02 et 16h50 desservent uniquement jusqu'à Elincourt Ste Marguerite (terminus).

Cette ligne de bus dessert les communes suivantes : Compiègne, Machemont, Mélicocq, Chevincourt, Marest-sur-Matz, Elincourt Ste Marguerite, Mareuil le Motte, Gury, Plessis de Roye et Lassigny.

S'agissant de la ligne n°51b, elle dessert les communes de Noyon, Ribécourt-Dreslincourt, Machemont, Mélicocq, Chevincourt, Marest-sur-Matz, Elincourt-Ste-Marguerite, Margny-sur-Matz, Marquéglise, Anteuil-Portes, Vignemont et Vandélicourt.

Encore une fois, la desserte est fréquente sur la commune. On comptabilise 4 arrêts le matin (7h13, 8h15, 8h23 et 9h23) et 2 arrêts le midi (13h23 et 14h38) en direction de la gare de Noyon. Le trajet se déroule en 30 mn environ.

Les temps de trajets pour les retours sont similaires avec un arrêt à Marest-sur-Matz à 12h47, 13h57, 16h47, 18h02 et 18h57. Ensuite, le bus se rend à Vandélicourt en environ 15 mn.

Dans la majorité des cas, les trajets scolaires et non scolaires sont combinés sur ces trajets.

De plus, les habitants de la Communauté de communes des Deux Vallées bénéficient d'un service de transport à la demande depuis le 5 janvier 2009. Depuis le 1^{er} janvier 2012, le service est assuré par un nouveau prestataire : Noyon Cars.

Ce service a pour objectif de faciliter la mobilité des habitants vers les services de santé, les commerces et les administrations. Il dessert les centres-bourgs du territoire et les villes de Compiègne, Noyon et Ollencourt.

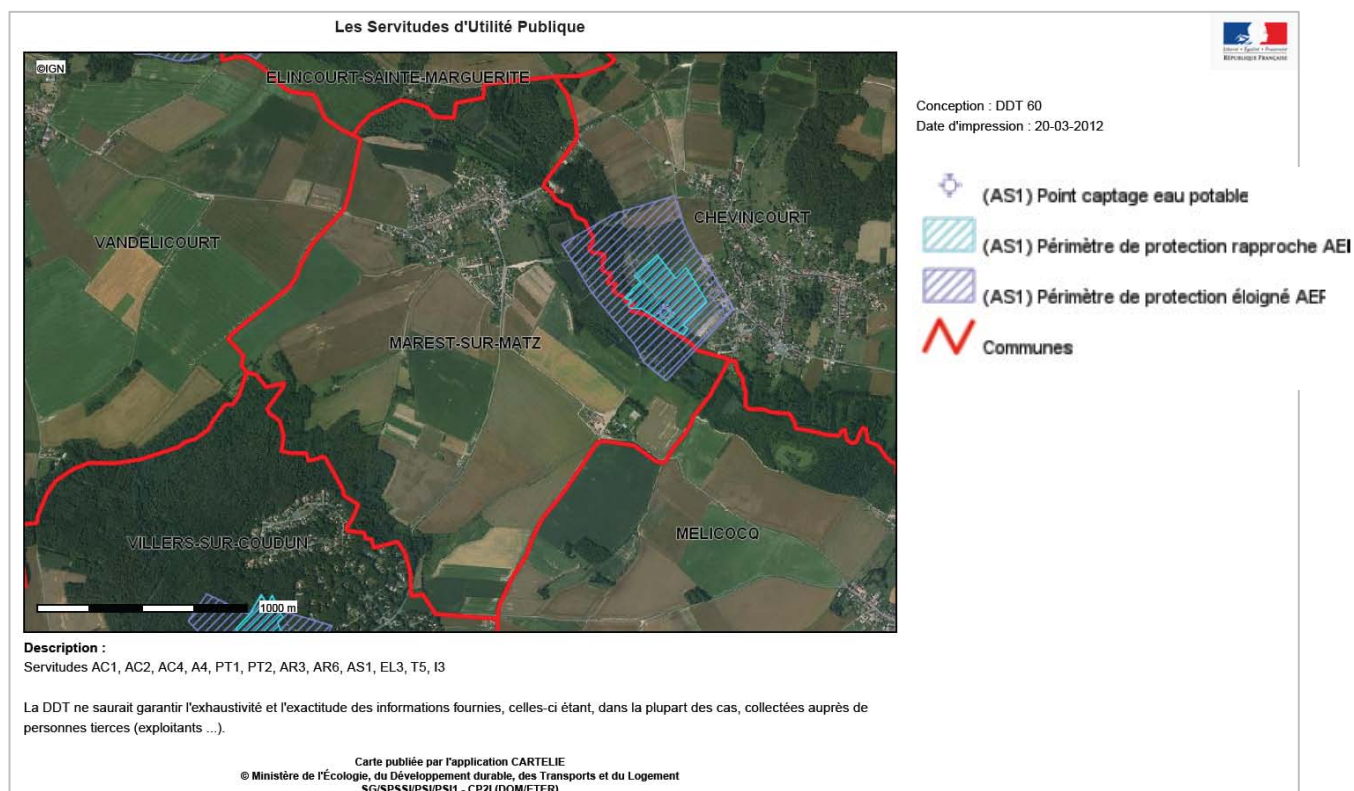
Du lundi au samedi entre 9h00 et 18h00, les usagers peuvent être déposés à des points d'arrêt sur les communes de : Longueil - Annel, Ribécourt - Dreslincourt, Thourotte, Compiègne (Gare, Hôpital, polyclinique Saint - Côme, place de l'ancien hôpital), Noyon (Gare, hôpital) et Ollencourt (centre de réadaptation cardiaque Léopold Bellan)

Du lundi au vendredi de 5h30 à 9h00 puis de 17h00 à 20h00, les usagers peuvent être déposés à la gare de Thourotte ou de Ribécourt - Dreslincourt.

Pour bénéficier du service, il est nécessaire de réserver les déplacements auprès de Oise Mobilité.

1.2.15 Servitudes d'utilité publique

Le territoire communal est concerné par une servitude d'utilité publique. Il s'agit du périmètre de protection éloigné du captage d'eau localisé sur la commune voisine de Chevincourt. Ce dernier couvre une partie de la vallée à l'est du territoire communal. Les étangs aménagés pour la pêche à l'est du village sont également concernés par ce périmètre.



1.2.16 Informations jugées utiles

Des informations complémentaires, utiles à l'élaboration du PLU, méritent d'être signalées.

Il faut considérer qu'aucune infrastructure routière sur la commune n'est classée au titre du bruit (nuisances acoustiques) par l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 1999.

En outre, aucune voie classée à grande circulation qui pourrait entraîner l'application de l'article L 111-1-4 code de l'urbanisme (Amendement Dupont) ne traverse le territoire

La présence d'une exploitation agricole qui pratique l'élevage au nord du village implique le respect des distances d'éloignement définies soit par le Règlement Sanitaire Départemental (50 m), soit par le régime des installations classées (100 m).

1.3 Bilan du diagnostic

L'ensemble des points présentés au cours du diagnostic, première phase de l'élaboration du PLU, font ici l'objet d'un bilan, avant que soient abordées les réflexions qui conduiront à la définition d'un projet communal. Le bilan proposé met en évidence les principales occupations du sol qui caractérisent la commune et rappelle les éléments constitutifs de la dynamique du territoire communal.

1.3.1 Le contexte territorial

Sur le plan du contexte territorial, Marest-sur-Matz présente un visage de commune rurale aux profils résidentiel et agricole. Elle accueille environ 400 habitants (population municipale de 2008). Il existe quelques artisans mais pas de commerce de proximité à l'exception de certains commerces ambulants. La commune compte une école et accueille la cantine du regroupement. Un projet de création d'un regroupement scolaire concentré est à l'étude sur une commune voisine.

Sur le plan administratif, le territoire appartient au canton de Ribécourt-Dreslincourt et l'arrondissement de Compiègne. Marest-sur-Matz s'inscrit dans une dynamique intercommunale active par son adhésion à la Communauté de communes des Deux Vallées. Le territoire appartient également à l'aire du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) des Deux Vallées et du Programme Local de l'Habitat, documents supra-communaux approuvés. Le PLU devra être compatible avec leurs orientations et notamment leurs objectifs de développement urbain et de densité.

Sur le plan du bassin de vie, Marest-sur-Matz est sous l'influence de l'agglomération Compiégnoise. Une certaine mobilité est impérative pour habiter à Marest-sur-Matz considérant la nature des services et équipements. Un service de transport à la demande a été mis en place par la Communauté de communes. Deux lignes de bus desservent la commune et permettent de regagner Compiègne, Lassigny ou encore Noyon.

1.3.2 Vocation des espaces naturels

Le territoire communal se situe à l'est du département de l'Oise, à cheval sur les régions naturelles du Plateau-Picard (plateau cultivé entrecoupé par des vallées et vallons secs) et du Noyonnais (paysages diversifiés de monts boisés, pâtures et cultures). La transition entre ces deux régions naturelles s'effectue par la vallée du Matz au sein de laquelle s'écoule la rivière du Matz.

Le paysage communal résulte de l'association des éléments issus de la géographie territoriale et de la nature du sol. Ainsi, le territoire communal est commandé par une dynamique butte/plateau/vallée.

La partie ouest du territoire est dominée par une butte sableuse boisée qui apporte une véritable diversité paysagère dans l'ambiance générale de plateau cultivé. Outre ses boisements denses et son réseau d'alignements d'arbres, la butte est occupée en partie par des herbages qui tendent à disparaître. Cette caractéristique paysagère est directement liée à l'économie agricole locale (élevage). Depuis, ce haut relief, il est possible d'observer toute la vallée et les monts boisés du Noyonnais.

L'entité intermédiaire de plateau/versant couvre toute la partie centrale du territoire selon une orientation nord-ouest/sud-est. Le plateau, influencé par la butte, présente une inclinaison générale sud-ouest / nord-est et se fond avec le versant de la vallée. Ici, le paysage est largement consacré aux cultures. La nudité des terres permet de libérer des perspectives visuelles lointaines sur les autres territoires (nord-ouest et sud-est) selon un couloir délimité à l'ouest par la butte et à l'est par le fond de vallée boisé.

Il est rappelé que ce paysage ouvert vient mourir au contact de l'espace aggloméré en bordure duquel l'absence de couverture végétale produit une transition assez brutale (impact paysager fort du village dans sa partie ouest et sud).

Enfin, l'est du territoire est symbolisé par le fond de la vallée humide. Le caractère hydromorphe du sol (marais) est propice au développement d'essences végétales spécifiques dont certaines servent à l'exploitation forestière. Le fond de vallée s'inscrit dans un mince couloir et est traversé par la rivière du Matz. A l'est du village, il est également possible d'observer l'aménagement sommaire des étangs en lien avec la pratique de la pêche et des cultures maraîchères. L'existence de nombreux plans d'eaux résulte notamment de l'exploitation de la ressource naturelle du sous-sol par l'homme (anciennes gravières, sablières). Ce phénomène anthropique peut perturber l'écoulement naturel de la rivière et modifier profondément la composition floristique et faunistique du milieu.

ooo

A Marest-sur-Matz, la topographie communale est un élément important à considérer dans les études du PLU : elle peut apparaître telle une contrainte dans la planification du territoire, et plus précisément en cas d'extension de l'urbanisation. Sans oublier que le relief participe à la dynamique hydraulique : plusieurs talwegs (sorte de gouttières naturelles) traversent le territoire des points hauts (butte) vers les points bas (vallée). De ce fait, certains talwegs concernent les parties urbanisées. La gestion du ruissellement est assurée par un réseau de fossés et un ru intermittent qui drainent les eaux en amont du village. A noter que le ru intermittent présent au nord-ouest du village traverse le cœur de ce dernier et guide les eaux jusqu'au fond de la vallée.

A plus grande échelle, le bois qui surmonte la butte est un élément régulateur dans la gestion des eaux de ruissellement à l'échelle du territoire.

Le rôle des boisements, petits ou grands ne s'arrête pas là. Dans une dynamique topographique mouvementée, les boisements stabilisent les sols et diminuent la survenue de risques naturels liés aux aléas mouvements de terrains et coulées de boue. Ces aléas sont en effet sensibles dans la partie ouest du territoire.

La partie est du territoire n'est pas épargnée par les phénomènes naturels. En effet, la nature humide du milieu et la présence d'alluvions modernes sont des indicateurs forts du caractère inondable du fond de vallée (débordement possible de la rivière du Matz) qui est également soumis à un aléa fort de remontée de la nappe phréatique.

La localisation du village, au cœur de ces multiples phénomènes naturels, nécessite d'évaluer les incidences directes qui pourrait résulter de son développement urbain périphérique, en particulier dans sa partie sud soumise à des phénomènes de coulées de boue en lien avec la nudité des terres agricoles voisines.

Marest-sur-Matz est concernée par des reconnaissances environnementales toutes regroupées au sein de vallée humide à l'est du territoire. Il s'agit tout d'abord de la délimitation d'une « zone à dominante humide » considérée comme le berceau potentiel de milieux spécifiques liés aux zones de marais.

Une partie est du territoire est également couvert par le périmètre éloigné du point de captage d'eau potable de Chevincourt. Les captages sont sensibles à toute forme de pollution et l'Agence Régionale de la Santé préconise vivement d'interdire toute construction au sein des périmètres de protection (rapproché et éloigné).

1.3.3 Espaces urbanisés

Les espaces agglomérés de Marest-sur-Matz sont composés du village, d'une partie du hameau de la Grenouille localisé en limite nord-est du territoire (à cheval sur Chevincourt) et l'écart bâti de la ferme de Vaugenlieu implanté au sud-est de la commune.

Le village de Marest-sur-Matz prend la forme générale d'un triangle. Cette forme résulte de l'organisation originelle de la trame viaire. Le village ancien s'est développé selon une structure en village-rue le long des rues Principale, de Compiègne et de la Place. L'urbanisation s'est ensuite développée vers le sud, le long de la rue de Compiègne. La forme en triangle a enfin été complétée à l'issue de l'urbanisation de la pointe sud du village suite à la réalisation d'une opération d'ensemble. L'aménagement de ce quartier a donné lieu à l'étoffement de la trame viaire par la création de liaisons piétonnes transversales entre les rues de Compiègne et de Thourotte.

Concernant l'intégration paysagère du village, ses parties nord et est profitent de l'adossement de la structure urbaine aux abords du fond de la vallée boisée. Ce n'est pas le cas de ses lisières ouest et sud qui sont au contact direct des terres agricoles. Les constructions pavillonnaires aux enduits clairs attirent le regard.

D'une manière générale, les entrées de ville sont très peu identifiées, seul le panneau d'entrée rappelle la limitation de vitesse ce qui peut sembler insuffisant en situation de voirie linéaire ou d'ambiance naturelle affirmée. La rue de Compiègne, à large emprise, renvoie une impression de boulevard (constructions visibles en second plan) ce qui atténue de fait la prise de conscience de l'automobiliste.

Le bâti ancien, regroupé au nord du village, présente de nombreuses références à l'architecture traditionnelle ; l'existence d'un front bâti continu séquentiel le long de la rue Principale et en rive gauche de la rue de la Place conforte l'ambiance originelle. Cependant,

les multiples rénovations sont venues banaliser une grande part du bâti ancien à l'échelle du village.

Les équipements publics se limitent à la mairie, l'église et l'école. L'église s'inscrit à l'extrême est de la rue Principale ce qui tend à la mettre en valeur (perspective cadrée par le front bâti). La volumétrie, l'architecture et l'implantation de la mairie se distingue du reste du bâti (bâti en retrait élevé sur un étage).

Il existe une place publique à proximité immédiate de la mairie qui ne fait l'objet d'aucun aménagement en particulier. Une autre place publique enherbée structure la partie nord-ouest du village. Sa partie est accueille un espace de loisirs constitué d'une salle multifonction qui accueille notamment la cantine du regroupement scolaire et d'une aire de pêche. Enfin, la pointe sud de l'espace aggloméré est occupée par une aire récréative. Il convient de reconnaître que la place donnée aux espaces publics est importante au sein du village bien que certains lieux mériteraient d'être davantage qualifiés.

Dans la continuité de la structure originelle, le développement urbain « récent » est venu étirer la structure urbaine. Le développement communal s'est opéré le long de la rue de Compiègne et autour de la place de la mairie selon une logique de réseaux « au coup par coup », comme dans la plupart des communes rurales régies par le R.N.U. Ce type d'urbanisation présente l'inconvénient d'écarter toute réflexion globale sur l'image urbaine attendue à moyen ou long terme. Le développement s'effectue sans logique spatiale particulière (pas de maillage, pas d'espace public aménagé ou d'espace vert, pas d'identité commune avec le bâti originel...) et peut engendrer des problèmes de gestion et des investissements importants pour la commune en termes de réseaux.

Cependant, Marest-sur-Matz se démarque puisque la forme urbaine est complétée au sud par une opération d'aménagement réfléchie et articulée avec les voies adjacentes (rue de Thourotte et de Compiègne). Ainsi, cette urbanisation a permis à la commune de bénéficier d'un espace récréatif accessible à partir de plusieurs sentes piétonnes.

Le village de Marest-sur-Matz affiche une fonction résidentielle avérée mais pas seulement. Il est signalé la présence de **deux exploitations agricoles** encore en activités. La première est une petite exploitation d'élevage (une dizaine de vaches) implantées en face de la Mairie. La deuxième exploitation est hébergée au sein du hameau de Vaugenlieu. Les exploitants pratiquent la polyculture. D'autres activités peu visibles dans le tissu bâti (activités familiales) assurent des services à la population (peintres, électriciens...)

En matière de **forme urbaine du village**, plusieurs constats peuvent être faits : l'organisation du bâti donne lieu à une enveloppe agglomérée régulière prenant appui sur les voies de communication principales. Cette enveloppe bâtie comprend des linéaires de parcelles agricoles cultivées mais non ou insuffisamment équipés pour être considérées comme immédiatement constructibles. Seulement leur situation parfois très avantageuse invite à les considérer comme des terrains utilement exploitables, à moyen terme, pour assurer le développement urbain du village. S'ajoute l'apparition d'un îlot « naturel » intra-urbain composé de parcelles privatives « jardinées » entre la rue de Thourotte et la rue Maillard accessible à partir d'une voie large aménagée en sente piétonne. Cet îlot n'est desservi par aucun réseau, qui du reste ne se trouve pas à proximité immédiate.

Le tissu urbain équipé dégage un nombre important de terrains nus susceptibles d'être bâtis à l'échéance du PLU (une vingtaine). Pourtant, leur vocation actuelle à dominante agricole laisse présager d'une certaine stabilité quant à leur usage agricole. En outre, le périmètre de réciprocité émanant du bâtiment d'élevage implanté au nord du village et le caractère humide d'une bande de terrains située dans la rue de Compiègne sont sources de rétention foncière. Par conséquent, c'est environ une douzaine de constructions qui sont

théoriquement et raisonnablement susceptibles d'être réalisées dans ces secteurs du village à l'échéance du PLU (15 ans).

1.3.4 Réseaux

Le bilan des réseaux, réalisé dans le cadre du diagnostic territorial, a permis de dresser un bilan globalement satisfaisant de la desserte des parties équipées par le réseau d'eau potable et d'électricité. Il est important de rappeler que le transformateur électrique situé au nord du village qui dessert les constructions situées rue de la Place ainsi que celles édifiées en direction de Vandécourt est à saturation et n'est plus en capacité d'alimenter de nouvelles constructions.

La rue de Thourotte n'est desservie par le réseau électrique que dans sa partie nord. Selon le syndicat, une extension du réseau dans cette partie du village ne poserait techniquement aucun problème.

Il est rappelé qu'en matière de défense-incendie, des insuffisances sont relevées au nord de Marest, au hameau de la Grenouille et à la ferme de Vaugenlieu. Des réflexions sont en cours pour régulariser la situation. L'option porterait sur la modification du diamètre de la canalisation d'eau existante (60 mm à 150 mm) s'agissant d'une des plus vieilles canalisations du village.

1.3.5 Démographie

La démographie communale a connu une progression constante depuis 1968 avec une courbe qui aujourd'hui a tendance à perdre de la vitesse. Marest-sur-Matz a bénéficié d'une période de croissance démographique très dynamique entre 1990 et 2000. L'évolution démographique communale est liée au rythme de réalisation de constructions nouvelles. La poursuite du développement dépendra donc de la création de nouveaux logements sur la commune.

La population de Marest-sur-Matz suit un processus de vieillissement même si la part des jeunes sur la commune reste non négligeable. La composition par âge de la population invite à s'interroger sur la nature de l'offre en logements sur la commune (jeunes célibataires, jeunes ménages, personnes âgées...) et sur les services proposés.

1.3.6 Logements

L'examen des données sur le logement démontre qu'il y a une augmentation significative des résidences principales sur la commune. En 2006, la part des logements vacants est faible de même que celle des résidences secondaires. Les possibilités de renouvellements internes sont faibles.

Les résidences principales appartiennent pour la majorité à des propriétaires et ont la particularité d'être de grands logements.

La tendance au renchérissement du foncier peut rendre inaccessible aux jeunes et aux foyers aux revenus modestes tout achat d'un bien immobilier ou la concrétisation d'un projet de construction. Aucune autre alternative n'étant proposée à Marest-sur-Matz (logements intermédiaires), ces personnes ne peuvent s'installer dans la commune.

De la même manière, l'entretien et les coûts d'une construction individuelle (bâti et terrain) pour des personnes âgées ne sont pas toujours gérables. A partir d'un certain âge, elles recherchent une catégorie d'habitat plus petit avec peu ou pas d'entretien d'espaces verts. Elles se voient contraintes de migrer hors de leur commune faute de pouvoir accéder à une offre intermédiaire en logement.

L'idée est de pouvoir proposer une offre intermédiaire pour « fidéliser » les locaux ou attirer une population nouvelle. Il est utile de rappeler que la population doit être mobile pour vivre à Marest-sur-Matz.

De plus, le phénomène de desserrement des ménages amène à s'interroger sur les besoins nouveaux en logements à court ou moyen terme.

En conclusion, on peut affirmer que le défaut d'une offre intermédiaire en logements, adaptée à certaines phases de l'évolution de la vie, incite à la migration et freine la stabilisation de la population sur le territoire. Dans le cas de Marest-sur-Matz, dont la population compte une part importante de jeunes de moins de 19 ans, le risque à terme, est de les voir partir sans compensation autre (déclin démographique possible...).

1.3.7 Economie

La commune de Marest-sur-Matz présente un profil agricole (deux exploitations) mais également un tissu de petites activités artisanales mêlées au caractère résidentiel du village.

Il n'existe pas de commerce mais la commune est desservie par plusieurs commerces ambulants.

En termes d'emplois, la commune est dépendante des pôles attractifs de la région compiégnoise ce qui induit des flux pendulaires.

2 - CHOIX ET JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS RETENUES

2.1 Justifications des orientations retenues dans le PADD

2.1.1 Objectifs de la commune

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme est élaboré dans le respect de trois principes fondamentaux définis à l'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme :

- l'équilibre entre l'urbanisation et la préservation des espaces naturels, en respectant les objectifs du développement durable,
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale,
- la protection de l'environnement et la prévention des risques naturels et technologiques.

C'est dans ce cadre que la Commune a engagé une réflexion, d'une part, sur la définition des espaces consacrés notamment à l'habitat, aux équipements publics et aux activités économiques, et, d'autre part, sur la planification d'un développement communal reposant sur une gestion rationnelle et harmonieuse de l'espace et l'équilibre des réseaux communaux.

A l'issue du diagnostic, et conformément aux dispositions de l'article L. 123-9 du Code de l'Urbanisme, les élus se sont réunis afin de débattre des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Les orientations du PADD de Marest-sur-Matz se déclinent en 4 thèmes :

- ↳ contexte territorial,
- ↳ développement et renouvellement urbains,
- ↳ développement économique
- ↳ paysage et patrimoine naturel,
- ↳ gestion des risques.

L'ensemble de ces thématiques fonde le projet communal de Marest-sur-Matz pour les années à venir.

2.1.2 Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

2.1.2.1 Affirmer l'identité rurale du village de Marest-sur-Matz et adapter le projet communal au contexte territorial

- *Assurer la compatibilité du PLU avec les documents supra-communaux*

La commune de Marest-sur-Matz est membre de la Communauté de Communes des Deux Vallées (C.C.2.V.) qui assure le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale et du Programme Local de l'Habitat approuvés (documents de planification intercommunale).

Ces documents servent de référence à l'échelle de groupements de communes en vue de planifier durablement l'aménagement du territoire sur l'ensemble des collectivités adhérentes.

Le territoire est également inclus dans le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Seine-Normandie qui porte une politique générale en faveur de la pérennisation de la ressource en eau.

Le Plan Local d'Urbanisme de Marest-sur-Matz devra ainsi être compatible avec l'ensemble de ces documents supra-communaux et ceux à venir.

- *Préserver le caractère rural du territoire de Marest-sur-Matz*

Marest-sur-Matz est une petite commune rurale (398 habitants en 2008) localisée à 13 km de la ville de Compiègne (Sous-préfecture d'arrondissement). Caractérisée par son statut principalement résidentiel et agricole, la commune ne dispose pas, sur place, de commerce ou de service de proximité, hormis les structures scolaires qui devraient déménager dans une commune voisine (regroupement pédagogique concentré à l'étude). Une certaine mobilité est impérative pour habiter Marest-sur-Matz. Un service de transports qui distribue les villages voisins et Compiègne est accessible depuis Marest.

Au regard du contexte territorial de Marest et de son statut de commune rurale, le projet de PLU devra veiller à maîtriser le développement démographique et urbain communal.

2.1.2.2 Maîtriser l'évolution de la population et le développement urbain communal

- *Définition d'un rythme d'évolution démographique modéré en lien avec le caractère rural de la commune*

La situation territoriale de Marest-sur-Matz et son niveau limité en services et équipements amènent le Conseil Municipal à opté pour un rythme d'évolution démographique mesuré de l'ordre de + 1% par an, ce qui reviendrait à envisager la construction d'environ 25 logements nouveaux à l'échéance du PLU (15 ans).

- *Opter pour un développement urbain raisonné et respectueux des caractéristiques communales*

La création de nouveaux logements devra être réalisée en priorité, à l'intérieur du périmètre aggloméré actuel. Ce dernier présente peu de capacités de reconversion (changements de destination de bâtiments existants, ...) ou de renouvellement urbain. Toutefois, il comprend quelques dents creuses ainsi que, dans la rue de Thourotte, une façade agricole non équipée qui constitue le pendant de l'urbanisation d'une rive bâtie et dont l'urbanisation semble évidente au regard de la forme urbaine du village.

A l'extrémité nord-ouest du village, le Conseil Municipal souhaite également densifier, à long terme, un petit îlot localisé entre les rues de la place et de la Soucourelle, toujours dans le respect de la forme urbaine.

En revanche, le projet de PLU devra conserver le caractère jardiné actuel des terrains localisés au centre du village. En effet, cet espace constitue un poumon vert participant du cadre de vie général de la commune.

Malgré une capacité d'accueil jugée suffisante pour répondre aux orientations de développement démographique, il convient d'anticiper un phénomène de rétention foncière qui pourrait survenir sur les terrains vierges localisés à l'intérieur du périmètre aggloméré.

C'est pourquoi, le Conseil Municipal n'écarte pas l'hypothèse d'un développement urbain, qui serait soumis à révision du PLU, en périphérie sud-ouest ou sud-est du village (secteurs pertinents en termes de composition et de dynamique urbaine, de prise en compte de l'environnement et des risques naturels...). Cette alternative de développement se justifierait alors par le blocage généralisé des possibilités de développement offertes par les dispositions réglementaires du PLU approuvé.

Aussi, les dispositions du PLU veilleront à réserver les accès à ces îlots périphériques potentiels en vue de ne pas remettre en cause une future greffe urbaine sur le tissu bâti actuel.

Le territoire de Marest-sur-Matz compte une exploitation agricole « isolée » au cœur des terres agricoles, à l'approche du fond de la vallée du Matz. Le PLU veillera au maintien et à la pérennité de cette activité et admettra une éventuelle reconversion du site.

Le territoire de Marest-sur-Matz compte plusieurs écarts bâtis dont il faudra permettre la gestion normale.

Parmi eux figure le hameau de Vaugenlieu qui dispose de bâtiments à caractère patrimonial. Aussi, les dispositions du PLU viseront à ne pas remettre en cause une évolutivité du hameau à vocation touristique, de formation, de séminaire... (reconversion, changement de destination du bâti existant...).

- *Encourager la diversification de l'offre en logements pour satisfaire les besoins du plus grand nombre*

2.1.2.3 Qualité urbaine

- *Harmoniser les règles concernant le bâti sur l'ensemble du village*

La composition urbaine de Marest-sur-Matz fait apparaître un noyau ancien dans lequel on retrouve des caractéristiques propres au bâti ancien (le long de la rue Principale et autour de la place Paul Bailly). Le développement récent de l'urbanisation, soit par comblement des dents creuses, soit en extension urbaine est venu petit à petit modifier les ambiances ressenties résultant de critères d'implantation et d'architecture autres. Le PLU devra tenir compte de ces distinctions visibles à l'échelle du village en y adaptant les règles sans toutefois remettre en cause l'utilisation de matériaux ou de dispositifs constructifs en faveur de la réduction de la consommation énergétique des bâtiments.

- *Aménager et valoriser les espaces publics structurants (place de la Mairie, rue de Compiègne...)*

à l'intérieur du village et requalifier les principales entrées de ville dans un souci de valorisation du cadre de vie général, de l'affirmation du pôle de la Mairie et de la sécurisation des déplacements doux.

- *Assurer l'intégration paysagère des constructions en périphérie du village*

Le village, au contact direct des terres agricoles, génère un impact paysager important. Le PLU devra veiller à assurer l'intégration des futures constructions qui pourraient apparaître en périphérie de ce dernier afin de valoriser les paysages.

2.1.2.4 Soutenir et dynamiser le tissu économique de la commune

- *Encourager le maintien et la pérennité des activités agricoles*

L'activité agricole représente une part significative de l'économie locale. La commune souhaite maintenir et assurer le développement des exploitations présentes sur le territoire communal. En outre, le Plan Local d'Urbanisme devra tenir compte de son potentiel de diversification en lien avec le tourisme rural.

- *Permettre le maintien et l'installation de petites activités adaptées au contexte rural du territoire et compatible avec le caractère résidentiel du village*

La dynamique du village de Marest-sur-Matz est assurée par une mixité des fonctions, notamment alimentée par l'existence de plusieurs petits artisans. Le PLU ne devra pas faire obstacle à leur pérennisation et à l'installation de nouveaux.

Cette volonté ne concerne pas seulement l'artisanat mais également tout autre activité adaptée et compatible à la vie d'un village rural (commerciales, touristiques, services à la personne...).

2.1.2.5 Assurer la préservation de la diversité du patrimoine paysager et naturel de la commune

- *Reconnaître le paysage agricole comme le support d'une économie locale*

Le paysage de grandes cultures domine sur la commune. Il représente plus de la moitié de la superficie du territoire de Marest-sur-Matz. Ce paysage témoigne de la dimension agricole de l'économie locale ; l'activité agricole étant l'acteur principal dans son maintien et sa pérennité.

Le PLU devra reconnaître l'assise agricole du territoire afin de maintenir la continuité des entités cultivées et conserver des ensembles paysagers homogènes.

- *Reconnaître le caractère paysager, écologique et environnemental du fond de la vallée du Matz*

L'est du territoire est marqué par le fond de la vallée humide du Matz aux multiples particularités. Le caractère hydromorphe du sol (marais, cours d'eau) est propice au développement d'une biodiversité spécifique et à l'exploitation forestière (peupleraies...) ou maraîchère. A l'est du village, il est également possible d'observer un réseau d'étangs artificiels (anciennes sablières ou gravières) parfois aménagés de manière sommaire en lien avec la pratique de la pêche. Enfin, une partie de la vallée est couverte par un périmètre de protection éloigné d'un point de captage d'eau potable.

Le projet de PLU devra limiter les droits à construire dans ces secteurs sensibles à toute forme d'urbanisation ou d'aménagement.

- *Préserver le caractère naturel de la butte boisée*

La partie ouest du territoire est dominée par une butte sableuse boisée qui apporte une véritable diversité paysagère en surmontant le plateau agricole cultivé. Outre ses boisements denses et son réseau d'alignements d'arbres (utiles à la gestion des aléas naturels liés au relief), la butte est occupée en partie par des herbages qui tendent à disparaître. Véritable promontoire, il est possible d'observer, depuis ce haut relief, la vallée du Matz et les monts boisés du Noyonnais au-delà.

Le PLU devra veiller à conserver le caractère naturel et paysager de cette partie du territoire.

2.1.2.6 Veiller à la gestion des risques et des nuisances

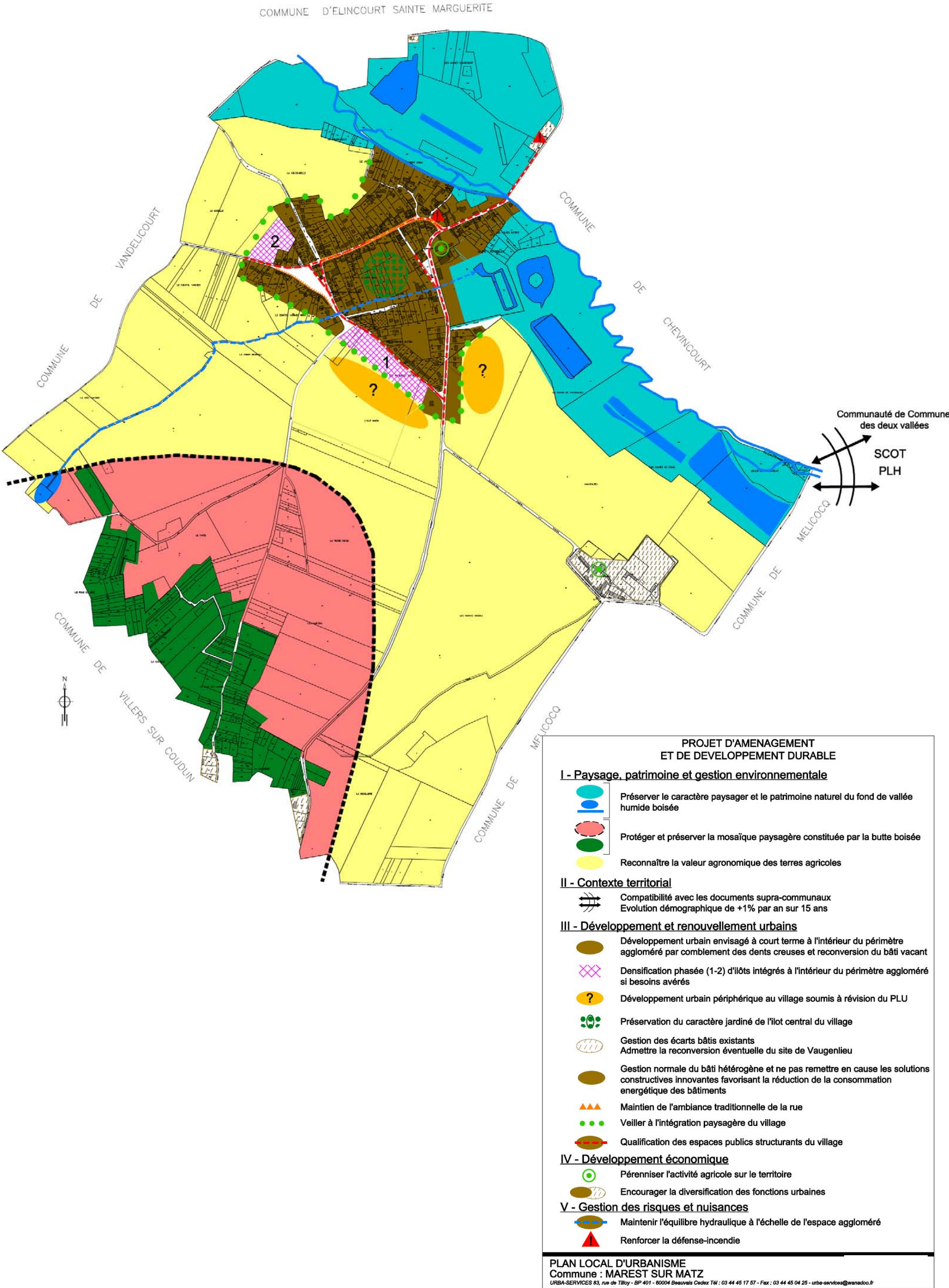
- *Gérer les sensibilités hydrauliques du territoire*

Il convient de désigner les contraintes naturelles inhérentes à la géographie et à la géologie communale. La topographie et la nature de certains sols génèrent des aléas naturels liés notamment aux risques de ruissellements (dynamique butte/plateau/vallée), aux phénomènes de remontées de nappe ou d'inondations aux abords et en fond de vallée. Le village de Marest-sur-Matz s'inscrit au cœur de cette dynamique qui peut rendre sensible tout projet de développement ou d'aménagement.

Le PLU devra veiller, le plus possible, à écarter le développement urbain des zones sensibles aux aléas naturels induits par le facteur « eau » ou à subordonner le

développement urbain à des aménagements hydrauliques et/ou des règles de constructibilité visant à gérer l'aléa en amont.

- *Rétablir la couverture incendie dans les secteurs non défendus.*



2.2 JUSTIFICATIONS DES CHOIX DE DEVELOPPEMENT URBAIN

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit un développement urbain principalement consacré à l'habitat ; le statut rural de la commune n'étant pas propice au développement d'une zone d'activité à part entière, type de développement qui est planifié à l'échelon intercommunal au sein de zones d'activités situées à proximité d'axes de transports structurants. Le « développement économique » du village s'envisage au travers du PLU dans le cadre d'une mixité des fonctions urbaines au sein des entités bâties déjà constituées.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) prévoit un indice d'évolution démographique de l'ordre de + 1 % par an ce qui revient à prévoir la création d'environ 25 logements à l'échéance du PLU. La création de 25 logements servira donc à réaliser l'objectif de croissance démographique énoncé au PADD. Des logements supplémentaires seront nécessaires pour pallier au phénomène de desserrement des ménages. A titre informatif, ce sont 5 logements qui ont été nécessaires au seul maintien de la population à un niveau constant au cours de la dernière période intercensitaire.

Le PADD précise que l'objectif de création de nouveaux logements devra être réalisé, en priorité, à l'intérieur du périmètre aggloméré du village.

Il faut sous-entendre par là qu'au travers des dispositions du PLU, le hameau de Vaugenlieu n'a pas vocation à accueillir le développement résidentiel de la commune, s'agissant d'un écart bâti isolé insuffisamment équipé pour cela. Il en est de même des constructions isolées dans la vallée et visibles sur la butte boisée.

Le village présente peu de capacités de reconversion (changements de destination ou mutation de bâtiments existants, ...) ou de renouvellements urbains (aucune friche). Par conséquent, c'est le comblement des « dents creuses » (terrains nus équipés) qui permettra de répondre aux besoins à court terme. Ces parcelles sont répertoriées en grand nombre (Cf. potentialités de développement dans le diagnostic communal) au regard de la taille du village. Cependant, leurs usages actuels et les contraintes artificielles et/ou naturelles les concernant laissent entrevoir une probabilité de rétention foncière. La densification du projet de PLU est donc estimée à hauteur de 60 % des potentialités théoriques des dents creuses soit la création d'environ 12 constructions.

Il est important de rappeler que la mixité des fonctions observées sur l'ensemble du village peut également concerner les dents creuses. En effet, le PADD ouvre la voie à l'implantation de nouvelles petites activités ou services dans le village.

Afin de pallier à une éventuelle rétention foncière ou constructibilité à caractère non résidentielle des dents creuses, le PADD ouvre la voie à la constructibilité future d'autres terrains nus (rue de Thourotte et route de Vandélicourt) intégrés à l'enveloppe agglomérée du village. A ce titre, leur urbanisation ne devra pas être perçue comme de l'extension urbaine mais bien comme un moyen de densifier plus encore l'enveloppe agglomérée actuelle. Ici, cette densification est maîtrisée par la commune considérant l'absence ou l'insuffisance des réseaux dans les sections de rues concernés. Le règlement du PLU peut en effet ouvrir progressivement ces parcelles à l'urbanisation au fur et à mesure de la réalisation des équipements (R. 123-6 du Code de l'Urbanisme).

Les caractéristiques de ces espaces et les enjeux qui y sont relevés sont très différents ce qui explique que le PADD définit en quelque sorte un échancier d'ouverture à

l'urbanisation (phasage 1 - 2) sur ces terrains qui encore une fois sera fonction des besoins répertoriés. La préférence est portée sur la parcelle agricole située en façade de la rue de Thourotte considérant les enjeux importants relevés et le moindre coût de viabilisation des terrains (notion d'équilibre financier à minima).

Les principales caractéristiques de chaque îlot sont rappelées :

Rue de Thourotte, au sud du village

L'urbanisation de ce secteur pourrait être réalisée dans la continuité de l'existant, en appui de l'unique voie de communication existante (rue de Thourotte), selon une profondeur constructible moyennement équivalente à celle observée actuellement.

Localisée au sud du village, cette parcelle se situe à proximité immédiate d'un espace récréatif. Ce secteur du village présente l'avantage d'être connecté avec le reste des « quartiers » par un réseau de voies sécurisés (sentes piétonnes, voies équipées de trottoirs), voies raccourcies favorisant l'usage de moyens de transports doux.

Ce secteur s'inscrit en lisière du village, au pied de la butte boisée. Il se trouve concerné par un phénomène de ruissellement, qui en l'absence d'aménagement hydraulique adapté occasionne des inconvénients (coulées de boue, stagnation de l'eau...) ponctuels sur le tissu bâti implanté en aval. Cet aléa serait parfaitement gérable dans le cadre d'une opération d'aménagement global qui intégrerait des aménagements hydrauliques. Par conséquent, l'urbanisation de ce secteur permettrait de résoudre ce problème.

En ce qui concerne les réseaux, le secteur n'est pas desservi par le réseau électrique. Cependant, le syndicat estime qu'il pourrait facilement envisager l'extension du réseau électrique en vue d'alimenter plusieurs nouvelles constructions.

Située en lisière du village, l'urbanisation de la zone serait l'occasion de créer une ceinture végétale afin d'assurer ici l'insertion paysagère du village très en vue.

Route de Vandélicourt, au nord-ouest du village

Cet îlot s'inscrit au sein de la forme urbaine du village. Il présente une topographie clémente et un potentiel de densification urbaine exploitable dans sa profondeur (voie pénétrante afin de tirer profit des surfaces offertes...).

Son urbanisation permettrait de rééquilibrer l'urbanisation en lisière urbaine et redéfinir une entrée de ville plus cohérente. En outre, le principe de création d'une ceinture végétale pourrait être envisagé.

Concernant la desserte par les réseaux, le réseau d'eau potable ne dessert pas toutes les constructions implantées sur la rive opposée (au moins une habitation semble raccordée par branchement long). Le réseau d'eau potable ne couvre pas toute la façade de l'îlot étudié. Afin de garantir une densification urbaine optimale de cet îlot, l'extension du réseau d'eau devra être envisagée à l'intérieur.

S'agissant du réseau électrique, le transformateur qui dessert cette partie du village est arrivé à complète saturation, si bien que tout développement urbain nécessitera la mise en place d'un nouveau transformateur plus performant, d'où un coût de viabilisation important pour le futur aménageur.

ooo

Finalement, c'est ce qui explique que dans le PADD puis réglementairement, ces deux zones n'aient pas été traitées sur le même plan d'égalité. En effet, la façade agricole rue de Thourotte est classée en zone à urbaniser à moyen terme (2AU), considérant l'absence des réseaux. L'ouverture à l'urbanisation des terrains nécessitera de viabiliser cette section de rue et devra être justifiée par des besoins avérés en nouveaux logements. L'urbanisation de ces terrains participera à la densification urbaine considérant qu'ils s'inscrivent au sein de la partie actuellement agglomérée.

L'autre secteur, route de Vandélicourt, est classé en zone agricole (A), zonage qui reconnaît pour l'instant uniquement son profil agricole. Au regard de la capacité d'accueil des autres zones, jugée suffisante pour répondre aux besoins de développement à l'échéance de 15 ans, le changement de vocation agricole de ces terrains pour une vocation habitat méritera, au moins, une révision « courte » du PLU (examen conjoint). Cette ouverture à l'urbanisation pourrait intervenir en alternative des options réglementaires du présent PLU qui n'auraient pu être concrétisées (zone U et 2 AU).

Enfin, le PADD soumet à révision future (consultation des services de 3 mois) l'option d'un développement urbain périphérique. Cependant, en désignant les secteurs intéressants, le PADD justifie l'intérêt de conserver des accès à ces îlots périphériques depuis les voies de communications principales existantes (mise en place d'emplacements réservés sur des parcelles immédiatement constructibles).

2.3 JUSTIFICATIONS DES REGLES ADOPTÉES AU PLU

2.3.1 Présentation

Le territoire communal se divise en trois grandes catégories de zones :

- La **zone urbaine** est une zone qui est équipée ou qui le sera prochainement ; elle est désignée par la lettre U.
- La **zone à urbaniser** est une zone non équipée ou peu équipée, destinée à une urbanisation future essentiellement réalisée sous la forme d'opérations de construction ou d'aménagement ; elle est désignée par les lettres AU.
- La **zone agricole** : elle correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle a pour indicatif A.
- La **zone naturelle et forestière** : elle correspond à des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels et ont pour indicatif N.

Les délimitations de ces différentes zones sont reportées sur les plans de découpage en zones sur lesquels sont notamment indiqués :

- les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts (ER).
- le fossé d'écoulement des eaux pluviales à préserver au titre de l'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme.
- une marge de recul inconstructible de 10 m de part et d'autre du fossé répertorié.

- les bosquets ou alignements d'arbres à protéger au titre de l'article L. 123-1-5(7°) du Code de l'Urbanisme.
- les espaces boisés classés au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme.
- le secteur soumis à des prescriptions spéciales au titre de l'article R. 123-11b) du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions adoptées dans le règlement (graphique et écrit) traduisent des objectifs d'aménagement et de développement ; elles sont commentées dans le présent chapitre.

2.3.2 Les zones urbaines

2.3.2.1 La zone U

- *Périmètre de la zone*

Le périmètre de la zone urbaine est volontairement restrictif et tient compte de la présence des réseaux (et de leur capacité) existants ou projetés, de la voirie, ainsi que de la notion de périmètre aggloméré telle que la définissent les tribunaux et la jurisprudence.

La zone U concerne exclusivement le village de Marest-sur-Matz.

Le classement en zone U a été adopté sur la partie agglomérée du village. Ainsi, la zone regroupe les constructions implantées dans les rues de Compiègne, de Maillard, de la Soucourelle et du Bouchoir ainsi que la rue Principale et la rue de la Place.

La zone U ainsi définie correspond au périmètre actuellement aggloméré ; le périmètre de la zone U s'appuie de manière générale sur des limites physiques facilement identifiables comme les fonds de parcelles des propriétés bâties. Autrement, les limites de la zone U sont positionnées à hauteur des dernières habitations existantes et intègrent les rives opposées non bâties lorsque les caractéristiques s'y prêtent. C'est notamment le cas dans la rue de Compiègne où les réseaux sont suffisants et à l'extrémité nord de la rue du Bouchoir. Pour ces deux secteurs, l'urbanisation attendue devra s'inscrire dans la continuité du bâti existant, c'est-à-dire en premier rideau ce qui explique que la limite de la zone urbaine ait été placée à 40 m environ de l'emprise de la rue. Cette profondeur permettant d'envisager la disposition de bâtiments et installations annexes à caractère privatif.

Il est utile de préciser que les secteurs situés au nord du village (rue du Bouchoir et rue du Moulin), compte tenu de la faible emprise des voies qui desservent les terrains n'ont pas vocation à accueillir des projets entraînant une augmentation importante de la circulation. A cet effet, il est utile de rappeler les termes du Code de l'Urbanisme concernant les règles générales du sol et en particulier la chapitre portant sur « *la localisation et desserte des constructions, aménagements, installations et travaux* », articles (R.111-) qui peuvent motiver un refus de permis de construire qui porterait manifestement atteinte à la sécurité (circulation, accès) et à la salubrité (eau potable et eaux usées) publiques.

D'autres limites méritent quelques précisions :

S'agissant de la rue de Thourotte, seule la rive bâtie a été intégrée à la zone urbaine, considérant que la rive opposée n'est pas du tout équipée en réseau électrique (Cf. diagnostic communal). Il en est de même à l'extrémité nord-ouest du village (route de Vandélicourt) où le réseau d'eau potable semble ne desservir que partiellement cette rue

(branchement long pour la dernière construction) et l'alimentation en électricité est arrivée à saturation (obligation d'implanter un nouveau transformateur plus puissant).

Le périmètre de la zone U déterminée au nord du village a été placé en limite de fond de parcelle, c'est-à-dire au contact de la rivière du Matz sachant que ces fonds de parcelles n'ont jamais fait l'objet d'inondation, l'eau étant « absorbée » par les marais aménagés à cette fin dans la vallée humide. Les règles d'implantation permettent également d'éviter la réalisation de constructions aux abords immédiats de la rivière afin d'éviter tout désordre ultérieur.

Le périmètre définit en partie nord-est de la rue de Compiègne s'inscrit dans la continuité de fonds de propriétés bâties. Des aménagements sommaires apparaissent au-delà mais la commune ne souhaite pas encourager une « artificialisation » des espaces à l'approche des étangs (secteurs à fort caractère humide) concernés par ailleurs par une zone à dominante humide.

Par ailleurs, la commune s'est beaucoup interrogée sur le développement de l'activité agricole implantée en face de la Mairie dont l'unité foncière est pleinement concernée par des contraintes hydrauliques (étangs, fossé d'écoulement qui draine les eaux du plateau et d'une partie du village vers le fond de vallée, humidité issue des remontées de nappe). Les élus ont souhaité prévenir tout risque ultérieur (inondations des structures et bâtiments agricole pouvant potentiellement générer des pollutions) et orienter le développement uniquement au contact du bâti existant ou le long de la rue de Compiègne ; les espaces en arrière présentant des contraintes naturelles indiscutables.

- *Vocation de la zone*

A l'issue de l'analyse et des volontés communales exprimées dans le P.A.D.D., la définition d'une zone urbaine unique a été validée. Dans cette hypothèse, le régime de la plupart des règles générales d'urbanisme sera applicable à l'ensemble du village. Toutefois, des dispositions spécifiques ont été mises en place le long d'une partie de la rue Principale et de la Place (liseré triangulaire noir) en vue de pérenniser les ambiances urbaines issues de fronts bâtis continus et d'une architecture traditionnelle.

La définition d'une seule zone urbaine vise à assurer la mixité des fonctions urbaines sur l'ensemble de la partie agglomérée.

La zone U constitue un secteur où la mixité des fonctions apparaît au travers de son caractère résidentiel, agricole, artisanal et de la présence de services publics (mairie, église, école...). Pour cette raison, le règlement interdit les activités nuisantes de type industriel qui se révèlent bien souvent incompatibles avec le voisinage. Les constructions à usage artisanal, agricole ou d'entrepôt sont admises sous réserve de ne pas perturber le voisinage.

Les petites activités artisanales et commerciales constituent un facteur de dynamisme communal. En venant autoriser leur création, cela permet de renforcer l'identité villageoise de Marest-sur-Matz vouée à accueillir de petites activités sur son territoire et ainsi développer la diversité des fonctions urbaines.

Le règlement autorise la gestion et le développement de l'exploitation agricole existante à l'intérieur du village. Seulement, pour éviter les inconvénients liés à la multiplication des sites d'exploitation à l'intérieur d'un même tissu aggloméré, le PLU précise que les nouveaux bâtiments devront être réalisés sur l'unité foncière de l'exploitation.

La zone U constitue une zone urbaine qui présente des caractéristiques ayant trait à la fois au bâti ancien et au bâti récent. Cependant, le PLU a été l'occasion pour les élus d'exprimer leur choix concernant le devenir architectural de la commune et d'affirmer leur

volonté de pérenniser les ambiances urbaines traditionnelles ressenties le long de la rue Principale et en bordure de la rue de la Place. A ce titre, le PLU fait apparaître les sections de rues (par un liseré noir triangulaire) concernées par des dispositions spécifiques concernant l'implantation des constructions, leur aspect extérieur ainsi que l'aspect des clôtures.

Par ailleurs, en compatibilité avec le PADD, plusieurs dispositions ont été mise en place dans le PLU pour assurer la sécurité des biens et des personnes, notamment au regard du caractère humide du fond de vallée et de la gestion des ruissellements. Ces critères touchent la zone U sur plusieurs aspects :

- le maintien de la fonction hydraulique du fossé qui draine de manière intermittente les eaux de surface du haut de la butte jusqu'au fond de vallée, en traversant le village. Une protection directe au titre de l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme en reconnaît la fonction primordiale dans l'équilibre hydraulique du territoire. De plus, un retrait systématique des constructions par rapport à ses berges limitera fortement les risques d'infiltration ou d'inondation.

- l'interdiction généralisée de réaliser des sous-sols enterrés au regard de la profondeur limitée de la nappe phréatique et des inondations qui surviennent de manière aléatoire (gestion des eaux pluviales pouvant occasionner ponctuellement des incidents dans les sous-sols).

- définition d'un secteur (orange au plan n°5c) soumis à des prescriptions spéciales au titre de l'article R. 123-11b) du Code de l'urbanisme. Toute construction devra être surélevée d'au moins 0,40 m par rapport au niveau du terrain naturel et pour les habitations les fondations devront être constituées d'un vide sanitaire ou d'un radier pour prévenir tout mouvement de terrain ultérieur.

Dans une optique à très long terme et anticiper les besoins des générations futures, la zone U comprend un emplacement réservé lié au maintien d'un accès à l'îlot potentiel de développement localisé au sud-est du village et ciblé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

- *Accès et voirie*

Pour être constructible, un terrain doit présenter un accès direct à une voie publique ouverte à la circulation. La zone U est complètement structurée par la voirie communale ce qui explique sa forme triangulaire.

En termes d'accès, le règlement veille à la sécurité routière en limitant le nombre d'accès à deux par propriété.

De plus, le PLU veille à limiter les dérives. Le tissu urbain de la zone U est traversé parfois par des chemins ruraux ou des sentes. Il est utile de préciser que ces voies étroites, peu ou pas carrossables et insuffisamment équipées présentent des caractéristiques insuffisantes pour garantir une bonne desserte des terrains ; elles ne peuvent donc être considérées comme des voies équipées circulables en toute sécurité et en haute saison et donc être considérées comme des « *voies publiques ouvertes à la circulation* ». À cet effet, le règlement indique clairement les voies sur lesquels tout nouvel accès direct pour véhicule est interdit.

Par ailleurs, les accès réalisés sur des fonds communs pour desservir plusieurs habitations ne doivent pas être considérés comme des voies mais comme des accès communs privés.

La zone U comprend des terrains qui sont bordés par des voies communales carrossables. Pour autant, la commune a souhaité parfois y interdire la création d'accès directs pour ne pas générer de l'insécurité routière. La parcelle n°432b, localisée au nord de la rue de Compiègne et disposée à l'entrée du village est en particulier concernée. Sa situation en virage invite à décaler les accès au terrain.

- *Desserte par les réseaux publics*

Il est rappelé que toute construction doit être raccordée au réseau d'eau potable et disposer d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

Le règlement rappelle également que ces dispositifs devront être conçus de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif, lorsque celui-ci sera réalisé. Les travaux de mise en place de l'assainissement collectif sont programmés pour la fin de l'année 2012.

Au sujet des eaux pluviales, le traitement des eaux devra se faire sur le terrain d'assiette de l'opération sur lequel ils seront également infiltrés. Il est rappelé que ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. Cette obligation permettra d'une part de réguler les rejets sur les voies publiques ou le milieu naturel et d'autre part de limiter les pollutions directes ou indirectes.

- *Caractéristiques des terrains*

Compte tenu de la législation en vigueur, aucune règle n'a été édictée à l'article 5 (règle qui, par exemple, fixerait une superficie minimale pour qu'un terrain soit constructible). C'est par la combinaison des autres règles définies au PLU que sont maîtrisées les densités autorisées (règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur).

- *Implantation des constructions*

En matière d'implantation, les analyses préliminaires ont montré une certaine hétérogénéité du tissu bâti communal qui a évolué consécutivement au comblement des dents creuses et aux développements urbains successifs.

Toutefois, le diagnostic a mis en évidence la présence de sections anciennes présentant une identité patrimoniale certaine. De cette situation résulte une ambiance urbaine spécifique alimentée notamment par des sections bâties continues et la présence d'une architecture traditionnelle préservée.

La municipalité n'a pas pour autant souhaité la définition de plusieurs zones urbaines distinctes (une zone urbaine ancienne et une zone urbaine plus contemporaine) considérant que du bâti récent est parfois venu s'intercaler (rue Principale).

Pour ces rues, les dispositions réglementaires visent la conservation de l'ambiance minérale qui subsiste et qui s'organise soit à partir des façades des constructions implantées à l'alignement et dans le cas contraire au gré des murs hauts de clôtures. Le règlement invite donc à respecter l'alignement lorsque le parcellaire et l'occupation actuelle du terrain s'y prêtent. Sinon, l'édification d'un mur de clôture en lieu et place d'un bâtiment devra relayer les fronts bâtis et déterminer le caractère minéral des limites d'emprises publiques. Des règles spécifiques sur leur aspect sont déterminées à l'article 11, règles confortant les ambiances ressenties.

Dans le reste du tissu bâti, le retrait des constructions par rapport à l'alignement est très souvent rencontré et ce type d'implantation facilite l'accès au terrain lorsqu'il est accessible depuis des voies étroites (rue du Bouchoir). C'est pourquoi, la commune a

souhaité édicter un retrait systématique des constructions à usage d'habitation, d'activités et des annexes à au moins 5 m par rapport à l'alignement.

Toujours dans une optique de structurer l'espace en tenant compte de l'existant (conforter la ligne directrice du tissu bâti actuel) et des ambiances urbaines ressenties, une marge de recul d'au moins 15 m devra être respectée en cas d'édification de constructions sur la rive droite de la rue de Compiègne.



Les règles concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives permettent une densification normale de la trame bâtie dans le respect de l'existant.

Dans les sections bâties anciennes, l'implantation des constructions d'une limite latérale à l'autre est autorisée, s'agissant d'une caractéristique habituellement rencontrée et déterminante dans la formation de fronts bâtis continus.

Sur le reste du tissu bâti, à la trame bâtie plus aérée, les constructions ne pourront être édifiées que sur une limite séparative au maximum étant rappelé qu'en cas de retrait, il conviendra de respecter une marge de recul minimale de 3 m. Cette disposition assure l'accessibilité à la partie arrière du terrain souvent utile pour le stationnement ou encore à l'intervention des services de secours.

Par ailleurs, uniformément sur la zone U, une profondeur constructible est fixée pour les constructions à usage d'habitation afin d'éviter la réalisation de constructions « en drapeau ». En effet, des opérations de construction pouvant créer un deuxième ou un troisième rideau, en arrière du front bâti existant, présentent un risque important de dégradation de la trame bâtie et de dysfonctionnement à l'échelle des espaces agglomérés (capacité des réseaux). La profondeur constructible est fixée à 30 m, profondeur déterminée au regard de la disposition moyenne du bâti existant.

Cette règle concerne toute nouvelle construction à usage d'habitation, mais ne s'applique pas dans certains cas précisément définis :

- en cas d'extension, d'adaptation ou de réfection d'une habitation existante,
- en cas d'affectation à usage d'habitation d'une construction existante présentant un réel intérêt architectural.

Cette « souplesse » réglementaire doit permettre de gérer le bâti existant et d'éviter une dégradation du bâti.

Comme rappelé en tête de ce chapitre, une marge de recul minimale (10 m) est déterminée le long du fossé répertorié au plan n°5c afin de limiter les risques et d'assurer le libre accès en vue de son entretien. De plus, le respect d'une distance minimale identique est édicté cette fois-ci par rapport à la rivière du Matz pour prévenir les risques d'inondation.

Pour une gestion normale du bâti, il est rappelé que les règles du PLU ne s'appliquent pas en cas d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes dans la mesure où l'extension projetée n'a pas pour conséquence de réduire le recul initial, disposition particulièrement valable pour les constructions situées à proximité du fossé et de la rivière.

- *Implantation des constructions sur une même propriété*

Par souci de cohérence, une distance de 10 m a été retenue à l'article 8 comme distance minimale entre deux constructions à usage d'habitation implantées sur un même terrain. Il s'agit de garantir d'une part un ensoleillement optimal des constructions dans le

souci de réduire la consommation d'énergie et d'autre part, la libre circulation des véhicules au sein d'une propriété.

- *Emprise au sol*

Une emprise au sol des constructions est fixée pour l'ensemble de la zone U. Le règlement écrit détermine une emprise au sol maximale de 30 % pour les habitations et leurs annexes. Cette disposition a pour but de permettre une densification maîtrisée de la zone urbaine en lien avec les exigences de réseaux (réseau d'eau potable, électricité, accès et voirie...) et dans le respect de la trame bâtie actuelle.

Cependant, afin de ne pas retreindre exagérément les possibilités d'évolution du bâti existant, sur des petits terrains, une disposition spécifique a été adoptée de manière à permettre une emprise maximale de 200 m² pour les habitations et leurs annexes, dans le cas où le pourcentage fixé (30 %) ne le permettrait pas.

La commune met en place les conditions favorables à la pérennisation et au développement des activités économiques existantes, conformément aux orientations du PADD. Pour ce faire, l'emprise au sol est portée à 60 % de la surface totale pour les constructions qui n'auraient pas été évoquées plus haut.

La détermination d'une emprise au sol maximale permet de maîtriser les densités urbaines et ainsi maintenir le paysage environnant (urbanisation qui se ferait au détriment de la trame végétale intra-urbaine).

S'agissant des équipements publics, l'emprise au sol n'est pas réglementée ; les projets présentant un caractère d'intérêt général. De plus, les équipements existants sont disposés sur des petits terrains.

- *Hauteur maximale des constructions*

La hauteur maximale des constructions est limitée à de 6 mètres à l'égout du toit et 10 m au faîtage. La détermination de cette hauteur s'appuie, comme du reste l'ensemble des règles édictées, sur la conjugaison de l'analyse de l'existant avec l'affirmation des volontés communales (densification de la trame bâtie, diversification des typologies du bâti, prise en compte des besoins).

L'existence ou la réalisation future de bâtiments agricoles aux besoins spécifiques a été prise en compte. Leur hauteur maximale est limitée à 15 m au faîtage sur l'ensemble du village étant entendu que ces bâtiments ne pourront être édifiées que sur l'ilot foncier supportant déjà des bâtiments agricoles.

Bien que le bâti présente des hauteurs homogènes, il subsiste toujours l'exception (hauteur légèrement plus élevée que les règles déterminées). Aussi, la municipalité ne souhaite pas remettre en cause la gestion de ce bâti et en admettre l'extension à la condition que la hauteur de l'extension ne dépasse la hauteur du bâtiment agrandi (volumétrie homogène).

- *Aspect extérieur des constructions*

Le règlement rappelle que la plaquette de recommandations architecturales de la Communauté de communes des Deux Vallées est consultable en mairie.

En matière d'aspect extérieur des constructions, les volontés communales sont de faciliter la gestion du bâti existant et de ne pas contraindre exagérément l'aspect

architectural des constructions nouvelles voire de laisser libre cours aux projets d'architecture qui ont pour objectif de réduire la consommation énergétique des bâtiments (projet HQE, maison passive, maison écologique...).

S'agissant des sections de rues anciennes répertoriées au plan, des dispositions architecturales concernant l'aspect des façades et des clôtures ont été mise en place afin de conforter les ambiances urbaines ressenties. A ce titre, les dispositions du PLU veillent à respecter l'architecture traditionnelle rencontrée localement et ainsi distingue les matériaux autorisés dans la rue Principale (pierre, brique, colombages...) de ceux autorisés dans la rue de la Place (pierre et enduits clairs).

Que ce soit pour les façades des constructions ou pour les clôtures, le rappel d'éléments d'architecture sur les façades enduites doit être considéré comme un minimum nécessaire à la pérennisation de l'architecture traditionnelle. Autrement, en cas de rénovation ou d'extension d'un bâtiment ancien, son architecture d'origine devra être respectée (emploi des matériaux locaux). En raison des coûts inhérents, la commune a souhaité que ces règles ne concernent que les façades sur rue des constructions existantes, parties de la construction qui structurent et habillent les rues.

S'agissant des autres aspects de la construction, les règles s'appliquent à l'ensemble de la zone U et concernent des critères communs. Ainsi, le règlement écrit oriente le pétitionnaire sur :

- la nécessité d'enduire les matériaux destinés à être recouverts ;
- la qualité technique et esthétique des joints utilisés (chaux grasse naturelle) pour jointoyer les matériaux traditionnels ;
- l'aspect des toitures (pente et nature des matériaux de couverture) qui varie selon le type de bâtiment projeté (habitations, bâtiments d'activité). Pour des raisons esthétiques, les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être disposés au nu du plan de couverture de la toiture.
- l'aspect extérieur des annexes pour lesquelles l'usage de la tôle brute galvanisée non peinte en usine est interdit...

S'agissant des bâtiments agricoles, l'usage de matériaux de teinte foncée assurera leur intégration paysagère aux abords de l'espace naturel de vallée boisée.

Clôtures

Comme pour les façades des constructions, une exigence de qualité esthétique est édictée sur les portions de rues anciennes répertoriées au règlement graphique. Les dispositions du PLU visent la formation de murs de clôtures composés soit de murs hauts, soit de murets surmontés d'une palissade ou d'une grille à barreaudage droit doublés ou non d'une haie. La hauteur de la clôture sera ainsi comprise entre 1 m et 2,20 m afin d'assurer son caractère structurant. En matière d'aspect, les murs enduits devront être animés de rappels d'éléments d'architecture adaptés aux caractéristiques locales (brique, pierre...).

Pour le reste de la zone U, les règles portant sur les clôtures restent sommaires. Pour raisons esthétiques, les matériaux destinés à être recouvert devront être enduits, et les plaques de béton armé entre poteaux sont interdites sur la rue.

Protection particulière

Le PLU vient conserver les caractéristiques paysagères de la commune par un classement de certains bosquets au titre de l'article L. 123-1-5(7°) du Code de l'urbanisme.

Les raisons sont multiples. S'agissant des remises boisées localisées à l'ouest du village, leur pérennité assure l'intégration paysagère du village, autrement très sensible sur cette lisière.

Les boisements situés au nord de la rue de Compiègne sur la parcelle n°432 (a,b,c) participe de l'ambiance naturelle de cette partie du village et valorisent ce jardin d'agrément privé sans compter qu'ils sont concernés par une zone à dominante humide.

En cas de dégradation phytosanitaire de l'essence, le PLU prévoit de les remplacer à essences identiques.

- *Stationnement*

En ce qui concerne le stationnement des véhicules, celui correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques afin de ne pas générer de dysfonctionnements en matière de circulation.

S'agissant des obligations des particuliers, la réalisation, sur le terrain d'assiette de l'opération, d'au moins deux places de stationnement pour les constructions à usage d'habitation est exigée. De plus, le règlement mentionne la réalisation d'une place de stationnement supplémentaire par tranche de 60 m² de surface de plancher. A préciser que cette exigence doit être comptabilisée dès lors que la surface de plancher globale de l'habitation dépasse 120 m².

Pour les constructions à usage artisanal ou de bureaux, ce ratio est de 1 place de stationnement par tranche de 40 m² de surface de plancher.

L'installation d'un commerce peut avoir des incidences sur la circulation d'une rue. Là aussi, il convenait d'être regardant et de définir un ratio (1 place pour 25 m² de surface de vente.

Enfin, un dimensionnement minimal des places de stationnement est exigé afin qu'elles puissent être utilisables dans des conditions satisfaisantes par l'ensemble des véhicules.

- *Espaces libres et plantations*

Des plantations d'intégration devront être créées sur les espaces indiqués au règlement graphique, espaces situés au contact direct des terres agricoles périphériques. L'application de cette règle permettra de répondre à l'objectif du PADD d'assurer l'intégration paysagère des futures constructions et ainsi de développer la ceinture verte du village.

Le règlement rappelle que l'utilisation d'essences locales est recommandée. A cet effet, il est conseillé de consulter la plaquette « Plantons dans l'Oise » disponible en mairie.

- *Coefficient d'Occupation du Sol*

Les dispositions réglementaires (implantation, emprise, hauteur...) assurent, couplées les unes aux autres, la maîtrise de la densité. C'est pourquoi il n'y n'est pas fixé de COS.

2.3.3 Tableau des superficies des zones urbaines

ZONES	SUPERFICIE
U	28 ha 15
TOTAL	28 ha 15

La superficie de la zone urbaine représente au total 28 ha 15 soit 8,7 % de la superficie totale du territoire communal.

2.3.4 Les zones à urbaniser

Le Plan Local d'Urbanisme est un document de planification, qui doit prévoir l'avenir et proposer des solutions de développement à la commune.

Les zones à urbaniser (nommées AU dans le PLU) sont des zones naturelles, peu équipées ou non équipées, urbanisables dans le cadre d'un aménagement global de la zone ; les constructeurs sont tenus de participer à la réalisation des équipements rendus nécessaires par les opérations autorisées.

Le Code de l'Urbanisme définit les zones AU à l'article R. 123-6, et en distingue deux catégories (zones 1 AU et 2 AU) :

- « Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone, le projet d'aménagement et de développement durable et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipements de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement de développement durable et le règlement » → zone 1 AU

- « Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU, n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme » → zone 2 AU

2.3.4.1 La zone 2 AUh

A moyen terme, comme le prévoit le PADD, si les besoins sont justifiés le développement urbain du village est projeté au sud du village, le long de la rue de Thourotte sur des espaces agricoles situés au sein de la partie actuellement urbanisée du village et situés en face d'une rive déjà bâtie. La superficie de cette zone 2 AU représente 01 ha 23.

Au regard de l'absence du réseau électrique dans cette portion de rue, un classement en zone 2 AU a été préféré. Il s'agit également de considérer la réalisation prochaine d'un réseau collectif d'assainissement qui desservira les terrains. L'ouverture à l'urbanisation de

cette zone sera conditionnée par la réalisation de l'ensemble des réseaux manquants et ne pourra intervenir qu'à l'issue d'une modification du PLU.

Pour rappel, le choix de ce secteur du village est justifié dans le chapitre 2.2.

Afin de respecter l'image urbaine existante, le périmètre de cette zone 2 AU détermine un futur parcellaire peu profond. Ce choix permet d'une part de procéder à une urbanisation linéaire le long de la voie en complément de la structure urbaine actuelle, et d'autre part, vise une gestion économe de l'espace et le maintien à l'arrière d'un îlot agricole homogène présentant une forme régulière.

S'agissant de l'urbanisation de cette zone 2 AU, plusieurs enjeux ont été relevés à l'issue du diagnostic communal.

Il convient de rappeler la situation de cette zone, située en aval de la butte boisée et succédant à un espace agricole « ouvert ». Cette situation génère en effet des phénomènes de ruissellements et de coulées de boue intervenant essentiellement à l'occasion de fortes pluies d'orages. Compte tenu de la nature du sol, ce phénomène reste à ce jour incontrôlé. Au regard de son intensité, de simples aménagements hydrauliques permettraient de canaliser l'écoulement des eaux de surface et de les gérer. C'est ce que recherche à mettre en œuvre le projet de PLU afin de régler efficacement une situation existante et d'assurer la sécurité des biens et des personnes à l'issue de l'urbanisation du secteur. A cet effet, des orientations d'aménagement ont été mise en place en rappelant la nécessité de mener cette réflexion, propositions qui devront être concrétisées et intégrées au PLU au moment de la modification.

L'enjeu de cette urbanisation réside également dans l'intégration paysagère du village, aujourd'hui nettement dévoilée en raison de la présence de cette frange agricole complètement nue. Aussi, un principe de mise en place de plantations d'intégration est intégré dans les orientations d'aménagement, étant entendu que cet espace transitoire pourra participer de la gestion des eaux de surface (zone tampon), espace pouvant héberger une noue, un bassin de récupération....).

Enfin, dans une optique de développement ultérieur du village par les générations futures (évoqué au PADD), il convenait de conserver un espace permettant la création future d'une liaison avec l'espace récréatif proche. En effet, sans cela l'urbanisation linéaire envisagée aurait pour conséquence de créer une coupure urbaine infranchissable et de réduire les chances d'une greffe urbaine optimale en cas de développement urbain postérieur. Ce principe est de fait affiché dans les orientations d'aménagement.

De plus, les besoins en circulation douce générée par l'urbanisation de la zone sont pris en compte au travers de l'inscription d'un emplacement réservé le long de la rue de Thourotte visant l'aménagement d'un espace sécurisé (trottoir, sente...) dont les caractéristiques techniques seront déterminées dans le cadre du projet futur.

Ce secteur est destiné à une vocation principale d'habitat. Toutefois, la définition d'un projet mixte n'est pas écartée dans l'optique de consolider la mixité des fonctions urbaines dans le village comme énoncé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

En l'espèce, on peut considérer que la commune consomme modérément l'espace et adapte le développement spatial (zone AU) à ses besoins réels qui ne pourront vraisemblablement pas être toutes satisfaites dans la partie équipée du village.

En compatibilité avec les orientations du SCOT approuvé, la commune s'engage à diversifier l'offre en logements, étant entendu que le règlement affirme l'obligation, dans le

cadre des opérations de constructions destinées à l'habitat, que tout programme de logements comporte un minimum de 20 % de logements aidés par l'Etat.

Le classement en 2 AU permettra aux acteurs du PLU de phaser l'ouverture à l'urbanisation de manière à respecter les objectifs de développement démographique fixés et l'adaptation progressive des équipements publics.

L'étude d'aménagement qui sera engagée ultérieurement permettra de préciser les caractéristiques de l'opération et de répartir les besoins dans l'espace et dans le temps en fonction des besoins répertoriés et actualisés. Il est utile de préciser qu'au fur et à mesure des modifications du PLU, la commune devra justifier les superficies consommées par rapport à ses objectifs d'évolution démographique et en compatibilité avec les indicateurs de densité définis par le SCOT.

Les règles et les modalités d'aménagement seront intégrées au PLU à l'occasion de(s) procédure(s) de modification(s) qui seront entreprises à l'issue des études préalables d'aménagement et de faisabilité. Conformément au Code de l'Urbanisme, les articles obligatoires (articles 6 et 7) sont renseignés dans le règlement écrit ainsi que ceux relatifs à la desserte par réseaux.

Le règlement fixe un COS à 0 afin d'empêcher en l'état toute autorisation de construire qui hypothéquerait une urbanisation cohérente des différents secteurs sur le moyen et le long terme.

2.3.5 Tableau des superficies des zones à urbaniser

ZONES	SUPERFICIE
2 AU	01 ha 23
TOTAL	01 ha 23

La superficie des zones à urbaniser représentent au total 01 ha 23 soit 0,38 % de la superficie totale du territoire communal.

2.3.6 La zone agricole

- *Caractère, périmètre et vocation de la zone*

Les zones A sont des secteurs agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres (article R. 123-7 du Code de l'Urbanisme). Les terres cultivées figurent parmi les éléments structurants du paysage.

La zone agricole (A) s'étend sur près de 165 hectares soit environ 51 % du territoire communal.

Le classement en zone agricole concerne les espaces du plateau agricole qui couvrent la partie centrale du territoire.

La vocation agricole de ces espaces est affirmée. Ces derniers se présentent sous la forme d'espaces ouverts homogènes, aux grands parcellaires.

En ce qui concerne la zone A générale, hormis les activités liées à l'agriculture et à l'élevage, seuls les équipements publics ou d'intérêt général sont admis.

A noter que l'édification d'habitations est tolérée dans des conditions limitées : qu'elles soient nécessaires à l'activité agricole, qu'elles soient implantées à une distance maximale de 50 m des bâtiments agricoles existants ou projetés ; qu'elles soient limitées à deux nouvelles par exploitation à partir de l'entrée en vigueur du PLU.

- *Accès et voirie*

À la différence des zones urbaines dans lesquelles les profondeurs constructibles sont réglementées, la constructibilité en zone A est très limitée et obéit à des règles d'usage. Les accès aux bâtiments agricoles sont parfois l'objet d'ententes entre les agriculteurs eux-mêmes. De plus, en zone agricole le bâtiment est édifié là où il sera le plus utile.

Il est tout de même imposé la mise en place d'accès satisfaisant aux exigences de la sécurité, de la défense contre les risques d'incendie et de la protection civile.

- *Réseaux*

Le raccordement des constructions au réseau d'eau potable est obligatoire. Les constructions peuvent néanmoins être alimentées, sous condition, par des forages ou des puits particuliers sous réserve des autorisations nécessaires lorsqu'il s'agit d'habitations ou d'établissements accueillant du public.

En ce qui concerne les eaux usées et leur traitement, le règlement rappelle l'obligation de se raccorder au réseau collectif d'assainissement lorsqu'il existe. A défaut, le pétitionnaire aura l'obligation de mettre en œuvre d'un assainissement individuel adapté au terrain et conforme à la législation en vigueur.

Conformément aux préconisations des services compétents (Agence Régionale de Santé) et en vue d'assurer une protection maximale de la ressource en eau, le règlement précise les conditions de surface minimale à respecter en vue de mettre en œuvre un assainissement autonome efficace. Le règlement rappelle également que ces dispositifs devront être conçus de façon à pouvoir être mises hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif, lorsque celui-ci sera réalisé.

- *Implantation des constructions*

La constructibilité en zone agricole est faible et ne concerne que les constructions nécessaires à l'activité agricole. Néanmoins, quelques précautions doivent être prises. Ainsi, pour des raisons de sécurité, une marge de recul minimale (10 m) est fixée par rapport à l'emprise des routes départementales. L'objectif de cette disposition est également d'éviter l'effet de masse induit par l'implantation de constructions volumineuses situées trop près des voies.

Toute construction est interdite à moins de 10 m du fossé répertorié à l'ouest du territoire, l'objectif étant d'en préserver la fonctionnalité.

- *Implantation des constructions sur une même propriété*

L'article 8 est renseigné afin de tenir compte des besoins d'ensoleillement des constructions futures (principe de vue directe).

- *Emprise au sol*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Hauteur*

La hauteur retenue au règlement pour les bâtiments agricoles est celle qui permet techniquement l'évolution d'engins à l'intérieur de certains bâtiments, soit 15 mètres au faîtage.

La hauteur est limitée à 9 mètres au faîtage pour les nouvelles constructions à usage d'habitation. L'objectif est d'assurer l'intégration de ces constructions dans le paysage ouvert agricole.

Pour des raisons techniques ou fonctionnelles, la hauteur des constructions peut être plus élevée.

- *Aspect des constructions*

L'intégration des constructions dans le paysage – y compris celles nécessaires à l'agriculture – a constitué l'une des préoccupations des élus, ce même si les possibilités de construire en zone agricole sont restreintes.

Les constructions projetées en zone A doivent, du fait de la sensibilité paysagère des espaces concernés, présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux ; c'est le sens de l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme qui continue de s'appliquer.

Les principales caractéristiques réglementaires en matière architecturale des habitations reprennent les mêmes exigences que celles édictées pour les habitations en zone urbaine. Il s'agit d'une volonté communale d'harmoniser les règles en la matière sur l'ensemble du territoire (souci d'équité des habitants devant la règle).

Protections particulières

Quelques éléments particuliers du paysage font l'objet d'une protection particulière en vertu des dispositions de l'article L. 123-1-5(7°) du Code de l'Urbanisme. Le règlement précise le degré de protection édicté et autorise des déboisements partiels en lien avec la fonctionnalité des espaces (création d'accès à un terrain à travers les haies, passage d'équipements d'infrastructure). La gestion normale de ces bois n'est pas remise en cause.

- *Espaces libres et plantations*

Par ailleurs, le massif boisé visible à l'ouest du territoire au sommet de la butte a été classé au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme ; ce classement interdit tout changement de vocation du sol et donc tout défrichement, les coupes et abattages y sont soumis à autorisation. Concernant la zone A, seule un bois situé de l'autre côté de la RD 142 a été répertorié puisqu'il s'inscrit en marge des terres cultivées.

2.3.7 La zone naturelle et forestière

- *Caractère, périmètre et vocation de la zone*

Sont classés en zone N, les secteurs de la commune « à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels » (article R. 123-8 du Code de l'Urbanisme).

Le classement en **zone N** affiche un principe fort de protection des espaces qui doivent conserver leur caractère naturel. A Marest-sur-Matz, le classement en zone N est adopté :

- au nord du territoire, sur les espaces de fonds de vallée humide qui hébergent la rivière du Matz. Ils sont concernés en effet par des aléas naturels (inondations, remontées de nappe), un périmètre de protection lié au captage d'eau potable de Chevincourt, une reconnaissance au titre de « zones à dominante humide » ce qui les rend sensibles à l'urbanisation ;
- au sud-ouest du territoire au niveau de la butte boisée, la zone N regroupe les secteurs agricoles en pente soumis à des phénomènes de ruissellements et son sommet boisé (forte influence paysagère et de gestion des aléas hydrauliques en amont).

Dans la zone N, seules les constructions d'équipements d'infrastructure liées à la voirie et aux réseaux divers sont autorisées ainsi que les aménagements, ouvrages, constructions présentant un caractère d'intérêt général. La rénovation, l'adaptation et l'aménagement du bâti existant en zone N est également admise pour une gestion normale du bâti.

Dans la zone N, les abris pour animaux sont également admis sous conditions, sauf dans les secteurs identifiés au plan en particulier le secteur Na où les restrictions du droit à bâtir visent une pérennisation de la zone à dominante humide.

Les abris pour animaux sont soumis à conditions de surface (au maximum 100 m²) et d'aspect extérieur pour une insertion optimale (usage de matériaux de teinte foncée). En outre, pour éviter toute dérive ultérieure, ces derniers devront être fermés sur trois côtés au maximum afin de ne pas être utilisés à d'autres fins (cabanisation...).

La zone N comprend un **secteur Nh** qui correspond aux habitations « isolées » au sein de ces ensembles naturels remarquables. L'objectif de ce secteur est de permettre une gestion maîtrisée des habitations existantes (extension dans la limite de 25 % de la surface de plancher existante avant l'entrée en vigueur du PLU) et la création d'installations et de bâtiments annexes à caractère privatif au sein d'un périmètre circonscrit, au plus, aux limites propriétés, autrement dit sur des espaces déjà artificialisés (jardins cultivés, pelouses de jardins d'agrément...).

En compatibilité avec les orientations du PADD, les dispositions du PLU font apparaître un **secteur Nj**, îlot naturel composé de jardins privatifs situés au centre du village. Ce secteur à dominante naturelle forme un lieu de respiration et d'intérêt paysager (îlot végétal) au cœur de la trame bâtie. C'est pourquoi, la commune a souhaité le préserver. La volonté de pérenniser le caractère végétal dominant de la zone tout en tenant compte des éventuels besoins des particuliers (quelques terrains sont occupés par des jardins potagers) expliquent pourquoi, seuls les abris de jardin dont la surface au sol (en une ou plusieurs fois) n'excèdera pas 30 m² sont autorisés.

La zone N comprend un **secteur Nm** correspondant au hameau de Vaugenlieu, écart bâti peu équipé localisé au cœur des terres agricoles et présentant une vocation mixte (agricole et habitat). La définition d'un tel secteur permet de reconnaître la vocation mixte du site ; la vocation habitat pure sans rapport avec l'activité agricole n'aurait pas eu d'existence légale au travers de son classement en zone A stricte.

Les règles du PLU ont dû être adapté pour ce site au regard des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Compte tenu de la qualité architecturale de plusieurs bâtiments, la commune a souhaité permettre, par anticipation, la reconversion éventuelle du site afin de pérenniser le patrimoine bâti. Toutefois, il ne s'agit pas de conforter la vocation résidentielle de cet endroit éloigné du centre-village et peu équipé, des secteurs plus appropriés ayant été réservés à cet effet.

Par les dispositions du PLU, la commune a souhaité conforter les vocations existantes et définir des occupations et utilisations du sol adaptées aux caractéristiques et intérêts du site. Il est utile de rappeler que ces nouvelles occupations devront être adaptées à la capacité des réseaux existants ; sinon les renforcements seront à la charge du pétitionnaire.

S'agissant de l'exercice de l'activité agricole, les mêmes droits que ceux applicables sur le reste de la zone A sont accordés au sein du secteur Nm, excepté l'emprise au sol définie à 60 % de la surface totale du terrain. On peut considérer que l'exploitant a toute latitude pour se développer sur les terres agricoles voisines.

La vocation habitat est reconnue mais différenciée selon qu'elle est nécessaire ou pas à l'activité agricole. Ainsi, la réalisation de deux habitations nouvelles maximales est autorisée dès lors qu'elles sont nécessaires à l'activité agricole (comme dans le reste de la zone A contigüe).

S'agissant des habitations existantes, seule une gestion de l'existant est admise c'est-à-dire qu'elles pourront faire l'objet d'une extension limitée à 20 % de la surface de plancher existante avant l'entrée en vigueur du PLU. De plus, l'aménagement d'installations et de bâtiments annexes à caractère privatif liés aux habitations existantes est admis.

En termes de reconversion, la priorité est donnée à la réhabilitation ou le changement d'affectation des bâtiments existants. La commune souhaite orienter les destinations possibles en lien avec des activités liées au tourisme rural (type chambre d'hôtes, gîtes ruraux...), les centres de séminaire, l'accueil d'activités culturelles (atelier de peinture, exposition...), l'accueil d'activités artisanales ou de bureaux, les hôtels/restaurants, les établissements publics ou d'intérêt collectif. En outre, les logements du personnel seront autorisés dans le volume des bâtiments autorisés.

La mise en œuvre de ce type de projet peut s'accompagner de constructions nouvelles liées au fonctionnement des établissements autorisés. La commune est consciente des besoins qui pourraient naître de la création d'une activité. Cependant, elle a souhaité mettre en place une emprise au sol raisonnable pour l'ensemble des constructions « nouvelles » (40 % de la surface totale du terrain) afin d'éviter les dérives importantes.

ooo

Les droits à construire ou à se développer sont généralement limités dans le reste de la zone N. Aussi, les règles édictées au PLU sont souples.

Le règlement rappelle que les accès et la voirie doivent permettre la desserte par les services de secours et de lutte contre l'incendie et répondre aux exigences de la circulation. Il est utile de préciser que des terrains, classés en secteur Nh, situés au sud du territoire s'inscrivent en bordure de la RD 142 mais qu'ils sont accessibles depuis la commune voisine

à partir de voies sécurisées (constructions rattachées à un lotissement). Aussi, pour éviter toute dérive, le règlement du PLU précisera que les nouveaux accès directs sur la RD 142 sont interdits. Il convient de préciser, « nouvel » accès considérant que l'habitation inscrite en secteur Nh au nord du village est desservie par cet axe de communication.

Le secteur Nm est desservi par plusieurs voies, carrossables ou non dont l'aménagement peut servir à améliorer l'accessibilité aux terrains en cas de reconversion du site.

Le raccordement au réseau d'eau potable est obligatoire pour les constructions ayant des besoins en eau, sauf conditions particulières. Dans ce dernier cas, l'alimentation en eau par captage, forage ou puits particuliers est tolérée dans le respect des autorisations légales. S'agissant des eaux usées, le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire. A défaut, un assainissement autonome pourra être mis en œuvre dans les conditions définies au règlement (surface minimale) et en conformité avec la législation en vigueur.

L'implantation différenciée des constructions édifiées dans le secteur Nm invite à édicter des règles assez souples pour une gestion normale du bâti. L'implantation des constructions à l'alignement sera possible en cas d'extension d'un bâti déjà implanté à l'alignement. Autrement, un retrait d'au moins 5 m est requis. S'agissant de l'implantation des bâtiments par rapport aux limites séparatives, il est rappelé qu'en cas de retrait, une distance minimale de 3 m devra être respectée.

Dans le reste de la zone N, au vu des perspectives de développement quasiment inexistantes, les dispositions édictées sont souples et tiennent compte de l'existant pour une exigence de souplesse et de fonctionnalité.

L'article sur l'emprise au sol des constructions est réglementé seulement pour le secteur Nm, considérant que des conditions de surfaces maximales ont été intégrées à l'article 2 pour les autres secteurs. Dans le secteur Nm, l'emprise au sol est fixée à 40 % de la surface totale du terrain pour l'ensemble des constructions, excepté les bâtiments agricoles dont l'emprise totale est portée à 60 %. Ces règles permettent de maîtriser les densités urbaines compte tenu des possibilités de reconversion ultérieure.

Dans le secteur Nm, il est possible de réaliser deux nouvelles habitations au maximum, en lien avec l'activité agricole. C'est pourquoi, la hauteur de ces constructions y est limitée à 9 mètres au faîtage, l'objectif étant d'assurer l'intégration de ces constructions dans le paysage ouvert agricole environnant. Pour ne pas remettre en cause la gestion du bâti existant, l'extension dans le prolongement de bâtiments existants présentant des hauteurs plus élevées est admise.

En matière de hauteur, les règles sont sommaires et concernent les annexes autorisées dont la hauteur sera limitée à 3,50 m au faîtage.

Pour les autres constructions (habitations), la hauteur de l'extension ne pourra excéder la hauteur du bâtiment agrandi. Cette règle permet de tenir compte des différents gabarits de construction tout en évitant les dérives.

En matière d'aspect extérieur des constructions, les règles sont harmonisées avec celles de la zone U, la zone N étant concernée par des constructions de typologies diversifiées.

S'agissant des bâtiments annexes édifiés au sein du secteur Nj, l'usage de matériaux naturels comme le bois ou de matériaux de teintes foncées assure l'intégration paysagère des constructions dans un contexte végétalisé. Dans toute la zone N, les tôles galvanisées non peintes en usine sont interdites pour des raisons esthétiques.

Au regard de la qualité des espaces naturels, l'édification de clôtures végétales est recommandée. La mairie met à disposition du public une plaquette « plantons dans l'Oise » afin de les sensibiliser dans cette démarche. Pour des raisons esthétiques évidentes, les plaques de béton armé entre poteaux ne sont tolérées qu'en soubassement (socle rigide pour l'installation d'un grillage) et dans une limite de hauteur fixée à 0,50 cm comptée à partir du sol naturel.

En compatibilité avec le PADD, la commune a mis en place des protections en vue de protéger les boisements structurants, petits et grands. Les essences concernées se situent au sud-ouest du territoire sur la butte boisée. La pérennisation de ces essences ne se fait pas au même titre.

Les bosquets et alignements d'arbres sont protégés au titre de l'article L. 123-1-5(7°) du Code de l'Urbanisme en leur qualité d'éléments du paysage à protéger.

S'agissant du massif boisé qui tapisse le sommet de la butte, sa dimension (plusieurs hectares) et sa vocation forestière a amené la municipalité à classer cet espace boisé au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme ; ce classement interdit tout changement de vocation du sol et donc tout défrichement, les coupes et abattages y sont soumis à autorisation. Par cette protection stricte, la commune entend par ailleurs stabiliser la nature boisée du sol (qui par le passé a fait l'objet de défrichements au profit de terres cultivées) et ainsi garantir sur le long terme les circuits hydrauliques identifiés (ruissellements occasionnés par la pente) et stabiliser l'intensité de l'aléa ruissellement qui occasionne parfois des problèmes de coulées de boue au contact du village (rue de Thourotte).

La conservation des bois petits et grands est primordiale à l'équilibre hydraulique du territoire, déjà soumis à des aléas naturels. De plus, visible de loin, cette colline boisée appartient à un ensemble paysager homogène que la commune a le devoir de protéger.

La non-protection (au titre du Code de l'Urbanisme) des essences boisées du fond de vallée est volontaire s'agissant d'une part d'espaces parfois exploités (peupleraies...) et de bois plus ou moins nobles. Surtout, ces espaces renferment des milieux humides (boisés ou non) abritant des habitats riches et variés dont la pérennité peut nécessiter l'intervention humaine (défrichements liés à l'ouverture de milieux anciennement colonisés faute d'entretien).

En ce qui concerne le stationnement des véhicules, les nouvelles places devront être aménagées sur la propriété et correspondre aux besoins (ratio d'1 place par tranche de 60 m² déterminé pour les habitations).

Le règlement rappelle que les espaces non bâtis doivent être aménagés et convenablement entretenus.

2.3.8 Tableau des superficies des zones agricoles, naturelles et forestières

ZONES	SUPERFICIE
A	161 ha 58
N	132 ha 04
dont Nh	01 ha 07
Nj	01 ha 71
Nm	04 ha 13
TOTAL	293 ha 62

La zone agricole (A) est la plus représentée avec 161 ha 58, soit 50 % de la surface du territoire communal.

La zone N représente 132 ha 04 (40,9 % du territoire communal) dont 01 ha 07 pour le secteur Nh, 01 ha 71 pour le secteur Nj et 04 ha 13 pour le secteur Nm.

2.3.9 Tableau récapitulatif des surfaces

ZONES	SUPERFICIE	% du territoire communal
U	28 ha 15	08,72 %
AU	01 ha 23	00,38 %
A	161 ha 58	50,02 %
N	132 ha 04	40,88 %
Espaces boisés classés	19 ha 82	06,14 %
TOTAL	323 ha 00	100,00 %

Les espaces agricoles et naturels représentent un total de 293 ha 62 soit 91 % de la superficie totale du territoire communal. Les dispositions du projet de PLU permettent une protection des espaces dans leur vocation respective.

Concernant la zone urbaine, elle représente 28 ha 15 soit 8,7 % de la superficie du territoire communal.

Enfin, la zone AU inscrite au PLU représente un total de 01 ha 23 soit 0,37 % de la superficie totale du territoire communal.

2.3.10 La consommation foncière du projet de PLU

La consommation foncière du projet de PLU se doit d'être compatible avec les objectifs de densités énoncés dans le PLH et le SCOT des Deux Vallées approuvés. Cet objectif est de 25 logements à l'ha.

Il convient de garder en mémoire (Cf. diagnostic communal) qu'il serait très optimiste de considérer que l'ensemble des espaces non bâtis répertoriés au sein du village, dans les sections de rues équipés, puissent être comptabilisés comme des potentiels entièrement constructibles de suite. En effet, l'usage actuel des terrains (jardins privés, espaces publics, terrains utilisés dans l'exercice d'une activité agricole...) ou encore les aléas artificiels ou naturels qui pèsent sur eux (remontées de nappe reconnues dans le règlement graphique au sein du secteur orange) sont d'autant de situation de fait qui pèsent sur la mise à disposition de terrains nus à destination de la construction à l'échéance du PLU.

De plus, le règlement du PLU reconnaît et pérennise au sein du village (zone U et 2 AU), la mixité des fonctions urbaines. Par conséquent, la constructibilité d'un terrain n'est pas exclusivement dévolue à de l'habitat. La vocation agricole de la plupart des terrains et la pérennité des exploitations qui s'y rattachent laissent entrevoir la stabilité de ces dents creuses.

La consommation foncière doit également être évaluée en fonction des surfaces consommées. Il est entendu qu'il doit être fait une distinction entre l'urbanisation des terrains situés à l'intérieur de la partie actuellement urbanisée du village (densification de la partie actuellement urbanisée du village) et les véritables extensions urbaines (hors périmètre aggloméré).

Or, de ce point de vue, le projet de PLU respecte les objectifs de limitation de la consommation d'espaces périphériques considérant d'une part la limite très restrictive de la zone urbaine (U) qui s'arrête à la dernière construction et l'inscription d'une zone 2 AU à l'intérieur de la partie actuellement urbanisée du village.

Le classement en 2 AU des terrains situés le long de la rue de Thourotte ne doit pas se concevoir comme une zone d'extension future dont les surfaces viendraient se rajouter aux autres parcelles équipées du village, mais comme un classement juridique qui découle simplement de l'application de l'article R. 123-6 du Code de l'Urbanisme qui permet aux auteurs du PLU de différer l'urbanisation des terrains insuffisamment ou non équipés dans l'attente de la réalisation future des réseaux.

En cela, le projet de PLU vise à lutter contre l'étalement urbain en ce que l'urbanisation future (qui sera possible une fois les réseaux réalisés) de la zone 2 AU et des terrains nus équipés du village viendra densifier encore plus un périmètre aggloméré comprenant de grandes surfaces linéaires non bâties.

Comme le précise le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, un îlot agricole situé à l'ouest du village (route de Vandélicourt) est voué à devenir constructible dans le futur. Il conviendra de s'assurer que ce développement répondra à un besoin réellement justifié de développement. Cet îlot peut être une solution alternative au développement en cas de blocage généralisé des options réglementaires édictées au présent PLU.

C'est pourquoi, il peut être affirmé que les choix de développement mis en œuvre au travers du projet de PLU de Marest-sur-Matz préservent les espaces agricoles et naturelles périphériques par une consommation foncière nulle préservant ainsi les terres agricoles d'une régression accélérée sur le long terme.

2.3.11 Évolution des règles et des superficies des zones

La commune de Marest-sur-Matz ne dispose d'aucun document d'urbanisme. Aussi, l'évolution des règles ne peut être établie dans le présent rapport.

2.3.12 Les emplacements réservés

2.3.12.1 Emplacements réservés au titre de l'article L.123-1-5 (8°) du Code de l'Urbanisme

Des mesures conservatoires ont été adoptées afin de permettre la réalisation ou l'aménagement d'espaces ou d'équipements d'intérêt général.

Toutes les emprises décrites ci-après sont inscrites au bénéfice de la commune.

ER 1 : dont l'objet est l'aménagement d'un cheminement aux abords de la rue de Thourotte en vue de sécuriser les déplacements. La largeur de l'emprise réservée doit permettre d'uniformiser la largeur d'emprise de la rue et ainsi équilibrer les aménagements (chaussée roulante, cheminement doux, accotements...).

ER 2 : maintien d'un accès en direction d'une zone potentielle de développement futur. Cet ER s'inscrit dans le prolongement des orientations du PADD qui sont de ne pas empêcher les générations futures de poursuivre le développement urbain communal sur des secteurs périphériques bien situés. La largeur de l'emprise déterminée a pour but de permettre l'aménagement d'une voie d'accès suffisamment proportionnée pour supporter une circulation à double sens, présenter des aménagements qualitatifs valorisant l'entrée du village et procéder à l'aménagement sécuritaire du futur carrefour avec la RD 142.

2.3.13 Les plans d'alignement

La commune de Marest-sur-Matz ne dispose pas de plan d'alignement sur son territoire. Le dossier de PLU ne comporte donc pas d'annexe « voirie-alignement ».

2.3.14 Les servitudes

Toutes les servitudes grevant le territoire communal de Marest-sur-Matz ont été recensées dans le Porter à Connaissance (document disponible en mairie).

L'ensemble de ces éléments, a été reporté dans un document annexe intitulé "Cahier des Servitudes d'Utilité Publique" ; les fiches techniques des servitudes complètent l'annexe.

Chacune des dispositions du PLU respecte les servitudes d'utilité publique qui affectent le territoire communal.

2.3.15 Les nuisances acoustiques

Aucun des axes qui traversent le territoire communal n'est concerné par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 recensant, dans le département de l'Oise, les axes bruyants aux abords desquels des secteurs affectés par le bruit sont déterminés.

3 - MISE EN OEUVRE DU PLAN

3.1 Préambule

Si le Plan Local d'Urbanisme est un document de réflexion puis d'organisation du développement de la commune, il comporte également certaines implications qu'il y a lieu d'exposer. La réussite de la politique d'aménagement menée par les élus municipaux, et traduite dans le document, appelle des actions complémentaires de mise en œuvre des dispositions qui y sont arrêtées.

Bien que document d'urbanisme, mais aussi document juridique contenant le droit d'occupation et d'utilisation des sols, le Plan Local d'Urbanisme ne peut préciser toute une architecture, ni prévoir les détails qui font qu'une commune est « agréable » et ses paysages de « qualité » : la mise en œuvre des dispositions du Plan Local d'Urbanisme devra donc se faire en restant vigilant sur la préservation et l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement : éléments « sensibles » et « fragiles », très facilement dégradables.

3.2 Les implications

Les implications sont d'ordre financier.

La commune devra acquérir les emplacements réservés que le document lui attribue pour la réalisation des ouvrages ou espaces publics.

Pour assurer ces financements, la commune :

- peut bénéficier de taxes d'urbanisme pour les constructions et agrandissements de bâtiments implantés sur le territoire communal (cf. Code Général des Impôts),
- pourra solliciter des subventions pour les travaux d'extension et de renforcement des réseaux d'infrastructures,
- pourra demander des participations pour la réalisation d'équipements nécessités par l'urbanisation des zones AU destinées à l'habitat, aux activités ou aux équipements d'intérêt général, (si dans celles-ci certaines taxes d'urbanisme ne sont pas déjà applicables) et dans lesquelles un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) aura été approuvé par le Conseil Municipal (cf. l'article L. 332-9 du Code de l'Urbanisme).

3.3 Les actions d'accompagnement

3.3.1 L'action foncière

Il est important que, pour la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme, la municipalité conduise une politique foncière visant à l'acquisition de terrains bien situés, liée à la politique générale d'aménagement qu'elle s'est fixée pour les années à venir.

À cet effet, outre la procédure d'acquisition d'emplacement réservé pour les opérations inscrites au Plan Local d'Urbanisme, la municipalité a la possibilité d'user du Droit de

Préemption Urbain (DPU) qui permet la réalisation d'acquisition d'opportunité sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) définies dans le Plan Local d'Urbanisme.

D'autres moyens juridiques : la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ou encore la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) pour réserve foncière, peuvent également être engagés.

Ces diverses procédures permettent la réservation de terrains pour la réalisation des équipements collectifs et d'actions ou d'opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de lutter contre l'insalubrité, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non et les espaces naturels.

À ces moyens, il faut ajouter les aides financières que la commune peut solliciter et obtenir des autres collectivités locales et de l'Etat.

3.3.2 La gestion de l'espace

La municipalité a la responsabilité de l'organisation du développement qu'elle projette pour la localité en tenant compte de la nécessité d'aménager un cadre de vie agréable, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et le caractère des sites et paysages de qualité.

À cette fin, elle peut mettre en œuvre tous les moyens que le Plan Local d'Urbanisme lui apporte, et mener, avec la volonté d'une gestion cohérente et équilibrée de la commune et de son environnement, toutes les actions d'accompagnement qui inciteront à la réalisation des objectifs retenus.

3.4 Incidences des dispositions du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement : mesures de préservation et de mise en valeur

3.4.1 La commune et le paysage

L'analyse du relief, de l'occupation du sol et des principales voies de communication terrestre, est un moyen pour comprendre, expliquer et gérer à travers le Plan Local d'Urbanisme, les sites et paysages. Tout changement de l'une de ces composantes peut entraîner un bouleversement irréversible du paysage.

C'est pourquoi, il importait de les repérer, afin de les maintenir, les gérer et les utiliser à des fins économiques, de loisirs ou tout simplement au maintien de la qualité du cadre de vie.

Le présent document s'est attaché à déterminer la répartition des grandes entités paysagères et à les reconnaître par un classement approprié (zones A et N). Le diagnostic a mis en évidence les caractéristiques d'un territoire situé à l'interface du plateau Picard et du

Noyonnais, le territoire étant influencé par une dynamique géographique butte-plateau-vallée. Il en présente donc toutes les composantes : butte boisée, grandes étendues cultivées de plateau, fond de vallée humide essentiellement boisée aux habitats diversifiés. Marest-sur-Matz offre donc des paysages très variés et de grande qualité. Cette diversité paysagère est reconnue par la municipalité dans son PADD.

Le paysage agricole est issu des activités humaines. Le maintien de l'activité agricole recherchée au travers des dispositions du PLU est un garant de la pérennisation des paysages de cultures rattachés aux activités. Le classement en zone agricole de la périphérie des entités bâties dans lequel se sont implantées les exploitations agricoles, définit les conditions favorables à la poursuite de l'activité sur le territoire. S'agissant de l'exploitation située au nord du village, la prise en compte des aléas naturels du site ont nécessité de circonscrire le développement de l'exploitation.

Le classement en zone naturelle de la butte en partie boisée et du fond de vallée humide vise à limiter fortement les droits à construire dans des secteurs réputés pour leur qualité naturelle, paysagère voire écologique. De plus, cela a le mérite de minimiser la survenue de risques dans des secteurs à la topographie mouvementée (risques de ruissellements, de mouvements de terrains...) ou sensibles aux risques liés au facteur eau (remontées de nappe, inondations).

Par ailleurs, la définition des périmètres des zones urbaines et des zones à urbaniser répond à la volonté de privilégier un développement urbain dans des secteurs situés à l'intérieur du tissu aggloméré, de manière à modérer la consommation de l'espace et à conforter la cohésion de l'enveloppe bâtie, avec pour corollaire la préservation des grands équilibres paysagers. Le choix d'un développement le long de la rue de Thourotte s'accompagnera d'un traitement paysager de la lisière urbaine de Marest-sur-Matz qui présente ici une grande sensibilité. Aussi, les dispositions du PLU favorisent l'intégration paysagère du village.

3.4.2 La commune et les milieux naturels

La commune ne compte pas de reconnaissance environnementale de portée réglementaire. Elle est concernée par une zone à dominante humide et un corridor écologique potentiel. La qualité et la fonctionnalité de ces espaces sont assurées par leur classement en zone N de protection limitant ainsi fortement les droits à construire. Il existe des habitations isolées dont la gestion est rendue possible au sein d'un périmètre circonscrit (secteur Nh) à des espaces déjà artificialisés (jardins potagers, terrains privés).

Indépendamment de ces milieux qui peuvent présenter un intérêt à l'échelle locale et intercommunale (réseau), la commune possède un certain nombre d'espaces, parfois modestes, qui participent globalement à la qualité biologique et économique des lieux.

Les boisements constituent un élément fondamental des caractéristiques environnementales du territoire communal. Les boisements, petits et grands, font l'objet d'une protection dès lors qu'ils sont considérés structurants (intégration paysagère du village, qualité à l'échelle du paysage communal, gestion des risques hydrauliques...). La protection appliquée pour les éléments du paysage ponctuels est celle résultant de l'article L. 123-1-5(7°) du Code de l'Urbanisme.

Compte tenu du caractère forestier du massif boisé qui tapisse le haut de la butte au sud-ouest du territoire communal, son classement au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme est apparu comme une évidence. De plus, en pérennisant la vocation boisée du sol, les auteurs du PLU permettent de stabiliser dans le temps une situation hydraulique

jugée fragile devant toute évolution de l'occupation des sols à cet endroit du territoire communal.

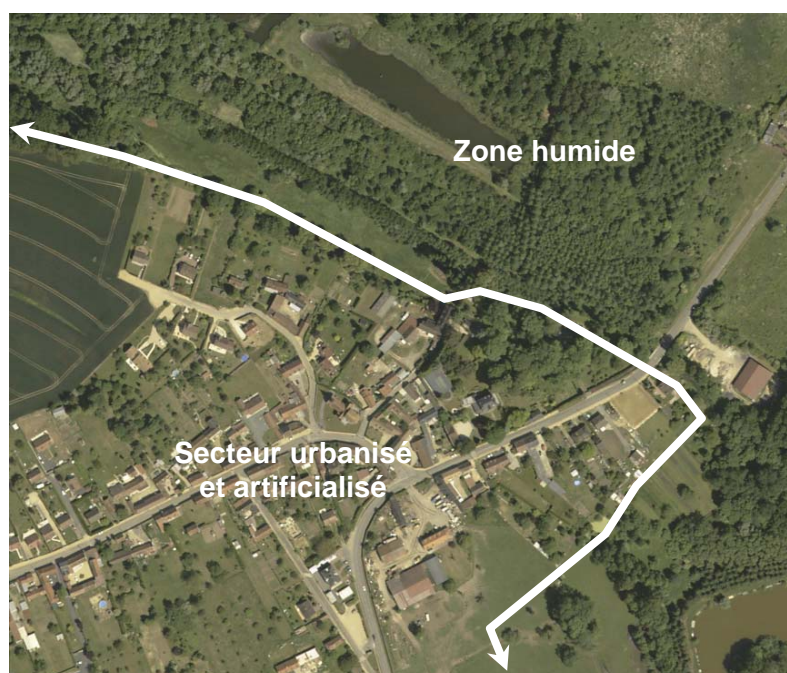
En revanche, la « non protection » des boisements situés au sein de la vallée humide du Matz est volontaire s'agissant, dans la plupart des cas, de boisements issus de l'exploitation forestière (populiculture...) dont la protection viendrait geler l'activité. De plus, les espaces concernés sont répertoriés en zone à dominante humide, secteur aux habitats spécifiques dont la pérennisation peut nécessiter des défrichements partiels.

La commune est concernée par une zone à dominante humide située au sein de la vallée du Matz de part et d'autre de la rivière. Il s'agit d'un site étendu qui couvre l'ensemble du fond de vallée humide. Ces secteurs du territoire sont caractérisés par leur grande diversité ainsi que leur richesse et sont reconnus pour leur rôle fondamental dans la gestion quantitative de l'eau, le maintien de la qualité des eaux et la préservation de la diversité biologique. Le classement en secteur Na de l'ensemble du fond de vallée humide est le garant du maintien du caractère naturel des lieux. Dans ce secteur du territoire, les occupations et utilisations du sol sont très restreintes et destinés uniquement à répondre à un intérêt général.

La prise en compte de la zone à dominante humide

Le plan de découpage en zones fait apparaître un classement en zone constructible (zone U) de parcelles répertoriées par le SDAGE en zones à dominante humide. Ce choix est justifié considérant que les parcelles concernées sont soit déjà bâties, soit des fonds de terrains privés ayant perdu leur caractère « naturel humide » en raison des remblais et de l'artificialisation des sols (jardins d'agrément régulièrement tondus et occupés par des annexes ou dépendances, jardins potagers...). Il est important de rappeler que la délimitation des zones à dominante humide issues du SDAGE relève d'une analyse théorique effectuée à l'échelle du bassin versant Seine-Normandie et non à la parcelle. Par conséquent, une analyse plus fine des caractéristiques des parcelles bâties situées au contact du fond de la vallée humide a permis assez facilement d'affiner le périmètre véritable sur la commune de la zone à dominante humide.

Dans le règlement du PLU, ces fonds de terrains pourront accueillir des constructions ou installations à l'emprise limitée (annexes, installations à caractère privé...), occupations déjà existantes ce qui ne portera pas atteinte à la pérennisation de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant.



Le projet de PLU vient contenir une amplification de l'artificialisation des espaces en cœur de vallée puisque les droits à bâtir sont strictement limités. Egalement, la commune n'a pas souhaité inscrire un secteur particulier sur l'espace consacré aux activités de pêche afin d'empêcher la réalisation de constructions.

Concernant le règlement de la zone urbaine, une marge de recul d'au moins 10 m par rapport à la rivière du Matz devra être maintenue pour toute nouvelle construction afin de conserver le caractère naturel des abords du Matz et réduire les risques éventuels.

Des corridors écologiques potentiels traversent la partie nord du territoire, au cœur de la vallée humide du Matz. Par un classement en zone naturelle (N) de ces espaces, le PLU veille à la pérennité de ces couloirs d'échanges. La gestion de deux habitations isolées au sein d'un périmètre limité (secteur Nh) permet une maîtrise du développement urbain dans cette partie du territoire et la préservation des espaces naturels de vallée, support d'un continuum écologique.

Le PLU s'attache parallèlement à éviter le mitage de l'espace naturel en favorisant un développement et un renouvellement urbains à l'intérieur d'un périmètre respectueux de la forme urbaine du village et compact, conformément aux objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (loi SRU).

D'une manière générale, la volonté de préserver les milieux naturels et les paysages s'exprime au travers de la restriction du périmètre aggloméré et de la programmation d'un développement urbain dans des espaces non concernés par des reconnaissances environnementales ou déjà influencés par l'urbanisation.

3.4.3 Le cadre bâti

De la même manière que pour les paysages, une analyse précise du cadre bâti et des espaces publics (place, rue, etc.) est indispensable.

L'observation de l'existant est souvent le seul moyen de faire évoluer le cadre bâti tout en le respectant, par l'établissement d'un constat servant de base de réflexion pour la réalisation des projets à venir.

De manière générale, les moyens réglementaires mis en œuvre dans le cadre du PLU doivent être appréhendés comme des actions de sauvegarde des caractéristiques du tissu urbain ancien existant (façade sur rue des constructions anciennes traditionnelles), mais aussi comme un moyen d'affirmer des images urbaines futures et de la prise en compte des innovations et techniques nouvelles de constructions, que les élus ne souhaitent pas remettre en cause.

La détermination de secteurs urbains permet de tenir compte de particularités ou objectifs inhérents à chaque entité. En cela, le PLU définit des prescriptions particulières concernant l'implantation des constructions et l'aspect extérieur des façades et des clôtures le long d'une partie des rues Principale et de la Place. L'objectif y est de conforter les ambiances urbaines résultant d'une urbanisation traditionnelle. Sur le reste du village, les règles visent un minimum de qualité esthétique en matière d'aspect extérieur des constructions.

Le projet communal vise à limiter un développement linéaire aux extrémités du village dans le respect de l'un des objectifs majeurs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (loi SRU). Le développement du village à court, moyen et long terme est envisagé dans le respect de la forme urbaine originelle et la trame bâtie traditionnellement guidée par les

voies de communication existantes. Ces perspectives de développement ouvrent également la voie à un traitement qualitatif des entrées et de la traverse du village.

Conjointement à cette réflexion de planification urbaine, la Commune poursuit un objectif d'amélioration et de sécurisation des circulations et des cheminements, en complétant à terme le maillage urbain.

3.4.4 Economie, vie locale et logement

La dynamique de Marest-sur-Matz est avant tout résidentielle, bien que la commune dispose d'un tissu d'activités développé pour un village de cette taille. L'attractivité du principal bassin d'emplois local (Compiègne, Ribécourt, Thourotte...) engendre une certaine pression foncière et encourage aux migrations domicile-travail. L'usage du véhicule motorisé est récurrent. Bien que la commune dispose d'un service de transport collectif et un service de transport à la demande, ce dernier n'est pas toujours adapté aux exigences de déplacements liées à la fois à la gestion d'une vie professionnelle et familiale. C'est pourquoi, le PLU vise un maintien des activités en place voire leur développement sur le territoire (dans des conditions adaptées au contexte rural de la commune) afin d'encourager la création d'emplois sur le territoire et ainsi concilier sur place une vie professionnelle et personnelle, facteurs favorisant la limitation des déplacements.

3.4.5 Impact sur l'environnement et protections

L'élaboration du PLU a permis de déterminer quelles étaient les contraintes naturelles induites par le relief, la topographie, l'hydrologie, les paysages.

Le document de planification ainsi réalisé devrait permettre de maîtriser les impacts qu'un développement normal et attendu pourrait avoir sur l'environnement en permettant la mise en place de mesures de protection efficaces.

Les dispositions retenues au PLU contribuent au respect des grands équilibres qui caractérisent le territoire de Marest-sur-Matz.

3.4.5.1 Les zones constructibles

Le Plan Local d'Urbanisme contribuera à tirer parti des disponibilités foncières comme l'histoire les a transmises.

Le projet communal recherche une optimisation des îlots fonciers disponibles au sein de l'enveloppe urbaine sans compromettre la poursuite des activités agricoles et en veillant au respect des continuités écologiques.

L'exposition de la population aux risques a été prise en compte dans le PLU. Les espaces naturels les plus susceptibles d'être impactés par des aléas naturels relevant de l'écoulement des eaux, du relief, de la géologie des sols sont classés en zone naturelle.

L'équilibre hydraulique (talwegs) sur la commune est maintenu grâce à l'identification et la protection des dispositifs tampons existants, c'est-à-dire :

- un fossé principal qui relie le haut de la butte au fond de vallée humide par sa protection au titre de l'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme et la détermination d'une marge inconstructible de 10 m de part et d'autre des berges de ce dernier que ce soit au sein de la plaine agricole (zone A) ou en secteur urbanisé (zone U) ;
- le fond de vallée humide par un classement en zone N,
- les boisements des sommets et de pente par leur classement en zone N et/ou à titre individuel par l'application des articles L. 123-1-5(7°) du Code de l'Urbanisme ou L. 130-1 du Code de l'Urbanisme.

De plus, le PLU vise à maîtriser, à moyen terme, les phénomènes de ruissellements et de coulées de boue observées au sud du village par la mise en œuvre d'aménagements hydrauliques qui résulteront plus largement des réflexions menées dans le cadre de l'urbanisation du secteur 2 AU, rue de Thourotte.

La gestion du risque de remontée de nappe a également été prise en compte. Ainsi, sur l'ensemble du village les sous-sols sont interdits considérant la faible profondeur de la nappe à plusieurs endroits du village. L'analyse plus fine de ce phénomène réalisée dans le diagnostic communal a démontré que les affleurements d'eau interviennent plus ponctuellement, au nord-est du village. Par conséquent, les règles sur ce secteur ont été durcies au titre de l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme (secteur orange au règlement graphique) par l'obligation de surélever de 0,40 m le niveau de la dalle du rez-de-chaussée des nouveaux bâtiments et d'édifier les habitations sur un vide sanitaire ou un radier pour une meilleure évacuation des eaux.

Les dispositions du PLU n'engendrent pas de risques technologiques pour la population en l'absence d'établissement de ce type sur le territoire et s'agissant d'une occupation du sol (industrie) interdite par le règlement.

Les besoins en eau engendrés par l'augmentation de la population pourront être largement satisfaits par la capacité du forage en service et par celle du réseau de distribution communale.

Le scénario démographique retenu par la commune (1% de croissance par an sur 15 ans) génèrera une augmentation de la population d'environ 60 personnes (25 logements) à l'échéance 2023, soit une moyenne de + 4 personnes par an.

L'eau potable distribuée sur la commune de Marest-sur-Matz provient du captage d'Elincourt Ste Marguerite.

Données relatives à l'alimentation en eau potable (2011)	
Localisation du captage d'eau potable	Achat d'eau à Elincourt Ste Marguerite (régie)
Volume d'eau moyen distribué à partir du forage d'Elincourt Ste Marguerite	86 792 m ³
Volume d'eau importé par le syndicat (pour alimentation de Marest-sur-Matz)	21 181 m ³ soit 24 % du volume distribué par le forage
Volume facturé à Marest-sur-Matz en 2011	14 689 m ³
Nombre de clients recensés à Marest-sur-Matz en 2011	170
Estimation théorique des prélèvements journaliers par client de Marest-sur-Matz	86 m ³

Théoriquement, l'augmentation de la consommation en eau potable d'ici 2023 devrait atteindre annuellement 2 150 m³ d'eau, besoin qui au regard des volumes importés par le syndicat actuellement pourront être largement satisfaits.

S'agissant du traitement des eaux pluviales, le projet de PLU prévoit que les eaux soient traitées et infiltrées sur le terrain d'assiette de l'opération minimisant les rejets sur la voie publique et les ruissellements urbains. En outre, la loi sur l'eau s'applique pour veiller aux respects des principes de pérennisation de la ressource en eau.

S'agissant des eaux usées, elles sont traitées à l'aide de dispositifs d'assainissement autonome pour l'instant. La mise en place du SPANC permet d'encourager la réhabilitation des installations défectueuses et d'améliorer la qualité des effluents rejetés. Sinon, un projet de mise en place d'un assainissement collectif sur le village est projeté à court terme garantissant ainsi une collecte et un traitement des eaux usées selon les normes actuelles.

En conclusion, aucun risque de pollution n'est à redouter qu'il s'agisse de la contamination de la nappe aquifère ou des cours d'eau situés en aval du territoire.

Les dispositions du PLU anticipent les nuisances engendrées en matière de circulation qui pourraient résulter de la réalisation de nouvelles constructions (stationnement sauvage sur voie publique). Le PLU subordonne les différents types de projet à la réalisation obligatoire de places de stationnement sur le terrain d'assiette de l'opération. Pour ne pas sous-estimer les besoins, le PLU fixe à la fois un ratio de places pour chaque catégorie de construction et la dimension minimale des places pour des motifs de fonctionnalité.

Les dispositions du PLU visent à ne pas remettre en cause une diversification de l'offre en logements pouvant se caractériser par des typologies de bâti spécifiques ; l'objectif étant de promouvoir la mixité sociale et générationnelle dans la population.

3.4.5.2 Les zones agricoles

La zone agricole recouvre plus de 62 % de la surface du territoire communal. Toutes les exploitations agricoles peuvent, au regard des règles d'urbanisme, se développer par l'implantation de nouvelles constructions, y compris les exploitations localisées dans le périmètre aggloméré. A noter que ce développement doit se faire dans des conditions répondant à une exigence de sécurité des biens et des personnes.

La zone 2 AU inscrite au PLU ainsi que certains terrains intégrés à la zone U, concernent des terrains ayant une vocation agricole. Cependant leur urbanisation ne remettra pas en cause la survie des trois activités agricoles qui exploitent ces terres puisqu'elle en représente un pourcentage très faible.

3.4.5.3 Les zones de protection

La vocation des zones naturelles (N) est d'assurer une protection maximale en n'autorisant que très peu de modifications de l'occupation naturelle du sol. Les impacts sur l'environnement sont faibles puisque les possibilités d'évolution de l'usage des sols très restreintes ou ciblées d'intérêt général.

L'intérêt écologique des différentes zones naturelles est reconnu et identifié. Les espaces concernés par un corridor écologique potentiel et une zone à dominante humide se regroupent au sein de la vallée humide du Matz située au nord du territoire communal. Le classement des espaces intéressés en zone N stricte, où les occupations et utilisations du

sol sont très restreintes, assure la préservation du caractère naturel des habitats observés et des continuités écologiques répertoriées sur le plan local mais aussi intercommunal (lien avec le massif boisé de Thiescourt, continuité le long du Matz).

Les mesures de protection visant la gestion des eaux de ruissellements sur la commune, la limitation des droits à construire aux abords du Matz, la gestion des eaux pluviales issues des constructions nouvelles et les règles portant sur la salubrité publique constituent des facteurs stabilisants quant à la pérennité de la qualité de la ressource en eau provenant du territoire de Marest-sur-Matz. A cela s'ajoute le classement en zone N, des périmètres rattachés au captage d'eau potable de Chevincourt.

Par ailleurs, le maintien du caractère naturel boisé de la butte située au sud-ouest du territoire communal participe de l'équilibre hydraulique du territoire mais aussi de la protection des paysages.

Enfin, l'urbanisation des zones constructibles à court et moyen terme ne remet pas en question la pérennité des milieux naturels puisque ces secteurs ne sont pas directement concernés par des reconnaissances environnementales.

3.4.6 Evaluation des incidences des dispositions du PLU sur les sites Natura 2000 à proximité

Pour mémoire, le territoire de Marest-sur-Matz-sur-Matz, comme du reste les communes voisines ne possèdent pas de site Natura 2000. Le site le plus proche se localise à plus de 5 km au sein de la vallée de l'Oise.

En raison des distances, on peut affirmer que les dispositions du PLU de Marest-sur-Matz n'auront pas d'effet direct sur la préservation de ces sites, en particulier les habitats naturels identifiés considérant que le PLU de Marest-sur-Matz n'a aucune portée sur les droits à construire sur ces sites.

S'agissant des milieux naturels qui pourraient servir de support à des échanges écologiques (migration de la faune en l'occurrence des oiseaux...), le site de la DREAL Picardie mentionne l'existence d'un réseau d'échanges avec les espaces forestiers situés au nord et au nord-ouest du territoire communal. Répertoire en ZNIEFF, on peut supposer que cet espace, situé à proximité du territoire communal, entretient un lien (lieux de chasse et de vie) avec les sites Natura 2000 évoqués.

A cet effet, les continuités écologiques « secondaires » observées à l'échelle locale de la vallée du Matz, auquel le territoire appartient, méritent une vigilance particulière. C'est ce que recherche le PLU de Marest-sur-Matz qui classe le fond de vallée humide en zone naturelle de protection (N) où les droits à construire sont strictement limités et circonscrit dans un périmètre restreint (secteur Nh). A ce titre, on peut assurer le maintien en l'état des corridors écologiques potentiels.

Le développement urbain envisagé sur le territoire reste minime à l'échelle d'approche et d'évaluation des incidences Natura 2000. A cette distance et compte tenu de la nature des milieux concernés, on peut affirmer que les dispositions du PLU n'auront aucune incidence notable sur la préservation des sites Natura 2000 évoqués. Par ailleurs, à l'échelon local, les continuités écologiques ne sont pas remises en cause par le développement urbain communal, les secteurs choisis étant situés en dehors des zones de fonds de vallée en raison des risques potentiels et de la qualité des espaces.

De plus, ces milieux seront épargnés de toute nouvelle nuisance qui pourrait résulter des dispositions du PLU de Marest-sur-Matz (fréquentation accrue entraînant de la circulation, du piétinement, ...), de pollution des sols ou de l'air (stockage de produits, rejets d'effluents, ...) bruits (liés aux véhicules à moteur...), de l'augmentation de la circulation. Il est utile de préciser que les activités admises sur le territoire présenteront un caractère non nuisant (activités industrielles interdites).

En conclusion, les risques de dérangement sur les sites Natura 2000 évoqués dans le diagnostic des espèces d'intérêt communautaire qui seraient induits par les dispositions du PLU de Marest-sur-Matz sont nuls. Egalement, les aires d'échanges de la faune sont limitées et interfèrent peu ou pas du tout avec les entités agglomérées de Marest-sur-Matz, seuls espaces susceptibles de connaître des évolutions.

Cette étude préliminaire conclut donc à l'absence d'incidence notable du projet de PLU de la Commune sur les habitats naturels et espèces inscrits en site Natura 2000.

Considérant par conséquent que le PLU n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement, il n'est pas soumis à l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 121-10 du Code de l'Urbanisme.